

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

---

LES SIGNES DISTINCTIFS DES PRODUITS  
ET  
**LA CONCURRENCE DÉLOYALE**

DANS LA

Convention du 20 Mars 1883 et ses annexes

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

**Pierre TEULE**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE  
**ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR**

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1905







THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

- MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.  
BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.  
GIDE, professeur d'Économie politique, en congé.  
GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.  
LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.  
CHARMONT, professeur de Droit civil.  
CHAUSSE, professeur de Droit romain.  
MEYNIAL, professeur d'Histoire du Droit.  
VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.  
DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.  
MARGAT, professeur de Droit civil.  
PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.  
MOYE, professeur de Droit international public.  
RIST, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.  
PORTE, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.  
EBREN, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.  
GRANGÉ, secrétaire.  
LAURENS, professeur honoraire.  
GIRAUD, secrétaire honoraire.

### MEMBRES DU JURY :

- MM. LABORDE, *président*.  
VALÉRY. }  
PERREAU. } *assesseurs*.

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

---

LES SIGNES DISTINCTIFS DES PRODUITS  
ET  
**LA CONCURRENCE DÉLOYALE**

DANS LA  
Convention du 20 Mars 1883 et ses annexes

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

**Pierre TEULE**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE  
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1905



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

LES SIGNES DISTINCTIFS DES PRODUITS  
ET LA  
CONCURRENCE DÉLOYALE

DANS LA  
Convention du 20 Mars 1883 et ses annexes

---

BIBLIOGRAPHIE

- ASSI et GENÈS. — La Convention internationale du 23 mars 1883. Paris, 1886.
- BARBEROT. — De la propriété industrielle dans les rapports internationaux. Paris, 1887.
- BOZÉRIAN. — La Convention internationale de 1883. Paris, 1885.
- Le droit des étrangers en France, en matière de marques de fabrique. *Journal du droit international privé*, 1890, p. 193.
- COHENDY. — Note dans Dalloz 1888-2-201.
- COUHIN. — La propriété industrielle, artistique et littéraire. Paris, 1898.
- DARRAS. — Traité théorique et pratique de la concurrence déloyale. Paris, 1894.
- DONZEL. — Commentaire de la Convention d'Union internationale signée le 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle. Paris, 1892.
- FIGOIRE. — De la protection du nom commercial d'après le droit international positif. *Journal du droit international privé*, 1883, p. 19.
- FREY-GODET. — Les marques de fabrique et leur protection

- nationale et internationale. *La Propriété industrielle* 1901, p. 129 et 166.
- KOHLER. — De la protection en Allemagne des marques de fabrique ou de commerce étrangères. *Journal du droit international privé* 1887, p. 39 et 161.
- LABORDE. — Les Brevets d'invention. *Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier*, n<sup>os</sup> 8 et 10.
- MACK. — De la Convention internationale au point de vue des marques de fabrique. Paris, 1885.
- MAYER. — De la concurrence déloyale et de la contrefaçon en matière de noms et de marques. Paris, 1879.
- MESNIL. — Des marques de fabrique et de commerce et du nom commercial dans les rapports internationaux. Paris, 1887.
- MILHAUD. — Les brevets d'invention dans les rapports internationaux. Paris, 1892.
- PELLETIER et VIDAL-NAQUET. — La Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 et les conférences de révision postérieures. Paris, 1902.
- PIC. — De l'introduction frauduleuse des produits étrangers revêtus d'une fausse indication de provenance. *Journal du droit international privé* 1900, p. 290.
- PILENCO. — Le « droit des tiers » dans l'article 4 de la Convention du 20 mars 1883. *La Propriété industrielle* 1897, p. 104.
- POUILLET. — Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres, 4<sup>e</sup> édition, Paris, 1898.
- POUILLET et PLÉ. — La Convention d'Union de 1883. Paris, 1896.
- VIDAL-NAQUET. — Des marques de fabrique et de commerce et du nom commercial en droit international. Paris, 1898.
- WEISS. — Traité théorique et pratique de droit international privé, tome II. Paris, 1894.

*Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire.*

*Annuaire de l'association internationale pour la protection de la propriété industrielle.*

*Bulletin de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle.*

*Journal du droit international privé.*

*La Propriété industrielle, littéraire et artistique.*

*La Propriété industrielle, organe officiel du Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle.*

*Revue pratique du droit international privé.*



## INTRODUCTION

1. Nécessité d'une protection internationale des marques et de tous les signes distinctifs des produits; — 2. Le régime des traités de commerce : ses insuffisances; — 3. La Convention d'Union du 20 mars 1883 : ses origines historiques; — 4. Avantages généraux de l'Union.

1. — Les progrès de la grande industrie, qui chaque jour exige des débouchés plus vastes, le perfectionnement des moyens de transport, devenus à la fois plus sûrs et plus rapides, ont, depuis un demi-siècle, provoqué par leur action combinée un développement continu du commerce international. Le marché sur lequel les produits se font concurrence tend de plus en plus à devenir le marché du monde; les commerçants et les industriels doivent soutenir chez eux la lutte avec les étrangers, et s'ils veulent se maintenir dans une situation égale, il leur faut aller, hors des frontières, rechercher leurs rivaux dans leur propre pays. L'agriculture elle-même a subi l'entraînement général, et grâce à la découverte de procédés de conservation, grâce surtout à la suppression des distances par la facilité des communications, telles denrées qui, par leur nature, semblaient destinées à n'être jamais con-

sommées que sur place, circulent maintenant d'un continent à l'autre.

Cette situation économique nouvelle devait avoir pour effet de multiplier la formation de certains conflits d'intérêts demeurés jusque-là exceptionnels, et par la nécessité de leur trouver une solution favorable, déterminer parmi les nations civilisées un mouvement d'entente,

Le commerce et l'industrie ont besoin pour se développer régulièrement, d'être entourés de garanties assurant à chacun le maintien des avantages qu'il a su acquérir, d'où une série de droits, plus ou moins largement reconnus par les Etats à leurs nationaux : droit sur la marque, droit sur le nom, droit sur tous les signes susceptibles de personnifier le produit (médailles, récompenses, indications de provenance), et dans une certaine mesure, sur toutes les apparences dont la reproduction risquerait d'entraîner une confusion.

Limitée au territoire national, cette protection devenait visiblement insuffisante, lorsque les intérêts sur lesquels elle veillait, se trouvaient mis en jeu par tout pays. Or, l'on ne pouvait guère espérer la voir s'étendre au-delà, en présence de législations dont les plus libérales ne s'appliquaient encore aux étrangers que dans le cas de réciprocité législative. Il était donc commandé à tous les Etats d'essayer, par voie diplomatique, d'obtenir les uns des autres un traitement équitable pour leurs ressortissants. Aucun n'avait, semble-t-il,

avantage à repousser des mesures faites non seulement pour favoriser le commerce étranger, mais tout autant pour mettre les consommateurs nationaux à l'abri de tromperies préjudiciables. Ceux-là mêmes qui, pour des raisons d'ordre économique, élevaient des barrières contre l'envahissement des marchandises venues du dehors, devaient y trouver leur intérêt : car il ne s'agissait point d'assurer le libre échange, mais la probité commerciale.

2. — Pendant longtemps la protection des marques et autres signes distinctifs des produits n'a été réglée que par des dispositions accessoires des traités de commerce (1) ; on en trouve des exemples dans les traités franco-italien du 3 novembre 1881, franco-autrichien du 7 novembre 1881, franco-anglais du 28 février 1882. Quand parfois il arrivait qu'elle fût l'objet d'un texte distinct, son indépendance était de pure forme, la solidarité des deux accords étant presque toujours stipulée. C'est ainsi que le 31 octobre 1881 la France et la Belgique ont conclu un traité spécial à la matière, mais dont l'article 16 disposait, qu'il entrerait en vigueur avec le traité de commerce et la convention de navigation conclus le même jour, pour prendre fin le 1<sup>er</sup> février 1892, date à laquelle le traité de commerce cesserait de produire ses effets.

(1) Il faut noter d'ailleurs que, dans la grande majorité des cas, les marques seules étaient visées.

La conséquence de cette pratique était un manque regrettable de stabilité dans la protection de la propriété industrielle, les traités de commerce au sort desquels son sort était lié, étant par leur nature même essentiellement provisoires. Faits pour répondre aux besoins de conditions économiques qui à chaque instant pouvaient changer, ils devaient être soumis à de constantes modifications, et quand ils venaient à être dénoncés, leurs dispositions accessoires ou solidaires disparaissaient avec eux.

Ce n'était pas là le seul inconvénient de ce régime de traités, qui, s'ils réglaient les rapports des ressortissants des deux pays contractants, ne le faisaient pas pour tous les pays d'une façon uniforme. D'où une grande incertitude dans les relations extérieures : un commerçant français propriétaire d'une marque pouvait n'être pas protégé également en Allemagne ou en Suisse, aux Etats-Unis ou en Espagne ; il devait consulter chaque traité, examiner chacune de leurs clauses, et régler ensuite différemment sa conduite suivant le pays dans lequel il voulait étendre ses affaires. Et quand un conflit de lois venait à naître, sa solution variait selon le traité applicable.

**3.** — Une transformation profonde fut apportée à cet état de choses par la Convention du 20 mars 1883.

Son origine, en ce qui concerne les signes distinctifs des produits, ne remonte qu'au Congrès réuni à Paris en 1878, à l'occasion d'une Exposition internationale.

Le comité d'organisation présidé par M. Bozérian, éten-  
dant le projet d'entente conçu cinq ans auparavant à Vienne  
et qui visait uniquement la protection des inventions,  
prépara un programme comprenant l'étude des diverses  
branches de la propriété industrielle, brevets d'inven-  
tion, marques de fabrique et de commerce, non com-  
mercial, dessins et modèles. Après avoir tracé les gran-  
des lignes de l'accord futur, le Congrès de Paris nomma  
une Commission permanente à laquelle furent succes-  
sivement soumis deux avant-projets. Le premier dû à  
M. Bodenheimer, délégué de la Suisse, fut repoussé  
comme heurtant trop brutalement les principes admis  
dans certaines législations étrangères. Le second, ré-  
digé par M. Jagerschmidt, membre de la section fran-  
çaise, fut envoyé aux puissances avec une invitation à  
se rendre à Paris, pour tâcher d'arriver à une entente  
définitive. Les délégués se réunirent le 4 novembre 1880  
et rédigèrent le texte qui fut signé le 20 mars 1883 par  
onze Etats.

L'œuvre ainsi réalisée fut violemment attaquée en  
France. Certains publicistes allaient jusqu'à réclamer  
que les commissaires fussent soumis à une enquête, et  
déchus de leurs fonctions, s'ils avaient été seulement  
dupes, ou traduits devant une Haute-Cour de justice,  
s'ils avaient sciemment trahi les intérêts du pays (1).

(1) *Petit Journal* du 13 août 1885. Voir la réponse de M. Pouillet dans  
*la Loi* du 24 août 1885.

Des jurisconsultes (1), des chambres de commerce (2), prirent parti dans cette polémique. Les adversaires de la Convention reprochaient aux signataires d'avoir accordé aux étrangers des avantages compromettant gravement l'avenir industriel et commercial du pays, sans avoir su obtenir en retour des concessions profitables. Cette agitation du début a pourtant fini par se calmer. La Chambre de Commerce de Paris, revenant sur son appréciation première, a reconnu les mérites de la Convention, et le journal officiel de l'Union pouvait dire en 1898, qu'aucune des objections faites à l'origine n'avait été légitimée par la pratique, qu'en quatorze ans aucun inconvénient grave ne s'était révélé, et n'avait soulevé de plaintes ou de demandes sérieuses de dénonciation.

**4.** — Opposé au régime antérieur des traités particuliers, le régime de l'Union présente une évidente supériorité. Tout d'abord il est plus stable, et cela il le doit, en grande partie sans doute à ce que la Convention est un traité spécial dont le sort ne dépend pas de celui d'un traité de commerce plus ou moins éphémère, mais beaucoup aussi au fait même de l'Union. En raison du nombre des nations contractantes, chacune se trouve plus solidement attachée aux autres et se sent moins disposée à une dénonciation. Il y a dans un semblable

(1) Voir : DONZEL. Commentaire sur la Convention d'Union de 1883.

(2) M. J. Piault présenta à la Chambre de Commerce de Paris un rapport sur l'utilité de dénoncer la Convention.

groupement un véritable pouvoir d'attraction, entraînant d'abord tous les Etats et les retenant ensuite : car celui qui aurait le désir de rompre avec tel ou tel les rapports établis par le pacte commun, y renoncera le plus souvent par suite de son intérêt à les maintenir avec tels ou tels autres. En outre le régime nouveau, s'il ne réalise pas d'une façon absolue un système unique de protection, tend vers cette unité. Sur certains points il pose des règles communes, et pour le surplus, si les garanties ne sont pas identiques, du moins sont-elles accordées en vertu d'un même principe.

C'est ce principe, base générale de la Convention, en lui-même d'abord, tel ensuite que le modifient ou le complètent les prescriptions spéciales à la protection des signes distinctifs des produits et à la répression de la concurrence déloyale, qui va faire l'objet des chapitres suivants.

Dans cette étude, contrairement à un procédé souvent adopté, nous n'avons pas cru devoir séparer les dispositions de la Convention de celles des arrangements qui postérieurement sont venus s'y annexer pour plusieurs pays. Les unes et les autres se fondent dans un ensemble trop un, pour n'avoir rien à perdre de leur portée véritable à être exposées à part. Aussi, négligeant volontairement le point de vue historique, qui nous aurait amené à examiner d'abord la Convention de 1883, puis les arrangements de Madrid, enfin les actes

additionnels de Bruxelles, avons nous préféré grouper toutes nos explications autour des questions elles-mêmes visées dans ces différents textes ; ce qui ne nous a pas empêché, à propos de chacune d'entre elles, de marquer les progrès successivement réalisés.

A cette méthode un seul reproche pourrait, semble-t-il, être adressé ; celui de laisser quelque peu indécise la situation des Etats n'ayant pas ratifié tous les protocoles. Nous y répondons que nous avons en vue, non d'offrir un tableau des divers régimes internationaux en vigueur dans un certain nombre d'Etats, mais d'exposer un système. Dès lors n'était-il pas légitime de l'envisager d'emblée sous sa forme la plus complète ?

## CHAPITRE PREMIER

### DU PRINCIPE DE LA PROTECTION

5. Des personnes protégées par la Convention : nationaux, domiciliés, propriétaires d'établissements ; — 6. Que faut-il entendre par domicile ? — 7. Conditions exigées de l'établissement ; — 8. Sont-elles remplies par un représentant de commerce ? — 9. Par une succursale ? — 10. Une société peut-elle invoquer la Convention ?

11. Des rapports protégés par la Convention : est-elle applicable entre Français de France ? Exposé de la controverse.

12. De la nature de la protection : assimilation des unionistes aux nationaux ; — 13. Du sens du mot « nationaux » ; — 14. L'assimilation ne se produit pas pour les règles de procédure et de compétence ; — 15. La caution judicatum solvi ; — 16. L'article 14 du Code civil.

17. Du principe de l'assimilation en face des autres règles de la Convention.

**5. —** Les lois relatives à la propriété des marques protègent tantôt leurs nationaux, indépendamment de toute condition d'établissement, tantôt les établissements situés sur leur territoire, indépendamment de toute condition de nationalité. Le premier système répond à ce principe, que lorsqu'un Etat légifère, il le fait dans l'intérêt de ses citoyens ou de ses sujets. Le second s'inspire de l'idée, que seules intéressent la prospérité économique d'un Etat, les industries exploi-

tées à l'intérieur de ses frontières. Même sous la direction d'un étranger, elles constituent la véritable industrie nationale. Les autres, au contraire, bien qu'entre les mains d'un national, demeurent étrangères.

La loi du 23 juin 1857 a marqué pour la France le passage d'un système à l'autre. Quant à la Convention du 20 mars 1883, elle les a, pour l'ensemble de l'Union, sanctionnés tous deux à la fois, en protégeant avec les nationaux des pays contractants, ou les personnes ayant acquis un domicile dans l'un de ces pays, toutes celles possédant sur leur territoire un établissement industriel ou commercial.(1).

Bien que ces dispositions ne fissent que reproduire l'esprit de législations depuis longtemps en vigueur, elles furent cependant violemment critiquées. Les uns voyaient dans la protection accordée sans condition à la simple qualité de national une mesure propre à faciliter la fraude, en permettant d'acquérir le bénéfice de la Convention par le seul fait de placer à la tête d'une entreprise exploitée hors du territoire de l'Union, un prête nom convenablement choisi pour sa nationalité(2). Les autres déploraient l'assimilation des étrangers domiciliés ou propriétaires d'établissements, qui devait d'après eux détourner de nouveaux pays d'ad-

(1) Article 3 de la Convention : « Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants les sujets ou citoyens des Etats ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union. »

(2) Voir : POUILLET et PLÉ. *La Convention d'Union de 1883*, n° 23.

hérer à une Convention, aux privilèges de laquelle leurs ressortissants pouvaient librement participer ; ne leur suffisait-il pas pour cela, de posséder sur le sol de l'Union une simple chambre ou la plus modeste boutique (1) ?

Mais ces attaques étaient peu justifiées. Contre les tentatives de fraude le recours aux tribunaux constituera une garantie suffisante, et l'intérêt de tous les Etats à entrer dans l'Union subsiste, les avantages consentis, individuellement et dans des cas déterminés, sans distinction de nationalité, n'étant point, quoiqu'on en dise, l'équivalent d'une protection complète, assurée par mesure générale aux non contractants comme aux contractants. Rien ne le montre mieux que le nombre des adhésions recueillies depuis la conclusion de l'Union ; ce sont successivement celles de l'Angleterre (1884), de la Tunisie (1884), de la Suède et de la Norvège (1885), des Etats-Unis (1887), de la République de Saint-Domingue (1890) (2), du Danemark (1894), du Japon (1899), de l'Allemagne (1903) (3).

(1) Chambres de commerce de Paris et de Saint-Etienne, et *Journal des procès en contrefaçon*. Voir : *Propriété industrielle*, 1886, page 9.

(2) Cet Etat après avoir été au nombre des premiers signataires de la Convention, l'avait dénoncée le 15 mars 1889. Il ne tarda pas, paraît-il, à ressentir les inconvénients de cette tentative d'indépendance, puisque le 11 juillet de l'année suivante il adhérait de nouveau à l'Union.

(3) Dans son numéro du 31 octobre 1904, la *Propriété industrielle* annonce l'adhésion de la République de Cuba. Conformément à l'article 16 révisé, elle a commencé à produire ses effets, aucune date spéciale n'ayant été indiquée, un mois après sa notification par le gouvernement suisse aux autres Etats, c'est-à-dire le 17 novembre, la notification ayant été faite le 17 octobre.

6. — Quant à l'interprétation qui tendrait à rendre purement illusoires les conditions mises à la protection des étrangers, elle n'est point fondée. La Convention exige le domicile, c'est-à-dire entre l'étranger et l'Union non pas seulement un lieu de fait, mais un lieu de droit établi par la loi même de chaque pays et soumis à l'accomplissement de certaines formalités. La simple résidence, résultant d'une habitation plus ou moins prolongée en un endroit, ne suffirait donc point ; il lui manquerait le caractère de permanence et d'importance que l'article 102 du Code civil réclame sous l'expression de « principal établissement », définie par M. Laurent « les liens de famille, d'intérêts, de fonctions qui attachent une personne à tel lieu plutôt qu'à tel autre. » Le domicile ainsi entendu, non dans un sens vague, mais dans un sens légalement précisé, constitue déjà une demi-nationalité. Et l'assimilation faite ici du domicilié au national se justifie d'autant plus, qu'elle n'est guère qu'une application de l'article 13 du Code, accordant aux domiciliés la jouissance de tous les droits civils.

7. — La condition d'établissement est-elle moins nette et laisse-t-elle place à une extension qui la rendrait dérisoire ? Ce que bien certainement l'on a voulu, c'est protéger toute industrie et tout commerce ayant son siège sur le territoire de l'Union, et non pas donner un moyen facile de biaiser avec les dispositions précédentes. L'étranger qui se réclamera de la Convention

devra donc justifier d'un centre d'affaires sérieux et stable, dont ne saurait tenir lieu un simulacre d'exploitation, simple subterfuge inventé pour tourner la loi.

Les conférences de révision, qui se sont réunies à plusieurs reprises, ont toutes cherché à préciser par un texte les caractères que devrait présenter l'établissement. Le règlement voté à Rome en 1886 contient une disposition explicative, d'après laquelle : « pour pouvoir être assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, aux termes de l'article 3 de la Convention, les sujets ou citoyens des Etats ne faisant pas partie de l'Union, et qui, sans y avoir leur domicile possèdent des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union, doivent être propriétaires exclusifs desdits établissements, y être représentés par un mandataire général, et justifier en cas de contestation, qu'ils y exercent d'une manière réelle et continue leur industrie ou leur commerce. » Par là se trouvaient exclues les simples agences représentant à la fois plusieurs maisons, et les petites succursales dirigées par des employés subalternes. A la Conférence de Madrid, en 1890, le texte de l'article 3 fut modifié ainsi qu'il suit : « Est assimilé aux sujets ou citoyens des Etats contractants le sujet ou citoyen d'un Etat ne faisant pas partie de l'Union, qui est domicilié ou possède ses principaux établissements industriels et commerciaux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union. » Une succursale, si importante

fût-elle, n'aurait donc pu en présence de cette disposition prétendre à l'assimilation.

Mais ni le protocole de Rome, ni le quatrième protocole de Madrid ne furent ratifiés. La question fut reprise avant la Conférence de Bruxelles par le Congrès de Vienne, qui, sur le rapport de MM. Armengaud et Mack, se prononça en faveur de la protection limitée « aux principaux établissements » (1). Le texte voté, approuvé par le Syndicat des ingénieurs conseils de Paris et le Comité central des chambres syndicales, fut défendu à Bruxelles par M. Michel Pelletier, mais rejeté comme trop rigoureux. On se borna à une modification précisant que l'établissement devrait être « effectif et sérieux », solution qui s'imposait déjà à toute interprétation de bonne foi.

8. — Un simple représentant de commerce ou un correspondant recevant des ordres, détenant en dépôt des marchandises fabriquées à l'étranger et se contentant de les vendre pour le compte de la maison-mère, ne pourrait donc invoquer la Convention. On est ici en dehors des termes de l'article 3, car, comme on l'a fait remarquer, un établissement digne de ce nom comporte un local, une organisation, un matériel, et le mo-

(1) Voir ce rapport et la résolution votée : *Annuaire de l'association internationale pour la protection de la propriété industrielle*, pages 416 à 432 et principalement pages 423 et 424. La même opinion était soutenue par le rapporteur général M. Maillard, id. page 138.

deste représentant ne possède aucune installation de cette nature (1).

9. — Par contre, une succursale devra être protégée à l'égal d'un établissement principal, pourvu qu'elle présente un caractère certain de réalité, et ne soit pas une simple boutique, vide de marchandises et d'employés, dans laquelle ne s'est jamais traitée et ne se traitera jamais aucune affaire. Grâce à ces tendances libérales, les industriels et commerçants étrangers exploitant déjà dans un Etat non contractant une industrie ou un commerce, seront encouragés à créer des annexes sur le territoire des pays de l'Union, pour le plus grand avantage du développement économique de ces derniers.

En pareil cas, la Convention pourra-t-elle être invoquée en faveur seulement de l'établissement situé en pays unioniste, ou ses effets s'étendront-ils à tous les autres établissements appartenant au même propriétaire ? Un industriel ayant, par exemple, une fabrique en Autriche et une fabrique en France, pourrait-il réclamer en Suisse la protection de sa marque pour ses produits venant d'Autriche comme pour ceux venant de France ? On a soutenu l'affirmative (2), surtout semble-t-il, pour éviter les difficultés qu'éprouveraient les tribunaux à distinguer, parmi des objets identiques, ceux qui peuvent revendiquer un traitement de faveur, de

(1) Voir : POUILLET et PLÉ, n° 24.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1886, page 25.

ceux qui relèvent seulement du droit commun. A l'appui de cette opinion, l'on disait que les Etats de l'Union n'avaient aucun intérêt à faciliter chez eux un aussi triste métier que la contrefaçon des marques. Mais cet argument, si on l'acceptait, devrait conduire à protéger indifféremment tout industriel ou tout commerçant, qu'il existe ou non des liens entre lui et l'un des pays contractants. Or, si l'on se rappelle qu'en protégeant les établissements d'un non unioniste sur le sol de l'Union, la Convention a eu pour but de protéger l'industrie et le commerce national, c'est-à-dire ceux mettant en jeu les forces vives du pays, développant son activité et accroissant sa richesse, on ne saurait, en considération de la personne du propriétaire qui n'entre ici pour rien, étendre la protection à d'autres établissements.

Il est presque inutile d'ajouter, bien que les rapporteurs du Congrès de Vienne aient cru devoir y insister (1), que les sujets ou citoyens d'un Etat non contractant ne pourront réclamer l'application de la Convention que pour des actes accomplis ou des droits acquis après satisfaction donnée aux conditions requises de domicile ou d'établissement.

**10.** — La protection sera-t-elle accordée aux sociétés comme aux individus ? La portée de la question est considérable à une époque où la plupart des grandes

(1) Voir le rapport cité de MM. ARMENGAUD et MACK, page 423.

entreprises sont entre les mains de sociétés. Elle a généralement été résolue d'une façon affirmative; il semble en effet que l'expression « sujets ou citoyens des Etats contractants », contenue dans les articles 2 et 3, soit assez large pour comprendre les personnes morales. Dès lors toute société qui par sa nationalité appartient à l'un des Etats unionistes, ou qui possède sur le territoire de l'Union des établissements de commerce ou d'industrie, aura droit à tous les avantages de la Convention. Décider autrement serait aller à l'encontre des intérêts du commerce et de l'industrie, que l'on avait pourtant plus directement en vue encore que ceux des commerçants ou des industriels (1).

**11.** — Mais contre qui les ressortissants d'un des pays de l'Union, individus ou sociétés, nationaux, domiciliés, ou propriétaires d'établissements, pourront-ils invoquer la Convention? Sera-ce seulement contre les ressortissants d'un autre pays de l'Union, ou bien à titre égal contre ceux qui appartiennent exclusivement au même pays qu'eux? Dans un conflit entre deux Français ne pouvant mettre en avant que leur nationalité française, n'étant rattachés à un autre Etat de l'Union par aucun lien de domicile ou d'établissement qui leur permette en négligeant leur qualité première de don-

(1) Voir : POUILLET et PLÉ, n° 2, VIDAL-NAQUET : *Des marques de fabrique et de commerce en droit international*, n° 172. PELLETIER et VIDAL-NAQUET : *La Convention d'Union*, n° 30.

ner au conflit un caractère international, la Convention sera-t-elle applicable?

La question a soulevé une longue controverse, au cours de laquelle trois solutions se sont fait jour (1).

Pour les uns, la Convention de 1883 est un simple traité, qui régit uniquement les rapports internationaux entre Unionistes. Pour d'autres, elle peut en outre être invoquée par les ressortissants d'un quelconque des Etats de l'Union contre n'importe qui. Enfin d'après une troisième opinion, elle modifie la loi intérieure d'une façon soit définitive, soit temporaire, c'est-à-dire devant ou non survivre à la dénonciation, mais, quoi qu'il faille penser sur ce point, absolue et objective, de sorte que toute personne qui sans être en rien reliée à l'Union a cependant le droit d'invoquer la loi intérieure d'un des pays signataires, pourra par cela seul user des avantages stipulés par la Convention.

Les conséquences excessives de ce dernier système suffisent à le réfuter. Il n'aboutit à rien moins qu'à effacer toute différence entre unioniste et non unioniste, et par là à supprimer l'intérêt qu'auraient les Etats à adhérer à l'Union ; ce qui est d'autant moins soutenable qu'une proposition en ce sens, présentée à la

(1) Voir dans le *Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier*, n<sup>os</sup> 8 et 10, les deux articles de M. Laborde, dont nous nous sommes d'ailleurs très largement inspiré.

Conférence de Paris par les délégués de la Belgique et du Salvador, fut repoussée (1).

Restent en présence les deux premières solutions.

A ne regarder que les textes, il pourrait sembler que la première leur fût plus conforme. On a bien essayé de dire que l'article 2 de la Convention assurait l'égalité de traitement entre Français et ressortissants des autres Etats de l'Union, et que ces derniers pouvant incontestablement se prévaloir de la Convention, il devait en être de même des premiers. Mais par là on force le sens de l'article 2, qui vise seulement à étendre la loi intérieure d'un des Etats contractants aux ressortissants d'un autre de ces Etats. Quant à l'argument tiré de la rédaction générale et absolue de certains articles créant des avantages spéciaux, il ne vaut pas mieux. Leur étendue d'application se trouve limitée par l'article 2 qui les domine, et au surplus ils ne sont pas assez explicites pour impliquer une dérogation au caractère ordinaire d'un traité, qui est de régler uniquement les rapports internationaux.

L'examen de la nature juridique de la Convention laisse encore la question au même point. Sans doute l'exigence d'une ratification par le pouvoir législatif ne se comprend que pour un acte capable de modifier la loi nationale ; la suppression du droit d'amendement ne

(1) Voir : MESNIL : *Des marques de fabrique et de commerce dans les rapports internationaux*, pages 256 et 257.

suffit pas à écarter ce résultat, l'élaboration législative d'un traité approuvé, comme la Convention, et celle d'une loi intérieure étant par ailleurs identiques et comportant deux lectures, ou une seule délibération après déclaration préalable d'urgence, le vote concordant des deux Chambres, et la promulgation par le Président de la République, dans laquelle le traité approuvé se trouve qualifié de loi française. Mais si de là on conclut que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif peuvent par leur commun accord apporter dans un traité une modification temporaire à la loi intérieure, — ce que d'ailleurs personne ne conteste — on n'aura pas tranché le seul point controversé qui est de savoir si cette modification est applicable en dehors des rapports internationaux. Et si, allant plus loin, on disait que l'approbation des Chambres transforme le traité en une loi française ordinaire, on tomberait dans l'exagération du système repoussé, d'après lequel tous ceux qui peuvent se prévaloir des avantages de la loi française pourraient invoquer la Convention.

Trouvera-t-on mieux un éclaircissement dans cette remarque, que les traités règlent d'une manière objective les rapports des Etats contractants, de telle sorte qu'il faut les appliquer indépendamment de la nationalité de celui qui en profite en fait, toutes les fois que l'intérêt de l'un des Etats signataires l'exige. Cela suffirait peut-être à établir qu'un des articles de la Convention, l'article 5, doive avoir une portée absolue,

puisqu'il permet de développer son commerce d'exportation à l'Etat de l'Union chez lequel se fabriquent des objets semblables à ceux qu'un brevet garantit dans un autre Etat unioniste. Mais pour les autres articles il n'en sera plus de même, et la démonstration qui n'est pas valable pour tous, n'est valable pour aucun. Ici donc, pas plus que dans les textes, pas plus que dans des principes de droit constitutionnel, on ne saurait trouver un argument concluant en faveur de l'une ou de l'autre solution.

La véritable raison de décider doit être recherchée dans l'intention de ceux qui, à des titres divers, ont collaboré à l'établissement du régime de la Convention.

Elle a été exprimée pour la première fois au Congrès de Lyon, en 1878, par M. Lyon-Caen, qui disait : « Il ne faut pas espérer, dans l'état actuel des choses, arriver à avoir dans tous les pays des lois sur la propriété industrielle qui seraient communes sur tous les points ; c'est une utopie. Ce qu'on peut espérer seulement, c'est que les nations s'entendent pour avoir des lois communes sur les points principaux, et je crois que l'objet essentiel de ce Congrès est de déterminer ces points principaux sur lesquels les nations peuvent s'entendre. »

Le but du gouvernement français, en convoquant les puissances à la Conférence de Paris, n'était autre que de réaliser l'œuvre ainsi définie par le Congrès, et c'est dans un esprit conforme que les plénipotentiaires accomplirent leurs travaux. Ceci ressort clairement des

discours de MM. Demeur et Indelli, et surtout de la réserve que les délégués des Etats-Unis firent à ce sujet dans le protocole de 1880 : « Les plénipotentiaires des Etats-Unis ayant déclaré qu'aux termes de la Constitution fédérale le droit de légiférer, en ce qui concerne les marques de fabrique, est, dans une certaine mesure, réservé à chacun des Etats américains, il est convenu que les dispositions de la Convention ne seront appliquées que dans les limites des pouvoirs constitutionnels des Hautes parties contractantes. » Ce qui signifiait que les délégués des Etats-Unis, mandataires du Congrès fédéral, ne pouvaient, pour les marques de fabrique, modifier la législation de leur pays qu'au point de vue des rapports internationaux, les seuls qu'en cette matière le Congrès fédéral eût le droit de régler. Mais si c'est là une exception, c'est donc que dans l'opinion de tous les plénipotentiaires la règle devait être, que la Convention recevrait son application même en dehors des rapports internationaux.

Or, le droit d'amendement n'existant pas, le vote favorable du Parlement comporte une consécration pleine et entière de la volonté du gouvernement qui a soumis la Convention à l'approbation législative, et, par contre-coup, de celle des plénipotentiaires qui l'avaient rédigée.

Les actes qui ont suivi confirment la même solution. La circulaire ministérielle du 26 août 1884, et la circulaire des douanes du 15 juillet 1896, relatives toutes deux à l'importation permise en France d'objets sem-

blables à ceux qu'un brevet y garantit, visent indistinctement tous les titulaires de brevets français. L'acte additionnel de Bruxelles, du 14 décembre 1900, rédigé alors que la controverse engagée devait rendre attentif au choix des expressions, ne contient aucune restriction semblable à celle de l'article 2 : « jouiront dans *tous les autres Etats...* » L'article 3 *bis* du protocole de clôture dit en effet : « Le breveté, *dans chaque pays*, ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non exploitation, qu'après un délai minimum de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit... », et l'article 10 *bis* : « les ressortissants de la Convention aux termes des articles 2 et 3, jouiront *dans tous les Etats de l'Union* de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale. » Enfin, la loi du 7 avril 1902, modifiant la loi du 5 juillet 1884, donne à l'inventeur l'option entre le délai de priorité et le secret temporaire, sans faire de distinction suivant la nationalité, ou les conditions de domicile ou d'établissement du dit inventeur. Par suite, un Français de France y aura droit tout comme un autre.

Si donc la Convention de 1883 ne réforme pas d'une manière définitive et absolue les législations intérieures, que peuvent seules invoquer les ressortissants de pays non contractants, et qui rentreraient spontanément en vigueur par la dénonciation du traité, du moins se substitue-t-elle complètement à celles-ci à l'égard des Unionistes dans leurs rapports avec n'importe qui.

Pour admettre cette solution, n'aurait-il pas suffi de constater à quelle anomalie bizarre conduirait la solution inverse, qui reconnaîtrait au citoyen d'un des pays unionistes moins de droits chez lui que n'en possèdent les unionistes étrangers ? Est-il vraisemblable que des Etats civilisés aient voulu, à notre époque, soumettre leurs nationaux à la situation humiliée imposée aux indigènes des pays hors chrétienté par les capitulations du xvr<sup>e</sup> siècle (1) ?

Il faut d'ailleurs noter que si la doctrine a parfois refusé d'appliquer la Convention entre nationaux d'un même pays, la jurisprudence l'a fait à l'occasion. On peut citer en ce sens, pour la Belgique, un jugement du tribunal de Mons, du 2 février 1887 (2), et pour la France, un arrêt de la Cour de Douai, du 10 mai 1900 (3), un jugement du tribunal de la Seine, du 7 août 1902 (4), et un arrêt de la Cour de Montpellier, du 14 mars 1903 (5).

**12.** — En quoi consiste la protection établie par la Convention ? L'article 2 déclare que les ressortissants des Etats contractants jouiront dans tous les autres Etats de l'Union « des avantages que les lois respecti-

(1) Cette controverse pourrait perdre prochainement tout son intérêt pratique en ce qui concerne la France, par le vote d'un projet de loi actuellement déposé devant le Parlement, et qui rend la Convention applicable entre Français en France.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1887, page 54.

(3) Voir : *Annales*, 1900, page 177.

(4) Voir : *Propriété industrielle*, 1903, page 83.

(5) Voir : *Propriété industrielle*, 1903, page 197.

ves accordent ou accorderont par la suite aux nationaux... sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque Etat. » C'est le système de l'assimilation, déjà consacré à maintes reprises par les traités antérieurs. Il présente, semble-t-il, toutes les garanties raisonnablement exigibles, car s'il en résulte que les droits de l'unioniste hors de chez lui varient comme il plaira au législateur étranger, on trouve dans l'intérêt même que celui-ci porte au commerce et à l'industrie de son pays la certitude que la protection ne deviendra jamais illusoire.

**13.** — Mais quelle est l'étendue exacte de l'assimilation ? La poussant à ses limites extrêmes, on a prétendu que pour obtenir la protection dans l'un des Etats contractants unionistes et nationaux devaient remplir les mêmes conditions préalables, et que par suite seuls les unionistes ayant un établissement dans le pays pourraient, en vertu de la loi du 18 mars 1806, déposer en France leurs dessins de fabrique (1), et en Allemagne invoquer la loi du 27 mai 1896 sur la concurrence déloyale.

Est-il raisonnable de soutenir que telle ait été l'intention des plénipotentiaires ? Un traité doit être interprété de bonne foi et dans le sens qui lui permet de

(1) En ce sens un arrêt de la Cour de Paris du 20 mai 1898, relatif à un Suisse n'ayant pas de fabrique en France. (*Dalloz*, 1900, 2. 89).

produire ses effets ; or, l'interprétation proposée aboutirait à rendre dans bien des cas la Convention lettre morte. Ce que l'on a voulu, c'est accorder aux unionistes le bénéfice de la loi nationale du pays où ils réclament la protection, et si on les assimile aux nationaux, c'est à ceux que la loi protège et non aux autres.

La question soulevée à la Réunion d'Amsterdam (1903), donna lieu à un échange d'observations en ce sens entre M. Hugo Alexander Katz (Berlin) et M. Henri Allart (Paris), à la suite desquelles l'assemblée, tout en exprimant le désir qu'une modification fut apportée au texte par la Conférence de Washington, crut devoir, afin de protester sans retard contre les tentatives d'étranglement de la Convention, voter la résolution suivante : « Le mot « nationaux », dans l'article 2 de la Convention d'Union, doit être interprété en ce sens que les ressortissants de l'Union ont droit au bénéfice de la législation d'un des pays de l'Union, sans avoir besoin d'un établissement dans ce pays, même si la législation du pays n'accorde la protection qu'aux nationaux ayant un établissement dans le pays. » (1) Une résolution semblable fut adoptée l'année suivante au Congrès de Berlin (2).

Tout ce que l'on peut exiger des unionistes dans les pays de l'Union dont ils ne sont pas nationaux, c'est

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1903, page 183.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1904, page 105.

l'accomplissement des conditions de pure forme, des « formalités », c'est-à-dire, en matière de marques, du dépôt (1).

**14.** — L'assimilation se trouve limitée sur un autre point par le texte lui-même. L'article 3 du protocole de clôture dit, en effet, qu'il n'est porté « aucune atteinte à la législation de chacun des Etats contractants en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux, et la compétence de ces tribunaux. » Les unionistes pourront réclamer seulement le bénéfice des lois de fond ; comme le dit l'article 2, « ils auront la même protection que les nationaux, et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits », mais pour le surplus ils demeurent des étrangers (2).

**15.** — Les règles spéciales à ceux-ci trouveront donc encore leur application, et par suite nul, s'il n'est national, ne saurait se prétendre dispensé de la caution judi-

(1) En ce sens : BARBEROT. *De la propriété industrielle dans les rapports internationaux*, page 192. VIDAL-NAQUET, n° 166. PELLETIER et VIDAL-NAQUET, n° 33.

En ce sens contraire, MESNIL, page 255. D'après lui, tous les Unionistes seraient soumis en France à l'observation des articles 5 et 6 de la loi de 1857, par application desquels une marque ne pourrait être protégée en France, que si elle était destinée à des produits d'établissements situés en France, ou dans un pays de réciprocité.

(2) La Cour de cassation de Belgique a dit dans ce sens : « Attendu que l'article 2 indique clairement que l'assimilation des sujets des divers Etats contractants n'est relative qu'aux droits et avantages résultant pour eux des lois qui réglementent les objets spécifiés par les termes précités (de l'article 2), mais non d'une manière générale, à ceux que concèdent toutes les autres lois étrangères à ces matières. » Cour de cassation de Belgique, 5 avril 1898. *Sirey*, 1898, 4-17.

catum solvi (1). C'est du moins ce que semblent établir les textes cités. C'est aussi ce qui résulte des travaux préparatoires, et notamment des paroles de M. Demeur, qui, en faisant ressortir la portée de ces textes, visait expressément la caution judicatum solvi. C'est ce qu'ont également admis, d'une façon presque unanime, les décisions des tribunaux (2).

Un arrêt de la Cour de Liège (3) résume assez bien les motifs de cette opinion. « Attendu, dit-il, que le protocole explicatif de la Convention du 20 mars 1883, approuvée par la loi du 5 juillet 1884, mentionne en son n° 3 qu'il n'est porté aucune atteinte à la législation de chacun des Etats contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux ; attendu que la conclusion à l'effet d'obliger l'étranger demandeur à fournir la caution judicatum solvi est une simple exception de procédure, occupant le premier rang parmi les exceptions de procédure....., qu'il résulte du reste des

(1) Sauf lorsqu'il existe un traité sur la matière dont il peut se prévaloir, ou dans certains cas exceptionnels réglés par la loi ; — en France notamment lorsque l'étranger possède en terre française des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement des frais et des dommages éventuels (article 16 du Code civil, article 167 du Code de Procédure civile), ou lorsqu'il a un domicile autorisé (article 13 du Code civil).

(2) Cour de cassation de Belgique, 5 avril 1888 (*Sirey*, 1888, 4. 17) et 29 novembre 1888 (*Sirey*, 1889, 4. 13). Cour d'appel de Gand, 27 juillet 1887. (*Sirey*, 1888, 4. 17). Tribunal civil d'Anvers, 24 février 1887 (*Sirey*, 1888, 4. 17). Tribunal civil de Bruxelles, 28 décembre 1887 (*Sirey*, 1888, 4. 17). Tribunal civil du Havre 24 décembre 1896. (*Gazette des Tribunaux* du 25 avril 1897).

(3) Cour de Liège, 6 mars 1888). (*Sirey*, 1888. 4. 17).

procès-verbaux des séances de la Conférence chargée de préparer la Convention, et qu'il a été déclaré dans les discussions de la loi de 1884, qu'il n'était pas dérogé aux règles qui régissent la caution judicatum solvi... »

En France il n'a guère été rendu en la matière qu'une seule décision, par le tribunal civil de la Seine (1), qui déclare : « que le Code de procédure a réglé l'exercice du droit de requérir une caution judicatum solvi en le classant dans son article 166 parmi les exceptions ; que dès lors ce droit fait partie de la législation française sur la procédure à laquelle il ne doit pas être porté atteinte, aux termes de l'article 3 du protocole de clôture de la Convention susvisée. »

Toutefois la jurisprudence s'est parfois prononcée en sens contraire, en refusant de reconnaître à la caution judicatum solvi le caractère de procédure, et prétendant y voir un droit civil qui permet aux nationaux d'être protégés contre les entreprises téméraires des étrangers (2). A quoi l'on doit répondre que si le droit d'exiger une caution judicatum solvi est un droit civil, il ne peut être invoqué que comme exception et in limine litis, suivant les règles du Code de procédure. On est donc bien en présence d'une forme de procé-

(1) Tribunal civil de la Seine, 4 février 1888. *Sirey*, 1888. 2. 199.

(2) Tribunal d'Audenarde (Belgique), 8 avril 1887. *Pandectes françaises périodiques*, 1887. 5. 49 (réformé d'ailleurs par la Cour de Gand). Cour de Bruxelles, 28 juillet 1887. *Le Droit*, du 9 octobre 1887.

ture, échappant au principe d'assimilation de l'article 2 de la Convention.

L'intérêt pratique de la question a d'ailleurs considérablement diminué depuis la signature de la Convention de la Haye du 14 novembre 1896, à laquelle ont adhéré la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège, et qui supprime l'obligation de la caution en faveur des nationaux de ces Etats, moyennant l'engagement par chacun de rendre exécutoires chez lui les condamnations aux frais et dépens prononcées par les tribunaux de l'un d'entre eux.

**16.** — Sur d'autres points particuliers la question de l'assimilation des unionistes aux nationaux a donné lieu à des discussions, et l'on s'est notamment demandé en France, si l'article 14 du Code civil dérogeant au profit du Français créancier de l'étranger à la règle *actor sequitur forum rei* dans le but de lui éviter d'aller plaider au dehors, et distrayant l'étranger débiteur de son tribunal naturel, celui de son domicile, pouvait être invoqué par un unioniste. Les partisans de l'affirmative s'appuient sur l'article 2 de la Convention ; leurs adversaires, sur l'article 3 du protocole de clôture. Il semble difficile d'admettre, malgré certaines décisions de jurisprudence (1), que l'exception puisse ne pas rece-

(1) Cour de Paris 4 août 1896. (*Annales*, 1898, page 8) en faveur d'un unioniste suisse. Tribunal civil du Havre, 24 décembre 1896. (*Propriété*

voir sa pleine et entière application, et qu'elle doive être primée par la règle, à laquelle son but était précisément de faire échec dans des cas nettement et largement déterminés. Cette opinion a d'ailleurs pour elle la majorité de la doctrine (1).

**17.** — En outre du principe de l'assimilation, posé par l'article 2, la Convention contient une série de dispositions complétées pour plusieurs Etats par des arrangements postérieurs. Les unes sont destinées à faciliter l'acquisition du droit, soit en garantissant le respect de la loi nationale de l'unioniste (art. 6), soit en accordant à celui-ci une situation privilégiée (art. 4 et deuxième arrangement de Madrid); les autres visent le fond même du droit, son existence et sa nature, qu'elles se bornent à rappeler dans des hypothèses particulières le principe général (art. 10 *bis*), qu'elles constituent pour les contractants un engagement à organiser chez eux la protection en certaine matière (art. 11), ou qu'elles établissent elles-mêmes des mesures protectrices spéciales (art. 8, 9, et 10 et premier arrangement de Madrid).

Mais si les premières peuvent apporter certaines dérogations au principe d'une assimilation rigoureuse, et stipuler, en retour d'un accès plus large à la protection, l'observation de formalités nouvelles, celles qui visent

*industrielle*, 1893, page 74). Cour de Rouen, 24 novembre 1897. (*Propriété industrielle*, 1898, page 92).

(1) POUILLET et PLÉ, n° 32. POUILLET. *Propriété industrielle*, 1894, page 8. VIDAL-NAQUET, n° 167 *bis*. PELLETIER et VIDAL-NAQUET, n° 40.

non plus la base du droit, mais ses effets, ne doivent jamais être considérées comme faisant directement échec à la règle de l'article 2. Elles se combinent avec cette règle en ce sens, qu'elles sont applicables dans toute l'Union, mais qu'elles sont absorbées par les lois intérieures quand ces lois se montrent plus favorables que la Convention. Elles constituent seulement un minimum de garantie que l'unioniste peut partout invoquer, mais qui ne limite pas son droit, l'article 2 conservant toujours son entière portée.

## CHAPITRE II

### DES MARQUES PROTÉGÉES

18. Protection dans toute l'Union des marques régulièrement déposées dans leur pays d'origine : article 6 de la Convention ; —

19. Précédents ; — 20. Fondement juridique du système ; — 21. Que faut-il entendre par pays d'origine : le domicile peut-il constituer le pays d'origine ?

22. Le dépôt régulier dans le pays d'origine est la condition nécessaire mais unique de la protection dans les autres pays de l'Union ; — 23. Indépendance de l'article 6 vis-à-vis de l'article 4 ; — 24. Dans quelle mesure le dépôt dans le pays d'origine lie-t-il l'administration ou les tribunaux du pays d'importation ; — 25 Du sens des mots « telle quelle ».

26. Influence de la situation de la marque dans le pays d'origine postérieurement au dépôt, sur sa situation dans le pays d'importation.

27. Du refus des marques contraires à la morale ou à l'ordre public ; — 28. Caractère non limitatif de l'article 4 (paragraphe final) du protocole de clôture ; — 29. Portée de l'exception ; — 30. Des marques descriptives et de celles qui contiennent un nom géographique.

31. Effet unificateur de l'article 6 et nécessité d'une définition internationale de la marque.

32. Protection de la marque, indépendamment de la nature du produit sur lequel elle est apposée : article 7 de la Convention.

**18.** — Etant donné les différences qui, de pays à pays, séparent les définitions de la marque, les unes excluant certains signes, les autres exigeant comme essentielle telle ou telle indication, alors que d'autres laissent une liberté de choix presque absolue (1), l'assimilation des unionistes aux nationaux risquait d'aboutir, dans bien des cas, à une impossibilité de protection.

(1) Sont refusées à l'enregistrement : 1° les marques consistant dans des armoiries publiques, dans presque tous les pays ; 2° celles consistant exclusivement en chiffres ou en lettres, en Allemagne, Autriche, Hongrie, Suède, Norvège, Angleterre, Portugal, Russie ; 3° celles consistant en mots, Suède, Norvège et Portugal ; également en Angleterre et en Allemagne, quand les mots ne constituent pas une dénomination de fantaisie ; en Danemark et en Russie, quand ils ne se distinguent pas par une forme assez particulière pour que la marque puisse être considérée comme figurative ; 4° celles contenant des indications contraires à la vérité, en Allemagne, Autriche, Hongrie, Suède, Russie, Danemark.

En Angleterre, la marque de fabrique doit comprendre les éléments essentiels suivants ou au moins un de ces éléments : *a*) le nom d'une personne ou d'une société commerciale reproduit par l'imprimerie, l'impresion ou le tissage, d'une manière particulière et distinctive ; *b*) une signature écrite ou en fac-simile de la personne ou de la maison qui demande l'enregistrement ; *c*) un emblème, une marque, une marque à feu, un entête ou une étiquette ayant un caractère distinctif ; *d*) un ou plusieurs mots inventés ; *e*) un ou plusieurs mots ne se rapportant pas à la nature ou à la qualité des marchandises et ne consistant pas en un nom géographique. En Italie, la marque doit indiquer le lieu d'origine, la fabrique et le commerce, de façon à constater le nom de la personne, la raison de commerce de la société et la dénomination de l'établissement d'où proviennent les produits et marchandises. En Russie, la marque doit contenir en langue russe (sauf exceptions admises par le ministre des finances en ce qui concerne les marchandises dont la nature, la dimension ou quelque autre cause, rendrait la loi difficilement applicable) : 1° le nom et les prénoms, ou au moins les initiales du propriétaire de l'établissement industriel ou commercial, ou sa raison de commerce complète ; 2° l'adresse de l'établissement.

En France, en Belgique, en Grèce, au Luxembourg, aux Etats-Unis, en Espagne, en Roumanie, est admis comme marque de fabrique ou de commerce, tout signe servant à distinguer les produits d'une industrie, ou les objets d'un commerce.

La réalisation d'une marque capable de satisfaire à toutes les législations se heurte en effet à une double difficulté : la connaissance exacte des lois étrangères et l'observation dans l'exécution matérielle de la marque de leurs dispositions très diverses. De plus, en pratique, la question se présente sous un aspect qui la complique encore. Lorsqu'un commerçant ou un industriel cherche à faire protéger une marque à l'étranger, ce n'est d'ordinaire qu'après avoir constaté dans son propre pays le succès de ses produits. Il ne s'agit donc point pour lui de créer une marque partout susceptible de protection, mais de faire protéger partout la marque qu'il employait déjà. C'est la seule dont il ait intérêt à se ménager l'usage exclusif, car c'est celle sous laquelle il s'est fait connaître et qui, inspirant la confiance, lui attirera la clientèle. L'adoption d'une marque nouvelle à chaque fois que dans un pays nouveau il établirait une succursale ou étendrait son exportation, l'obligerait à recommencer autant de fois la conquête du public. Avec une marque unique, reconnue et protégée dans tous les pays, il profitera partout du bénéfice de sa réputation, où qu'il l'ait acquise.

C'est afin de sauvegarder cette unité sans laquelle la protection demeurerait une vaine apparence que, d'après l'article 6 de la Convention, interprété par l'article 4 du protocole de clôture, toute marque régulièrement déposée dans son pays d'origine devra être admise au dépôt dans les autres Etats de l'Union, alors même

que par sa configuration extérieure elle ne satisferait pas aux prescriptions de leur loi nationale (1). Désormais, une marque unioniste ne pourra donc pas être refusée pour un simple motif de droit.

**19.** — Cette solution est d'une logique tellement évidente, qu'elle a été adoptée, en dehors de toute convention, par un arrêt de la Cour de Leipzig du 16 avril 1878 (2), proclamant qu'on porterait évidemment une grave atteinte à la protection légale assurée aux marques étrangères en Allemagne, si on ne leur accordait cette protection qu'à condition de ne point enfreindre les prescriptions de l'article 3 de la loi de 1874, limitatives des signes susceptibles d'être enregistrés.

Le même principe se trouve expressément formulé par l'article 15 du traité franco-belge du 31 octobre 1881, en ces termes : « Les marques de fabrique auxquelles s'appliquent les articles 15 et 16 de la Convention du 1<sup>er</sup> mai 1861 sont celles qui, dans les deux pays, sont

(1) Article 6 de la Convention : « Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine, sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'Union... »

Article 4 du protocole de clôture : « Le paragraphe premier de l'article 6 doit être entendu en ce sens qu'aucune marque de fabrique ou de commerce ne pourra être exclue de la protection dans l'un des Etats de l'Union par le fait seul qu'elle ne satisferait pas, au point de vue des signes qui la composent, aux conditions de la législation de cet Etat, pourvu qu'elle satisfasse, sur ce point, à la législation du pays d'origine et qu'elle ait été dans ce dernier pays, l'objet d'un dépôt régulier. Sauf cette exception, qui ne concerne que la forme de la marque et sous réserve des dispositions des autres articles de la Convention, la législation intérieure de chacun des Etats recevra son application... »

(2) *Annales* 1878, page 216.

égitimement acquises aux industriels et négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique belge doit être jugé d'après la loi belge ; de même que celui d'une marque française doit être apprécié d'après la loi française. » Une clause identique est stipulée dans nombre de traités (1).

En France, n'est-ce pas là le droit commun ? Ce que protège la loi de 1857 par son article 6, ce sont les marques étrangères, c'est-à-dire celles qui ont une existence légale et réelle dans leur pays d'origine. L'interprétation qui veut sous ces mots « marques étrangères » entendre les marques des étrangers (2), paraît contraire à l'esprit autant qu'au texte de la loi. Les articles 5 et 6 envisageant d'une part la situation des marques appartenant aux établissements situés sur le sol français, d'autre part celle des marques appartenant aux établissements étrangers, sans se préoccuper de savoir si les propriétaires, dans l'un ou l'autre cas, sont eux-mêmes de nationalité française ou étrangère, n'en ressort-il pas avec évidence que la loi laisse de côté la nationalité du fabricant, pour envisager la nationalité de la marque seule ? Dès lors comment se refuser à tenir compte des

(1) Et notamment dans les traités de la France avec : la Russie, 1<sup>er</sup> avril 1874 ; l'Italie, 18 juin 1874 ; la Suède, 30 décembre 1881 ; l'Espagne, 5 février 1882 ; la Suisse, 22 février 1882 ; les Pays-Bas, 19 avril 1884 ; la Roumanie, 12 avril 1886 ; Costa-Rica, 8 juillet 1896 ; le Pérou, 16 octobre 1896 ; le Mexique, 10 avril 1899 ; l'Equateur, 17 mars 1900.

(2) Voir : BOZÉRIAN. *Journal du droit international privé*, 1890, page 193.

mots « marques étrangères » écrits dans l'article 6, et ne pas accepter cette conclusion, qui s'impose quand on leur laisse leur sens plein et entier, que les marques protégées à l'étranger par leur loi nationale, peuvent l'être également en France.

**20.** — Il n'y a là qu'une conséquence de la nature même des lois sur la contrefaçon.

On a cependant soutenu le contraire. S'appuyant sur l'article 1<sup>er</sup> du décret-loi du 28 mars 1852, d'après lequel « la contrefaçon sur le territoire français d'ouvrages publiés à l'étranger et mentionnés en l'article 425 du Code pénal constitue un délit », on a voulu en conclure qu'en toute matière et à tous points de vue la contrefaçon est un délit : délit criminel, lorsqu'on envisage les pénalités qui frappent le contrefacteur, délit civil lorsqu'on envisage les dommages-intérêts auxquels il est condamné. La contrefaçon étant un délit, les lois qui la régissent sont donc des lois pénales, à ce titre essentiellement territoriales, et n'admettant l'intervention d'aucune loi étrangère, pas plus en ce qui concerne les éléments constitutifs du délit que la répression. En présence donc de la contrefaçon d'une marque, peu importe que cette marque soit nationale ou étrangère, peu importe également qu'elle soit valable ou nulle d'après la loi de son pays d'origine. La validité de cette marque étant un des éléments constitutifs de l'infraction, elle ne peut être réglée en la forme

comme au fond que par la loi du pays où les faits de contrefaçon se sont produits.

Cette argumentation dont le point de départ est inattaquable, ne saurait être admise quand par la suite elle confond, pour les soumettre aux mêmes règles, deux choses essentiellement distinctes : la violation du droit et le droit lui-même.

On ne peut admettre davantage, bien qu'elle prétende arriver à une conclusion tout opposée, la conception de la doctrine allemande, représentée par M. Kohler (1), qui fait, des lois sur les marques, des lois de statut personnel. « Le droit à l'usage exclusif d'une marque étant non pas un droit réel susceptible d'être envisagé indépendamment de la personne, mais un droit individuel, il ne saurait en principe être question pour une même marque de plusieurs droits ayant leur assiette dans des lieux différents, et leur existence propre. Une et indivisible est en effet la personne et elle reste telle, alors même que son état juridique ne serait pas reconnu partout sans difficulté. D'où la conséquence que le pays à qui il appartient de régler l'état de la personne, a aussi compétence pour régir le droit de la marque : et ce pays est celui dans lequel la personne qui revendique la marque a son principal établissement. » Or, c'est créer une confusion que de faire entrer dans l'état et la capacité des personnes le droit

(1) Voir : *Journal du droit international privé*, 1887, page 39.

des marques, sous prétexte qu'il constitue un droit personnel ; à ce compte ne faudrait-il pas considérer comme de statut personnel les droits de créance ? Du reste, alors même que la prétention serait fondée, il n'en résulterait pas que la loi du pays d'origine pût suivre la marque en pays étranger ; car dans ce pays elle devrait s'effacer devant la loi qui régit la contrefaçon, s'il était vrai que cette loi fut pénale et à ce point de vue territoriale.

Par conséquent cette seconde théorie, tout en caractérisant d'une façon très spéciale la nature du droit sur les marques, ne fait point pour cela obstacle à la théorie précédente en ce qui concerne la loi applicable en pays étranger.

C'est dans l'analyse exacte du droit sur les marques, et la distinction essentielle entre le droit lui-même et la violation du droit, qu'il faut rechercher le principe de la protection due aux marques étrangères. De la sorte on arrive, par la reconnaissance du double caractère des lois sur la contrefaçon, qui sont à la fois pénales et d'ordre privé, à la justification du principe tel qu'il est posé par la Convention de 1883. Pénales au point de vue de la violation du droit (faits constitutifs de la contrefaçon, répression), ces lois sont comme telles territoriales, et s'appliquent à tous Français et étrangers, à l'exclusion de toute loi étrangère, au nom de l'ordre social compromis. Mais lorsqu'il s'agit de régler le droit lui-même, de déterminer ses conditions

d'existence et de validité, il n'y a plus en jeu qu'une question de droit privé; dès lors la loi territoriale perd qualité pour s'opposer à l'application de la loi étrangère sous laquelle le droit a pris naissance. Si donc l'exercice du droit reste soumis à la loi du pays où le droit s'exerce, pour ce qui est de l'acquisition du droit, elle est réglée par la loi du pays d'origine (1).

**21.** — Que faut-il entendre par pays d'origine? L'article 6 répond, le pays où le déposant a son principal établissement, et si ce principal établissement n'est pas situé dans l'Union, le pays auquel appartient le déposant (2). Doit-on conclure, contrairement à l'article 3 qui ne fait pas de différence entre les personnes désignées ici et le domicilié, qu'en présence du texte il ne soit pas possible de voir jamais dans le domicile le lieu d'origine?

Pour le soutenir on a dit que tout en considérant le domicile sur le territoire unioniste comme un lien capable de provoquer l'assimilation des étrangers aux nationaux, rien n'empêchait de le juger insuffisant pour déterminer le pays d'origine d'une marque, quand la conséquence devait être de la faire reconnaître dans le

(1) Voir en ce sens : VIDAL-NAQUET, n° 40. L'ELLETTIER et VIDAL-NAQUET, n° 165. COHENDY, *Dalloz*, 1888. 2. 201, sous un jugement du tribunal régional de Hambourg, 11 décembre 1886, appliquant le principe.

(2) Article 6 de la Convention : «... Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant... »

pays d'importation même en violation de la loi intérieure de ce dernier (1) ; et l'on a mis en avant la spécialité de l'article 6 pour faire échec à la généralité de l'article 3.

Mais alors comment expliquer que l'arrangement de Madrid, qui pourtant est lui aussi spécial aux marques, et vise à faciliter l'application de l'article 6, non à le modifier, rappelle expressément et sans restriction les dispositions de l'article 3 de la Convention ? Faut-il admettre une contradiction semblable, ou bien au lieu d'opposer l'article 6 à l'article 3, ne doit-on pas plutôt chercher à les interpréter l'un par l'autre ?

D'après le principe général, deux catégories de personnes sont protégées, les unes rattachées au territoire de l'Union par des intérêts matériels, les autres par un lien personnel. L'article 6 ne reproduit-il pas exactement cette distinction, et quand il parle du pays auquel appartient le déposant, l'expression n'est-elle pas assez large pour comprendre le domicile ? Relié non seulement par un état de fait, mais par un état de droit, à un pays où il jouit d'une situation voisine de celle du national, le domicilié n'appartient-il pas déjà dans une large mesure à ce pays ? Les termes de l'article 6 ne sont donc pas exclusifs de ceux de l'article 3, et devant l'anomalie que présenterait la solution contraire, on doit décider que le pays d'origine sera soit celui du principal établissement, soit celui de la nationalité, soit, à défaut, celui du domicile.

(1) Voir : PELLETIER et VIDAL-NAQUET, n° 178.

**22.** — La loi du pays d'origine réglant l'acquisition du droit à la marque, la conséquence en est, non seulement que le propriétaire d'une marque protégée dans son pays d'origine pourra obtenir la protection dans tous les pays de l'Union, mais que pour obtenir cette protection dans tous les pays de l'Union, il devra justifier de celle qu'il a obtenue au pays d'origine. Il ne peut pas être question ici d'un droit nouveau, mais seulement de l'extension d'un droit existant déjà, et dont la preuve s'impose. C'est ce que disait M. Bozérian dans un rapport au Sénat, le 16 décembre 1887 : « Le droit accordé aux étrangers de réclamer le bénéfice de la loi, ne doit être évidemment compris que comme une prolongation du droit qu'ils ont acquis chez eux. Si donc ce dernier n'existe pas, ils seraient mal venus à réclamer en France un régime que leur propre pays leur refuse. » Les textes sont d'ailleurs formels sur ce point. L'article 6 vise « toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine, et le chiffre 4 du protocole de clôture répète, que la protection est accordée à condition que la marque ait été, « dans le pays d'origine, l'objet d'un dépôt régulier. »

On a essayé de restreindre la portée de ces dispositions, en soutenant que le dépôt préalable dans le pays d'origine n'était pas nécessaire dans tous les cas, mais seulement lorsqu'il s'agissait de faire enregistrer une marque étrangère dans un pays où une marque sembla-

ble ne pourrait être valablement déposée par un régnicole (1). La nécessité d'un premier dépôt dans le pays d'origine s'explique, quand l'enregistrement dans le pays étranger apparaît comme une sorte de violation de la loi intérieure, qui impose la constatation expresse du droit en vertu duquel elle est demandée. Mais pourquoi soumettre à des conditions spéciales la simple application du droit commun ?

Les partisans de cette opinion s'appuient sur les termes des articles 2 et 4 de la Convention.

L'article 4 ne fait pas de distinction entre le dépôt dans le pays d'origine, et celui dans les autres pays de l'Union. Mais quel est son objet ? Etablir par une mesure commune aux brevets, aux dessins ou modèles, et aux marques un délai de faveur pour faire valoir leurs droits. Fût-il en opposition avec l'article 6, celui-ci devrait lui être préféré, puisqu'il est spécial aux marques, alors que l'article 4 embrasse la propriété industrielle sous toutes ses formes ; l'exception prime la règle. Mais nulle opposition n'existe entre eux, l'un visant uniquement une question de délais, l'autre déterminant les conditions que doit remplir le droit lui-même pour être utilement revendiqué. On ne saurait donc, des termes généraux du premier, induire un argument contre les dispositions restrictives du second.

(1) Pour la France et les pays où tous les signes sont admis comme marque, il n'y aurait donc jamais lieu d'exiger le dépôt préalable.

Quant à l'article 2, il assimile, il est vrai, les unionistes aux nationaux en ce qui concerne les marques aussi bien que les brevets, les modèles ou les dessins. Mais nul ne songe à soutenir que l'article 6 ne déroge pas à ce principe, seule la portée de cette dérogation est contestée. On voudrait qu'elle ne fit qu'augmenter les cas dans lesquels la protection est possible, tandis qu'elle modifie le fondement même du droit. L'article 6 ne constitue pas une mesure arbitraire que ses auteurs auraient pu étendre ou restreindre à volonté, il s'appuie sur des considérations juridiques, et à ce titre doit conserver sa portée absolue.

Tout vient d'ailleurs fortifier cette interprétation. Elle est conforme à l'esprit des traités antérieurs, qui, comme le traité franco-belge déjà cité, protègent les marques légitimement acquises dans leur pays aux industriels et négociants qui en font usage. Or, au cours des travaux préparatoires, on fit observer le parfait accord de l'article 6 avec ces traités (1), et M. Demeur en commentant les dispositions concluait : « c'est la législation du pays d'origine qui seule devra être consultée pour déterminer quels signes peuvent être employés comme marques. » Il n'admettait donc aucune

(1) La remarque fut faite notamment par M. NEBOLSINE, à propos de l'article 19 du traité de commerce franco-russe du 1<sup>er</sup> avril 1874, ainsi conçu : « Il est entendu que les marques de fabrique ou de commerce auxquelles s'applique le présent article, sont celles qui dans chacun des deux Etats sont légitimement acquises, conformément à la législation de leur pays, aux industriels et négociants qui en usent. » (Procès-verbaux, page 70).

distinction selon que la marque était ou non contraire à la loi du pays d'importation. Plus tard, à la Conférence de Madrid, la même opinion a été affirmée. L'article 1<sup>er</sup> du deuxième arrangement décide que les sujets ou citoyens des Etats contractants pourront obtenir la protection dans tous les pays par le dépôt au Bureau international « de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans le pays d'origine. » Cet arrangement ne faisant qu'organiser la reconnaissance du droit, sans modifier le droit lui-même, ses dispositions peuvent légitimement être invoquées pour éclairer le sens de l'article 6.

Cette manière de voir a été maintes fois sanctionnée par la jurisprudence, qui, en cas de contestation, exige indépendamment de la preuve du dépôt effectué dans le pays étranger, celle du dépôt régulier dans le pays d'origine (1).

**23.** — Ne faudra-t-il pas, de plus, que les dépôts étrangers suivent le dépôt primitif dans les délais de l'article 4 ? Rien dans le texte ne semble l'indiquer, et aucun des Etats contractants ne l'a admis, sauf la Grande-Bretagne. Par crainte de voir cette interpréta-

(1) Trib. civ. de la Seine, 30 avril 1888. (*Propriété industrielle*, 1888, page 91). — C. Aix, 7 février 1889. (*Le Droit*, 19 septembre 1889). — Trib. civ. de la Seine 18 juin 1891. (*Propriété industrielle*, 1892, page 22.) — Trib. civ. de la Seine, 5 janvier 1898. (*Propriété industrielle*, 1899, page 79). — C. Genève. 14 mai 1888. (*Le Droit*, 8 juillet 1888). — C. Lucerne, 9 octobre 1888. (*Journ. dr. int. privé*, 1892, page 528). — C. Turin, 21 juin 1897. (*Propriété industrielle*), 1897, page 178). — C. Bruxelles, 27 juillet 1903. (*Propriété industrielle*, 1904, page 84).

tion restrictive pénétrer dans d'autres pays, M. de Maillard de Marafy proposa au Congrès de Vienne d'émettre un vœu tendant à ce qu'il soit nettement proclamé par la conférence de révision que l'application de l'article 6 de la Convention n'est nullement subordonnée aux conditions prévues par l'article 4, c'est-à-dire à l'exercice du droit de priorité. Mais il lui fut répondu que tout ce que l'on ajouterait à un texte aussi clair ne pourrait que soulever des difficultés nouvelles (1).

D'ailleurs, la jurisprudence des autres pays serait d'autant moins fondée à imiter la jurisprudence anglaise, que celle-ci n'interprète pas directement les traités, mais la loi nationale remaniée en vue d'être mise d'accord avec eux. Or, dans ce remaniement, l'esprit de la Convention a été trahi, et certains juges, tout en reconnaissant qu'ils n'appliquaient pas l'article 6, se sont déclarés impuissants, en présence des textes sur lesquels ils devaient s'appuyer, à modifier les tendances de leurs décisions. Il ne saurait donc y avoir sur ce point d'équivoque, la portée véritable de la Convention étant proclamée par ceux-là mêmes qui semblent la méconnaître.

De tout ceci, il résulte que le dépôt dans le pays d'origine pourra être invoqué, pourvu qu'il soit régulier, c'est-à-dire que toutes les formalités exigées aient

(1) Voir : *Annuaire association intern.*, tome I, page 72.

été remplies. Cette condition de pure forme une fois satisfaite, aucune autre ne sera nécessaire, et par conséquent l'administration du pays d'importation n'aura pas à rechercher, si dans le pays d'origine la propriété de la marque est garantie d'une façon certaine et définitive, l'article 6 visant les marques « régulièrement déposées », sans se préoccuper de la validité du dépôt. Le texte actuel ne fut adopté à la Conférence de 1880, qu'après une longue discussion sur les avantages respectifs des adverbes « valablement » et « régulièrement », qui se termina par la substitution du second au premier d'abord admis dans la rédaction primitive. La volonté des délégués est donc bien nette, et l'on ne saurait soulever aucune contestation sur ce point.

**24.** — Mais on a du moins critiqué la solution adoptée, en montrant les inconvénients qu'elle semble présenter pour les marques dont le pays d'origine n'a pas institué l'examen préalable (1). Dans un tel pays, c'est aux tribunaux seuls, à l'exclusion de l'administration, qu'il appartient de se prononcer sur les questions de validité. La marque pourra donc être enregistrée dans ce pays, et par suite en vertu du texte de l'article 6 devra l'être dans tout autre pays de l'Union, sans aucune

(1) C'est ce qui s'est passé au Congrès de Vienne (1897). M. FEHLERT demandait qu'on remplacât les mots « régulièrement déposée » par ceux « valablement déposée », en faisant ressortir que c'était là, à son sens, une condition essentielle de l'adhésion de l'Allemagne à la Convention. Le vœu qu'il proposait fut rejeté, après la défense par M. MICHEL PELLETIER du texte actuel de l'article 6. Voir : *Annuaire assoc. intern.* tome I, pages 74 à 77.

garantie de sa validité, et alors même qu'aucun tribunal ne consentirait à la reconnaître. N'est-ce pas là un résultat excessif, et ne devrait-on pas, en pareil cas, donner au pays d'importation le droit d'examiner lui-même la validité de la marque, en se plaçant d'ailleurs au point de vue de la loi du pays d'origine et en s'inspirant de la jurisprudence de ce pays.

L'immunité dont jouit la marque étrangère en vertu de la Convention se trouverait ramenée à une simple immunité de législation. Or, l'on peut se demander dans quelle mesure, ainsi réduite, elle serait encore efficace et permettrait d'atteindre le but qu'on s'est proposé. L'interprétation par les tribunaux des lois étrangères, donne lieu à des difficultés sans nombre, et ces difficultés augmenteraient encore quand l'interprétation serait laissée à une administration. Ce qu'a voulu la Convention, on ne saurait trop y insister, c'est établir l'universalité de la marque. Or, pour ce résultat l'unité de législation ne suffit pas, il faut encore l'unité d'interprétation; le système préconisé, loin de la réaliser, conduirait presque infailliblement à l'adoption de solutions contradictoires, sans compter que, pour apprécier complètement la situation de la marque dans le pays d'origine, il faudrait vérifier la primauté des droits du déposant. Comment donc des juges étrangers se procureraient-ils pour cela les renseignements nécessaires, éloignés qu'ils sont de leur source?

Il est vrai que voyant la difficulté, on a présenté les

décisions à intervenir dans le pays d'importation comme de simples mesures d'urgence, ayant un caractère strictement provisoire, et devant être modifiées, le cas échéant, conformément aux décisions du pays d'origine, quand dans ce pays il aurait été statué d'une façon définitive sur la validité de la marque. Mais alors quelle est l'utilité du système ainsi limité dans sa portée ? Peut-il aboutir finalement à autre chose qu'à une complication sans résultat effectif de la procédure à suivre pour l'enregistrement des marques internationales ? N'est-il pas à la fois plus simple et plus logique d'accepter telle quelle la marque déposée dans le pays d'origine, et le résultat pratique n'est-il pas le même ?

On propose des mesures provisoires dont l'effet définitif serait subordonné aux jugements qui pourraient intervenir de la part des tribunaux du pays d'origine. Mais ce caractère provisoire n'est-il pas précisément celui du dépôt dans le pays d'origine, qui n'est efficace qu'autant qu'il est sanctionné soit expressément par les jugements susvisés, soit tacitement par l'absence de toute opposition ? Que risque-t-on par une consécration pure et simple de ce dépôt dans les autres pays, qui demeure subordonnée comme le dépôt primitif lui-même à la décision des tribunaux ? On ne voit pas quels intérêts peuvent s'en trouver lésés. Quand la marque acceptée dans l'un des pays de l'Union en vertu des dispositions de l'article 6, sera de nature à être invalidée dans le pays d'origine après y avoir été déposée, les concurrents

n'auront qu'à demander la radiation dans ce pays et la radiation du dépôt primitif entraînera la nullité des dépôts postérieurs (1).

Tous les droits seront ainsi sauvegardés, et l'on sera demeuré fidèle à l'esprit général de la Convention, en conservant intacte l'unité de la marque, quel que soit le sort qui lui doive être finalement réservé. Elle ne se trouvera pas à la fois protégée dans un endroit et rejetée dans l'autre ; sa situation sera la même dans tous les pays de l'Union où elle aura été introduite, et d'abord admise à l'enregistrement sous réserve des décisions judiciaires à intervenir, puis, suivant les cas, définitivement protégée ou exclue de la protection.

Est-ce à dire qu'il n'y ait plus aucune intervention possible pour l'administration du pays d'importation, liée d'avance et d'une façon absolue par le certificat du premier dépôt ? La crainte que cette interprétation de l'article 6 ne fût adoptée avec la conséquence qu'elle entraînerait de supprimer tout droit d'examen sur le caractère distinctif du signe, est une des causes qui ont retardé l'adhésion de plusieurs Etats à la Convention (2). Ne risquerait-on pas, disaient-ils, de voir, à la faveur de législations très larges, certains pays accepter comme

(1) Le Congrès de Londres (1898) émettait le vœu que le texte de la Convention s'exprimât nettement sur ce point, et il proposait l'adjonction suivante : « La radiation d'un dépôt dans le pays d'origine emportera radiation de la marque enregistrée dans le pays d'importation en vertu de ce dépôt. » *Annuaire assoc. intern.* tome II, page 492.

(2) Voir le rapport de M. MESNIL au Congrès de Londres (1898). (*Annuaire assoc. intern.* tome II, page 110.

marque d'un produit sa dénomination naturelle dans une langue étrangère, pour être ensuite obligé de la protéger comme l'objet du droit exclusif d'un seul, là même où elle aurait toujours été d'un usage libre et courant ?

**25.** — Un résultat aussi excessif paraît peu vraisemblable. L'interprétation des mots « telle quelle » ne doit pas conduire à rendre l'article 6 inacceptable, et cela pour tous les pays, pour ceux de non examen comme pour ceux d'examen préalable. Car l'article ne dit pas seulement que la marque déposée régulièrement dans le pays d'origine devra être « admise telle quelle » au dépôt, il dit aussi qu'elle devra être « protégée telle quelle » ; or ces derniers mots sont impératifs pour les tribunaux des pays de non examen au même degré que les premiers pour les administrations des pays d'examen.

Quelle est donc la portée véritable des uns et des autres ?

A la Conférence de 1880, le délégué des Pays-Bas protesta contre le texte de l'avant-projet, d'après lequel la propriété des marques devait être « considérée dans tous les Etats de l'Union comme légitimement acquise à ceux qui en font usage conformément à la législation du pays d'origine ». Il disait que son gouvernement ne saurait admettre une disposition dont le résultat serait que, du seul fait de son dépôt régulier à l'étranger, une marque aurait en Hollande un droit absolu à l'enregistrement et à la protection légale, alors que les marques nationales sont soumises, à partir de la publication du

dépôt, à un délai d'épreuve de six mois durant lequel tout intéressé peut faire opposition à l'enregistrement définitif. La Conférence reconnut que tel ne devait pas être l'effet de la Convention, et déclara que la marque du déposant étranger pourrait donner lieu à un appel aux oppositions aux Pays-Bas, tout comme elle pourrait être soumise à un examen préalable dans les Etats où cet examen est prescrit par la loi (1).

D'ailleurs, le dernier paragraphe de l'article 6, en indiquant que certains dépôts pourront être refusés, ceux considérés comme contraires à la morale ou à l'ordre public, implique à lui seul la reconnaissance d'un examen valable de la marque étrangère, appartenant suivant les cas, soit à l'administration, soit aux tribunaux; et l'article 4 du protocole de clôture, en déclarant que sauf l'exception ne concernant que la forme de la marque, la législation intérieure de chacun des Etats recevra son application, réduit dans de singulières proportions le respect auquel on est tenu vis-à-vis de la loi du pays d'origine. C'est dans les limites compatibles avec cette double disposition, qu'il convient de fixer le sens des mots « telle quelle ».

Pour désireux qu'on soit d'unifier la protection de la marque afin de rendre cette marque universelle, l'appréciation nouvelle à laquelle on la soumet quand elle passe d'un pays à un autre, et la faculté qui, quoique

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1889, page 92.

restreinte, est encore laissée à ce dernier pays de la rejeter dans certains cas, se légitime pleinement. Le rôle de la marque importée va s'étendre. Mise en contact avec les marques d'un pays nouveau, il faudra qu'en face d'elles, elle demeure distinctive, comme elle l'était en face de celles du pays qui l'avait primitivement enregistrée. Mais ce rôle agrandi, la marque sera-t-elle susceptible de le remplir ; conservera-t-elle dans le pays où elle est importée, le pouvoir distinctif qu'elle avait dans son pays d'origine ? Elle peut se trouver en présence soit d'un signe identique déjà utilisé comme marque par un tiers, soit d'un emploi général de ce signe, notamment quand elle est constituée par un mot qui, terme de fantaisie dans un pays, ne sera dans un autre que la dénomination usuelle d'un produit. Dans le premier cas elle se heurte à des droits préexistants, dans le second, à la banalité, et dans l'un comme dans l'autre elle se trouve sans caractère distinctif. Il y a là une situation qu'il n'appartient pas à une décision législative ou diplomatique, si largement qu'elle soit conçue, de régler. Les traités peuvent proclamer que les définitions restrictives de la marque admises par certaines législations céderont devant les dispositions plus libérales régissant les marques étrangères ; c'est ce qu'a voulu et ce qu'a réalisé la Convention de 1883, mais elle ne pouvait rien de plus. Et à côté de la question de droit ainsi résolue, il reste une question de fait : aux administrations dans les pays d'examen préalable, aux

tribunaux dans les pays de non examen, de la trancher.

La situation de la marque qui, régulièrement déposée dans son pays d'origine, est présentée au dépôt dans les autres Etats de l'Union, se trouve donc ainsi précisée. En ce qui concerne sa validité dans le pays d'origine, elle sera admise sans examen, le dépôt régulier dans ce pays étant tenu pour une présomption suffisante et de sa conformité à la définition de la loi, et de son originalité. Quant à la validité dans le pays d'importation lui-même, l'article 6 de la Convention a eu précisément pour but d'enlever à ce pays l'appréciation du caractère légal de la marque, qui n'est plus désormais que la suite et l'extension de son caractère légal dans le pays d'origine. Reste la question du pouvoir distinctif de la marque importée à l'égard des signes déjà employés par les ressortissants du pays d'importation, ou de ceux dont un usage général et constant a consacré la banalité : elle sera résolue dans chaque pays en particulier par l'autorité compétente de ce pays.

**26.**— Ce pouvoir distinctif de la marque continuera-t-il à être apprécié dans chaque pays indépendamment, ou bien, ayant été constaté au moment des divers dépôts, suffira-t-il qu'il soit conservé dans le pays d'origine pour que le déposant puisse, en vertu de l'article 6 de la Convention, revendiquer l'usage exclusif de la marque dans les autres pays de l'Union. Un industriel a déposé une marque dans son pays d'origine,

puis dans d'autres Etats unionistes, en Angleterre, en France ou en Suisse, par exemple. Dans son pays d'origine, il a fait respecter ses droits en poursuivant tous ceux qui usurpaient sa marque, tandis que dans les autres Etats, il a laissé chacun en user librement. Pourra-t-il encore après cet abandon, poursuivre ses concurrents anglais, français ou suisses, et invoquer l'article 6 pour dire, que ses droits privatifs sur la marque étant certains dans son pays d'origine, la marque doit être également considérée comme sa propriété dans les autres pays de l'Union ?

Le tribunal de la Seine a répondu négativement par un jugement du 4 juin 1891 (1). La Société the Cheshbrough manufacturing Company avait déposé sa marque « Vaseline » en Amérique, puis en France, et fait consacrer dans le premier pays son droit à cette marque par plusieurs décisions de justice. Mais en France, la vente du produit se développant lentement, elle avait tout d'abord négligé de poursuivre les contrefaçons et quand elle voulut revendiquer son droit de propriété, on lui répondit que la marque s'étant répandue librement et étant devenue d'un usage courant, spécialement en pharmacie, elle devait, par suite

(1) Voir : *Journal du droit intern. privé*, 1891, page 937. *Propriété industrielle*, 1892, page 46. Dans le même sens, deux autres jugements du tribunal de la Seine du 20 mars 1895. (*Journal du droit intern. privé* 1896, page 153) et un jugement du tribunal fédéral Suisse du 10 octobre 1896. (*Recueil officiel*, tome XXII, page 1107).

d'une sorte d'abandon de sa part, être considérée comme appartenant au domaine public. De telle sorte que la marque « Vaseline » désigne en Amérique uniquement le produit de la Chesbrough, et qu'en France elle désigne toute graisse minérale extraite du pétrole.

De cette jurisprudence il résulterait donc que la question de savoir si dans le pays d'importation une marque est tombée dans le domaine public, devrait être soumise aux tribunaux de chaque Etat et tranchée par eux au point de vue spécial de cet Etat (1).

On ne saurait approuver cette théorie. Un premier dépôt ayant été effectué dans le pays d'origine, les dépôts postérieurs dans les autres pays de l'Union ont pour conséquence, non de créer un droit nouveau, mais de prolonger le droit acquis. En vertu de la Convention, tous les pays adhérents dans lesquels la marque est déposée, viennent en quelque sorte s'incorporer au pays d'origine, ne formant avec lui qu'un seul territoire sur lequel la situation de la marque doit être identique. Et quand dans le pays d'origine la marque demeure la propriété exclusive d'un industriel ou d'un commerçant il en est de même dans toute l'Union. Cela résulte non seulement de l'esprit général de la Convention, qui est d'unifier la situation de la marque, mais du texte

(1) Ceux qui adoptent l'opinion de la jurisprudence font toutefois observer, que lorsqu'il s'agit de l'abandon d'une marque par un étranger, les preuves doivent être plus péremptoires que lorsqu'un national est en cause, l'éloignement pouvant dans une certaine mesure expliquer son inaction. Voir : DUNANT, n° 363.

de l'article 6 accordant à la marque protégée dans son pays d'origine une condition privilégiée et prépondérante, qui domine et détermine sa condition dans les autres pays (1).

**27.** — Le paragraphe final de l'article 6 apporte une dérogation au principe général de cet article, en déclarant que « le dépôt pourra être refusé, si l'objet pour lequel il est demandé est considéré comme contraire à la morale ou à l'ordre public », et l'article 4 du protocole de clôture précise que « pour éviter toute fausse interprétation, il est entendu que l'usage des armoiries publiques et des décorations peut être considéré comme contraire à l'ordre public ».

**28.** — Ce dernier texte doit-il être tenu pour limitatif ? Evidemment non ; il n'a eu d'autre but que de supprimer par avance toute discussion sur l'emploi possible de deux catégories de signes, en raison de l'importance capitale attachée par certains Etats à leur inviolabilité ; mais il ne préjuge rien des décisions à intervenir dans d'autres espèces. On pourra donc refuser, par application du dernier paragraphe de l'article 6, toutes les marques présentant un caractère obscène ou révolutionnaire, soit par les emblèmes, soit par les formules qu'elles contiennent. A ce titre, on a rejeté non seulement les mentions séditieuses ou les menaces aux souverains, mais encore la simple reproduction du por-

(1) En ce sens : POUILLET. *Propriété industrielle*, 1892, page 124.

trait de personnages officiels, qui, si elle ne constitue pas une injure directe, est cependant de nature, par l'emploi qui en est fait, emploi purement commercial et dans un but de réclame, à porter atteinte à la dignité de leur caractère. A plus forte raison pourra-t-on, sans donner lieu à contestation, refuser comme contraires à l'ordre public les marques qui constitueraient un délit de droit commun, et notamment celles susceptibles d'induire en erreur.

Mais pour atteindre à de semblables résultats, était-il nécessaire d'une réserve expresse ? Celle-ci se présente-t-elle véritablement comme une exception à la règle de l'article 6 ; n'est-elle pas plutôt elle-même l'expression d'une règle absolue et à laquelle aucun traité ne saurait contrevenir ? Quand l'ordre public est en jeu, serait-il admissible que des dispositions relatives à des intérêts d'ordre privé, quelle que soit par ailleurs l'importance et l'étendue de ces intérêts, puissent à elles seules lui faire échec ? Le paragraphe final de l'article 6 était donc superflu (1), peut-être même regrettable, si l'on prend garde à l'abus que l'on s'est efforcé d'en faire, risquant par une interpréta-

(1) Dans un rapport au Congrès de Londres (1898), M. AMAR disait : « Il est inutile de parler des marques contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public, car même les conventions internationales les excluent, et si une telle disposition expresse ne se trouvait pas dans les conventions, elle serait considérée comme sous-entendue. » (*Annuaire assoc. intern.* tome II, page 134).

tion élargie à tort, de ruiner en grande partie l'œuvre de la Convention.

**29.** — Lorsqu'on a décidé que les marques contraires à la morale ou à l'ordre public pourraient être refusées au dépôt, on n'a eu bien certainement en vue que les infractions aux lois générales de l'Etat : les termes employés le disent avec une suffisante clarté. La prétention n'en a pas moins été émise de rejeter, bien qu'elles fussent régulièrement déposées dans le pays d'origine, certaines catégories de marques qui, dans le pays d'importation, n'étaient la plupart du temps contraires en réalité, qu'aux lois spéciales à la matière.

**30.** — Quels sont, en effet, les principes généraux et d'utilité publique que violent les marques descriptives ou composées d'un nom géographique ? Il ne s'agit pas ici de celles qui, consacrant un droit exclusif sur la dénomination usuelle et nécessaire du produit, entraveraient la liberté du commerce, ou qui monopoliseraient au profit d'un seul une indication d'origine appartenant au même titre à tous les producteurs de la région. De telles marques sont incontestablement contraires à l'ordre public et aucun Etat ne les admet. Mais les lois et la jurisprudence allant parfois singulièrement plus loin, ont repoussé toutes les marques contenant un nom géographique, sans distinction, et comme marques descriptives, avec celles qui font connaître en langage vulgaire la nature du produit, celles mêmes consistant en un néologisme barbare qui, par son éty-

mologie ou d'une manière quelconque, suggérerait l'idée du produit, et jusqu'aux qualifications évidemment impropres et fantaisistes, sous prétexte qu'un consommateur ignorant pourrait les prendre à la lettre.

C'est ce qui ressort de décisions, motivées parfois d'une façon assez étrange, du genre de celles qui ont rejeté : le mot « roadster » appliqué à des chaussures, parce qu'il indique qu'on peut, avec ces chaussures, marcher sur les routes (roads); « solio » pour du matériel photographique, parce qu'un mot qui fait allusion au soleil se rapporte dans ce cas au caractère de la marchandise, la lumière solaire étant un élément essentiel en photographie; « somatose », pour une préparation digestive, parce que ce mot rappelle la nature et la destination du produit, préparé pour le corps humain au moyen du corps d'un animal (σωμα); « Carnival » appliqué à des cigarettes, parce qu'il suggérerait l'idée qu'elles étaient propres à être fumées pendant le Carnaval, « la cigarette, le cigare ou même l'humble pipe, jouant un rôle important dans une fête de ce genre »; « electric velveteen », pour du velours, parce que l'expression était descriptive de sa nature, bien qu'elle n'eût aucun sens appliquée à cet article (1); « Epirius », pour des cigarettes, parce que le tabac turc à une grande réputation, et que bien qu'il ne s'en récolte pas en Epire, le public pourrait croire que ce mot

(1) Ces décisions sont dues aux tribunaux anglais.

désigne du tabac turec (1) ; « Brezza di Sorrento », pour un parfum, « parce que le déposant, si spécieuse et de fantaisie que fût l'expression, ne pouvait aspirer à un droit exclusif en parlant de reproduire ce qui est, en réalité et au naturel, une si grande joie dans la riante cité de Sorrente, c'est-à-dire ce vent qui souffle tous les soirs et tous les matins et qui fait sentir la suave odeur mêlée des fleurs de l'oranger et des algues marines (2) » !

S'il n'est point étonnant que les Etats, désireux de ramener le plus possible l'application de la Convention dans les limites de leur législation intérieure, aient parfois émis la prétention de rejeter pour des motifs de cet ordre des marques unionistes déjà enregistrées au pays d'origine, on se demande comment, dans un Congrès international de la propriété industrielle, il a pu être soutenu que l'expression « contraire à l'ordre public » englobait « les termes descriptifs du produit » (3), étant donné ce qu'en pratique on comprend par là.

Telle n'était point il est vrai l'opinion commune. Au même Congrès l'on entendit déclarer, que refuser le dépôt d'une dénomination comme descriptive du produit, serait le refuser pour non conformité à la conception juridique qu'une législation nationale a de la marque, et par suite

(1) Ainsi jugé en Allemagne.

(2) Cour de Naples. Toutes ces décisions et d'autres nombreuses se trouvent citées dans un rapport de M. MAILLARD au Congrès de Londres. (*Annuaire assoc. int.* tome II, page 375 à 401).

(3) M. FREY-GODET au Congrès de Vienne (1897). *Annuaire assoc. int.* tome I, page 198.

violer le principe posé par l'article 6 de la Convention (1). On aurait pu dire que ce serait supprimer ce principe d'une façon absolue en ce qui concerne les marques verbales.

**31.** — De semblables discussions ne révèlent-elles pas l'impuissance de l'article 6 à réaliser l'unification voulue par la Convention ? Tant que certains pays continueront à ne point admettre d'après leur loi intérieure les mêmes signes qui seront admis par d'autres, chacun s'efforcera de maintenir l'application des règles égalisatrices dans des limites où elles ne puissent pas heurter sa propre législation. Aussi a-t-on proposé d'adopter une définition internationale de la marque. Mais les mêmes raisons qui la font désirer ne feraient-elles pas échouer sa réalisation ? L'esprit intransigeant manifesté par la jurisprudence, n'apparaîtrait-il pas à nouveau quand il s'agirait de faire l'entente sur les caractères à exiger d'une marque, chacun voulant imposer sa conception particulière ? L'expérience en a été faite : M. Cutler ayant proposé une définition internationale de la marque, elle se trouva reproduire presque mot pour mot le texte de la loi anglaise (2).

Pour qu'un projet de cette nature aboutît, il faudrait que préalablement les divers Etats fussent parvenus à réduire les différences qui séparent leurs lois intérieures. L'unification complète ne peut être imposée,

(1) M. MAILLARD, *Annuaire assoc. intern.* tome I, page 145.

(2) Voir : *Annuaire assoc. intern.* tome III, page 11 et 12.

elle doit se faire d'elle-même ; mais l'article 6 est du moins merveilleusement propre à la faciliter. Appliqué de bonne foi, il doit par le contact qu'il établit entre les lois diverses, les amener à se fondre. Plusieurs régimes ne peuvent coexister dans le même pays, surtout lorsque le plus favorable est réservé aux étrangers ; ce dernier finira par l'emporter sur les autres et devenir applicable à tous.

Cette évolution a déjà commencé ; le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse ont modifié leur législation sur les marques dans un sens plus libéral. En Grande-Bretagne, où la résistance à l'application de l'article 6 fut plus vive que partout ailleurs, la jurisprudence tend à se départir de sa rigueur. La Chambre des lords a décidé qu'un mot inventé peut être enregistré comme marque, même s'il se rapporte à la nature ou à la qualité des produits auxquels on l'applique, et elle a ajouté en fait, contrairement aux décisions antérieures, que le mot « solio » appliqué à du papier photographique, devait être considéré comme un mot inventé et d'ailleurs ne se rapportant pas à la nature ou à la qualité du produit (1). A la suite de cet arrêt, le Bureau des Brevets a modifié sa pratique administrative, ce qui ressort du fait qu'il a accepté la marque « somatose », après l'avoir autrefois refusée (2).

(1) Chambre des Lords, 15 juillet 1898. *Annales de la Propriété industrielle*, 1898, page 261.

(2) Toutefois au Congrès de Turin en 1902, M. de MAILLARD de Marafy

Un bill présenté à la Chambre des Communes par M. Moulton achèverait, s'il était adopté, de déterminer le mouvement dans ce sens (1).

Enfin, il n'est pas jusqu'aux pays non unionistes eux-mêmes, qui n'aient été entraînés par le courant : l'Allemagne avait remanié sa loi avant d'entrer dans l'Union, l'Autriche et la Hongrie ont remanié la leur, peut-être pour préparer leur adhésion. A mesure que cette évolution s'accroît, l'article 6 perd de son utilité directe, mais son influence se fait mieux que jamais sentir, et si l'on arrive à une définition internationale de la marque, c'est à lui qu'on le devra.

**32.** — L'article 7 achève de déterminer quelles marques seront susceptibles d'être protégées dans l'Union, en déclarant que « la nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque. » Cette disposition vise les marques destinées à des marchandises dont la vente est interdite dans un pays ou n'y est autorisée qu'après un examen préalable,

signalait qu'à ce moment encore, sur 100 marques françaises déposées en Angleterre par l'Union des fabricants de Paris, il n'y en avait pas 85 qui fussent acceptées telles qu'elles, comme le voudrait la Convention. (*Propriété industrielle*, 1902, page 153).

(1) D'après ce projet, pourraient constituer une marque : les mots qu'on ne trouve pas dans les principaux dictionnaires des langues vivantes ; les autres mots s'ils ne se rapportent pas manifestement à la nature et à la qualité des marchandises ; les noms géographiques eux-mêmes, à condition d'être employés dans un sens différent de leur sens géographique, et sans que leur enregistrement soit opposable à ceux qui les emploieraient dans ce sens géographique.

notamment les produits pharmaceutiques, qui en France ne peuvent être vendus sous forme de remèdes secrets, c'est-à-dire ne figurant pas au Codex ou n'ayant pas été approuvés par l'Académie de médecine, et qui, dans beaucoup de pays, sont soumis à une autorisation d'un conseil d'hygiène. L'article 7, en déclarant qu'on ne pourra refuser au dépôt les marques régulières sous le prétexte qu'elles sont destinées à ces produits, ne fait qu'adopter la théorie de la doctrine et de la jurisprudence françaises, d'après lesquelles le caractère illícite d'une marchandise et plus spécialement d'un remède secret, ne porte aucune atteinte au droit de propriété sur la marque qui la recouvre (1). Bien entendu le texte nouveau ne donnera pas le droit de déroger à la disposition légale prohibant la vente du produit, mais en rendant possible le dépôt de la marque, il empêchera son emploi par des contrefacteurs, de telle sorte que si dans la suite l'interdiction frappant le produit venait à disparaître, la marque ne serait point perdue pour son créateur. L'article 7 présente donc, sans aucun effet fâcheux, une utilité pratique réelle.

(1) POUILLET, nos 68, 69, 123. Cassation, 8 mai 1868. (*Annales*, 1869, page 163). — Cassation, 12 mars 1880. (*Annales*, 1880, page 245). — Trib. corr. de la Seine, 18 juin 1891. (*Annales*, 1894, page 277).

## CHAPITRE III

### DES MOYENS PROPRES A FACILITER LA PROTECTION

#### I. — DU DROIT DE PRIORITÉ

33. Nécessité d'une protection possible de la marque dans tous les pays, du jour de son dépôt dans un seul ; — 34. Le droit de priorité de l'article 4 ; — 35. Limites dans lesquelles il s'exerce : réserve du droit des tiers.

36. Durée du droit de priorité.

37. Effets du droit de priorité ; — 38, a) A l'égard des tiers ayant fait usage de la marque au cours des délais ; peuvent-ils opposer la possession personnelle ? ; — 39. Peuvent-ils être poursuivis correctionnellement ; — 40. Ou civilement ? ; — 41, b) A l'égard du propriétaire primitif ayant effectué un dépôt hors des délais ; retour au droit commun.

42. Conditions auxquelles est soumise l'obtention du droit de priorité : absence de toute formalité ; — 43. Nécessité d'un dépôt préalable dans le pays d'origine ; — 44. L'existence de dépôts antérieurs ne fait pas obstacle en principe à la revendication du droit de priorité.

45. Critiques adressées à l'article 4.

**33.** — L'article 4 de la Convention est venu apporter un remède nécessaire à une situation fâcheuse pour les propriétaires de marques (1). Lorsque ceux-ci effec-

(1) Article 4 de la Convention : « Celui qui aura régulièrement fait le dépôt... d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des Etats contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres Etats, et

tuaient un dépôt dans leur pays, il n'était point rare de voir les concurrents étrangers, dans un but facile à comprendre, s'emparer des signes déposés et les faire enregistrer chez eux en leur propre nom ; d'où ce résultat, que le propriétaire primitif voulant un jour étendre l'usage de sa marque à des pays nouveaux, l'y trouvait régulièrement employée déjà par un autre. Qu'il se heurtât ainsi à un dépôt attributif, ou simplement déclaratif, le résultat était pratiquement le même. Dans un cas le tiers ayant déposé une marque antérieurement au créateur de cette marque avait acquis un véritable droit de propriété, opposable à tous. Dans l'autre, l'obstacle créé n'était pas moindre, la jurisprudence, notamment en France, admettant qu'une marque doit être considérée comme nouvelle et susceptible d'appropriation, alors même qu'elle serait déjà en usage dans un pays étranger (1). La spoliation était donc inévitable.

Le traité de commerce franco-prussien du 2 août 1862 (2) apporta le premier une amélioration à cet état

sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

« En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres Etats de l'Union avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit notamment par un autre dépôt, ... par l'emploi de la marque.

« Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront... de quatre mois... pour les marques de fabrique ou de commerce. »

(1) LYON, 1<sup>er</sup> juillet 1885. *Annales* 1885, page 339.

(2) Article 28 : « Il n'y aura lieu à aucune poursuite à raison de l'emploi dans un des deux pays des marques de fabrique de l'autre, lorsque la création de ces marques, dans le pays de provenance des produits, re-

de choses, en tolérant l'existence de la marque originale à côté de la marque contrefaite. C'était modeste. Mais dans les cercles industriels et commerciaux on se préoccupait de la question, et le grand danger pour le véritable titulaire étant d'arriver trop tard, on recherchait avant tout le moyen d'effectuer le même jour un dépôt valable pour plusieurs pays. Le Congrès de l'Association internationale pour la réforme et la codification du droit des gens, tenu à Anvers en 1877, proposa une solution, qui fit l'année suivante au Congrès international de la propriété industrielle, à Paris, l'objet d'un vœu favorable ainsi conçu : « Il est à désirer que le dépôt des demandes de brevets, de marques, de dessins et de modèles puisse s'effectuer simultanément à l'autorité locale compétente et aux consulats des diverses nations étrangères. » Mais ce système aurait entraîné des frais élevés, et n'était pratiquement réalisable que dans les villes très rares où toutes les nations ont un représentant. Aussi le gouvernement français, dans son avant-projet, en abandonna-t-il le principe pour celui de la fixation d'un délai de priorité, que vint consacrer l'article 4.

**34.** — D'après les dispositions de cet article, le commerçant ou l'industriel qui a régulièrement déposé sa marque dans l'un des Etats contractants, s'il veut en

montera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques, par dépôt ou autrement, dans le pays d'importation. »

effectuer le dépôt dans les autres Etats, jouit, durant un certain temps, d'un privilège en vertu duquel il prime tous les actes accomplis par les tiers. Donc pendant la durée de ce privilège la marque régulièrement déposée ne tombera pas dans le domaine public, et les tiers ne pourront ni par un dépôt, ni par l'usage, porter atteinte à la situation du propriétaire primitif. Mais ils reprennent le libre exercice de leurs droits, le jour où le privilège y faisant jusque-là obstacle vient à expirer sans que s'en soit prévalu celui au profit de qui il existait ; et leurs revendications peuvent désormais s'appuyer non seulement sur les faits postérieurs, mais aussi bien sur tous ceux accomplis au cours même du privilège disparu. Quant à ceux qui en ont précédé l'ouverture, ils ne sauraient en aucun cas être évincés, ayant pour eux la force du droit acquis.

**35.** — C'est d'ailleurs pour les garantir contre toute atteinte, que sur les observations de M. Verniers van der Loeff, délégué des Pays-Bas, furent introduits dans l'article 4 les mots « sous réserve des droits des tiers ». Si l'on se reporte aux travaux préparatoires, on y voit en effet, que ce texte sur lequel on a essayé d'établir les systèmes les plus étranges (1), visait nettement l'hy-

(1) On a soutenu successivement : que la réserve des droits des tiers avait pour but de soustraire ceux-ci à toute poursuite en contrefaçon pour l'exploitation à laquelle ils se seraient livrés dans l'intervalle séparant le dépôt à l'étranger du dépôt dans leur pays ; — que la réserve des droits des tiers ne visait que les pays d'examen préalable, et signifiait que la protection obtenue à l'étranger ne saurait dispenser les inventeurs ou les propriétaires de marques de cet examen ; — que la réserve des droits des

pothèse où le déposant d'une marque étrangère invoquant dans un pays de l'Union le droit de priorité, y trouverait la même marque consacrée au profit d'un autre par un usage régulier et antérieur à son dépôt primitif (1). En présence des déclarations recueillies, cette manière d'interpréter est la seule plausible, et si elle a le défaut de faire double emploi avec le deuxième paragraphe du même article, qui limite l'effet de la priorité aux actes accomplis dans l'intervalle des deux dépôts, cela tient à des raisons historiques. Au moment où fut introduite la réserve du droit des tiers, le deuxième paragraphe n'existait pas encore. En l'ajoutant plus tard sur la proposition de M. Demeur, on conserva, sans se rendre compte qu'elle n'avait plus aucun sens, la disposition équivalente mais moins claire du

tiers empêchant l'invalidation d'un brevet ou d'un enregistrement de marque obtenus par un tiers dans son pays, avant la demande de l'étranger dans ce pays, mais postérieurement à la première demande faite en pays étranger ; ce qui aboutissait à reconnaître la coexistence des deux brevets ou des deux marques ; — que la réserve du droit des tiers permettait à ceux qui ont exploité l'invention entre les deux demandes de brevet de continuer leur exploitation après la prise du second brevet.

Mais outre que rien dans les travaux préparatoires ne semble autoriser ces interprétations, les deux premières sont parfaitement inutiles et les deux autres ont justement été qualifiées de dangereuses.

Voir l'article de M. PILENCO, *Propriété industrielle*, 1897, page 105.

(1) En ce qui concerne les brevets, l'utilité de la réserve des droits des tiers devait être, affirmait M. de NEBOLSINE, délégué de la Russie, d'éviter qu'au cas où une invention aurait été réalisée en même temps par deux inventeurs dans deux pays différents, l'un d'eux pût, grâce au droit de priorité résultant de sa demande, l'emporter sur l'autre, alors que la loi russe ne leur accorderait de brevet ni à l'un, ni à l'autre.

Voir l'article cité de M. PILENCO.

premier paragraphe. Et si celle-ci a été maintenue encore par la première session de la Conférence de Bruxelles, ce fut malgré l'avis défavorable du syndicat des ingénieurs conseils, du comité central des chambres syndicales, et du Congrès de Vienne, qui la jugeaient sans portée et propre seulement à soulever des discussions stériles.

**36.** — Le droit de priorité étant ainsi délimité quant à la catégorie des actes sur lesquels il agit, quelle sera sa durée ? La Convention la voulait de trois mois seulement pour les marques, alors que pour les brevets elle devait être de six mois. Cette inégalité que l'on a maintenue, s'explique par les différences qui existent entre le dépôt d'une demande de brevet, et celui d'une marque. D'une part la prise d'un brevet engageant des frais bien plus considérables que l'enregistrement d'une marque, l'intérêt qu'il y a en opérant un second dépôt à être fixé sur la validité du premier, est de beaucoup supérieur lorsqu'il s'agit d'un brevet. D'autre part les formalités exigées pour l'obtention d'un brevet étant plus compliquées que celles à remplir pour l'enregistrement d'une marque, on sera moins vite renseigné sur le succès d'une demande de brevet que sur celui d'un dépôt de marque. Une double raison justifie donc l'inégalité de traitement.

Une autre distinction était encore établie par la Convention, non plus d'après la nature de la demande, mais d'après le lieu où la demande était faite, en faveur des

pays d'outre-mer auxquels on accordait un délai supplémentaire d'un mois. Cette disposition provoqua des difficultés d'interprétation qui ne disparurent qu'avec elle. Que fallait-il entendre par pays d'outre-mer ? Le texte était muet à cet égard. La Conférence de Rome, en 1886, et celle de Madrid, en 1890, voulant combler la lacune, décidèrent que « relativement aux Etats de l'Union situés en Europe, sont considérés comme pays d'outre-mer, les pays extra-européens qui ne sont pas riverains de la Méditerranée ». Mais aucune ratification n'étant venue sanctionner cette définition, elle restait à l'état de simple opinion sans force de loi. Dès lors, une seule interprétation semblait possible, celle qui, prenant le texte à la lettre, considérait comme pays d'outre-mer tout pays en dehors du continent (1).

La distinction faite de ce point de vue présentait-elle quelque intérêt, ou n'aboutissait-elle pas plutôt à établir en dehors de toute réalité pratique des situations purement arbitraires ? Comment justifier que l'Angleterre, par exemple, se trouvât en vertu de ce système soumise à un régime différent de celui de tout autre Etat européen ? Pourquoi l'industriel français qui n'a que trois mois pour déposer sa marque au Portugal ou en Serbie, en aurait-il quatre pour faire le même

(1) En ce sens : POUILLET et PLÉ, n° 37. VIDAL-NAQUEL, page 247. PELLETIER et VIDAL-NAQUEL, n° 63. WEISS. *Traité de droit international privé*, tome II, page 333, note 2.

En sens contraire : MILHAUD : *Les brevets d'invention dans les rapports internationaux*, page 215.

dépôt en Angleterre ? Et pourquoi le négociant anglais jouirait-il, dans tous les pays de l'Union, d'un droit de priorité plus long que celui dont la plupart de ces pays jouissent entre eux. Ce que l'on avait voulu, c'était établir une prorogation de délai à raison de l'augmentation de distance ; mais le résultat était bien loin de l'intention, quand il ne lui était pas contraire.

Aussi vit-on bientôt se former un courant d'opinion nettement hostile à l'exception des pays d'outre-mer. Les délégués belges à la Conférence de Madrid en 1890 protestaient déjà contre elle. La loi intérieure de certains Etats n'en tenait pas compte (1). Le Congrès de Vienne en 1897, ceux de Londres en 1898, de Zurich en 1899, de Paris en 1900, réclamèrent sa suppression. En même temps ils émettaient le vœu que les délais fussent augmentés (2). On répondit d'un seul coup à

(1) La grande-Bretagne, art. 103, loi du 25 août 1883, la Norvège, art. 15, loi du 26 mai 1884, le Brésil, art. 26 et 9 n° 3, loi du 14 octobre 1887, accordent sans distinction un délai de 4 mois pour les marques.

(2) Dans son rapport général au Congrès de Vienne (1897), M. Georges MAILLARD, après avoir exposé qu'à son sens l'augmentation du délai de priorité pour les marques n'apparaissait pas comme très nécessaire, mais était d'ailleurs sans danger, concluait ainsi ses observations sur ce point : « Il n'y aurait pas inconvénient, si certains Etats le réclamaient avec insistance, à régler la durée du délai de priorité pour les marques de fabrique et de commerce de la façon suivante : le délai de priorité aura comme point de départ la date de la première demande, et s'achèvera trois mois après l'enregistrement accepté dans le pays où cette première demande aura été faite. » Voir : *Annuaire assoc. inter.* tome I, pages 143 et 144.

Le vœu ne fut pas adopté. Une proposition dans le même sens, formulée par M. ASSI, et concernant cette fois les brevets, fut repoussée l'année suivante par le Congrès de Londres. Voir : *Annuaire assoc. inter.* tome II, pages 469 et suivantes.

ces deux désirs en établissant l'unification sur le délai maximum. La Conférence de Bruxelles, dans sa seconde session, décida que la durée du droit de priorité pour les marques serait portée à quatre mois ; le texte adopté ne parle plus des pays d'outre mer.

**37.** — Durant quatre mois, le propriétaire primitif conservera donc, dans tous les pays de l'Union, un droit absolu à faire enregistrer sa marque. Mais alors quelle sera la situation des tiers qui, au cours de ce délai, auraient fait usage des mêmes signes ?

**38.** — Une première opinion, qu'il semble difficile de soutenir, consiste à dire que les tiers, à défaut d'un titre de propriété, pourraient du moins acquérir le droit de se servir de la marque, et opposer aux poursuites du déposant étranger l'exception de possession antérieure personnelle. Le résultat serait, qu'à côté du créateur propriétaire viendrait se placer une sorte d'usufruitier, qui toutefois n'aurait aucun pouvoir de cession sur son usufruit (1), et dont le prétendu droit de jouissance au lieu d'être le démembrement d'un droit de pleine propriété, subsisterait concurremment à ce dernier.

Ce système répond à la préoccupation évidente de sanctionner, par esprit d'équité, un état de fait qu'il

(1) Par là ce droit de se rapprocherait d'un droit d'usage, mais il s'en écarte sur le point essentiel de l'exercice du droit, limité pour l'usager à ses besoins et à ceux de sa famille, libre pour le bénéficiaire de la possession antérieure personnelle. C'est ce qui doit déterminer, semble-t-il, à le considérer plutôt comme une forme, très irrégulière et très réduite d'ailleurs, du droit d'usufruit.

semblerait injuste de méconnaître (1). Mais déjà, de ce point de vue purement pratique, il ne saurait être admis, et ceux mêmes qui se déclarent partisans de la possession personnelle en matière d'invention, ne sauraient l'approuver quand il s'agit de marques. La situation, dans les deux cas est, en effet, profondément différente. Le tiers inventeur obligé devant les droits d'un breveté d'interrompre son exploitation, éprouve un préjudice réel et qui peut être considérable, car il ne sait ni quand, ni comment il le réparera, ne pouvant se flatter de découvrir sur le champ un procédé de fabrication ou un type de produit nouveau, qui lui permette de continuer le travail dans ses usines. Mais pour le commerçant ou l'industriel qui, privé de l'emploi d'une marque, pourra sans beaucoup de peine en choisir une autre, y aura-t-il vraiment un préjudice ? Celui-ci, en tout cas, sera d'autant moins sensible, que la valeur réelle d'une marque ne lui vient que par l'usage, et que, selon toute apparence, cet usage n'aura pas été très prolongé. Allant même plus loin, on peut affirmer que le véritable dommage, subi indistinctement par tous, tiers possesseur, comme propriétaire primitif, serait dans l'existence simultanée de deux marques semblables, car chacune perdant alors tout

(1) Nous avons montré déjà qu'on ne saurait l'appuyer sur un prétendu argument de texte tiré des mots « sous réserve des droits des tiers », dont la portée est tout autre.

pouvoir distinctif, perdrait du même coup toute utilité.

D'ailleurs, il faut le remarquer, sous le régime du droit commun, la question ne sera presque jamais soulevée en ce qui concerne les marques, la majorité des pays considérant leur dépôt comme purement déclaratif, et, par suite, le fait d'usage antérieur sur lequel s'appuierait le dépôt, fondant non seulement un droit de possession personnelle, mais un droit de propriété. Et sous le régime exceptionnel constitué par la Convention, la reconnaissance d'un droit quelconque dans les conditions visées ne serait guère qu'une prime à la contrefaçon, l'usage en pays étranger, durant le délai de priorité, de la marque déposée dans son pays d'origine, étant bien moins souvent une simple coïncidence, qu'une manœuvre déloyale (1).

**39.** — Cet usage qui ne crée aucun droit ne peut donc être qu'un empiétement sur les droits du propriétaire primitif. Mais un tel empiétement a-t-il le caractère

(1) De même M. PILENCO, tout en admettant le droit d'exploitation antérieure, tel qu'il est établi par la législation allemande et reconnu par la jurisprudence française, pour l'inventeur qui a préféré le secret de fabrique au brevet, parce qu'ayant travaillé il mérite d'être rémunéré, remarquait que celui qui commence une exploitation après un dépôt opéré à l'étranger, n'est, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, qu'un fabricant leste et bien renseigné sur tout ce qui passe dans les autres centres industriels ; et il concluait qu'on ne saurait protéger ces prétendus inventeurs, même en autorisant l'inventeur véritable à prouver leur mauvaise foi, car cette preuve devant les précautions prises serait presque toujours impossible, de sorte qu'on aboutirait à rendre inexistant en fait l'article 4. Voir : *Propriété industrielle*, 1897, page 106.

d'une contrefaçon ou d'un simple délit civil ? Il ne s'agit pas ici, cela va de soi, des faits postérieurs au dépôt pour lesquels il ne saurait y avoir de doute, mais de ceux accomplis antérieurement au dépôt, bien qu'après l'ouverture du délai de priorité.

D'après la jurisprudence, ils constitueraient de véritables délits de contrefaçon, qui pourraient toujours être poursuivis correctionnellement. Le tribunal de Lille notamment, dans un jugement du 13 décembre 1890, confirmé par un arrêt de la Cour de Douai du 12 mai 1891, a décidé que l'avantage du dépôt effectué dans les délais de priorité est d'avoir un effet rétroactif qui permette au déposant d'atteindre les faits accomplis dans l'intervalle des deux dépôts (1).

Mais comment admettre la rétroactivité, lorsque la Convention garde sur ce point le silence le plus absolu, et qu'il est de principe que les formalités ne rétroagissent pas ? Tant qu'il n'y a pas eu de dépôt, il n'y a pas de contrefaçon possible. Antérieurement au dépôt le droit de propriété existe, mais c'est le dépôt seul qui attache à cette propriété la garantie des peines correctionnelles ; l'ouverture du délai de priorité ne saurait à aucun degré produire les mêmes effets. Car comprendrait-on que sans avertissement préalable les tiers fussent exposés à des poursuites pouvant aboutir à des condamnations à l'amende ou même à la prison ?

(1) *Annales*, 1894, page 297. *Journal du droit inter. privé*, 1893, page 883.

**40.** — Avant la notification au public par le dépôt, l'action civile sera donc seule ouverte ; c'est à cette opinion que s'est généralement rangée la doctrine (1). Elle est exacte en ce qui concerne la France où, en vertu de l'article 1382 du Code civil, tout auteur d'un dommage est tenu de le réparer ; où par conséquent, le tiers ayant sans droit fait usage d'une marque durant le délai de priorité, pourra se voir obligé à compenser le préjudice qu'il aura ainsi causé au propriétaire régulier. Elle est encore exacte au même titre dans tous les pays dont la législation contient une disposition analogue. Mais dans ceux où cette disposition n'existe pas, l'emploi de la marque par un tiers ne pourra être poursuivi que lorsqu'il aura le caractère d'un délit, c'est-à-dire après que le dépôt aura été effectué. Avant le dépôt, si cet emploi n'est pas de nature à servir de point de départ à un droit quelconque, il ne pourra du moins être poursuivi ni pénalement, ni civilement.

L'article 4 apparaît ainsi comme un moyen de protéger d'une façon absolue, durant un délai légal et dans tous les Etats de l'Union, la propriété du créateur de la marque contre les empiétements de droit, et de réprimer les empiétements de fait dans la mesure où l'auto-rise la législation intérieure de chaque Etat.

**41.** — Mais le délai de priorité une fois expiré, quelle

(1) POUILLET et PLÉ, n<sup>os</sup> 43, 44. VIDAL-NAQUET, n<sup>o</sup> 186. PELLETIER et VIDAL-NAQUET, n<sup>o</sup> 160.

sera la situation du propriétaire qui voudra effectuer le dépôt de sa marque ? Si ce dépôt tardif ne rencontre ni dépôt, ni emploi antérieurs de la marque, il aura évidemment son plein et entier effet. Mais au cas où un tiers aurait déposé la marque en son nom avant le propriétaire primitif, celui-ci serait-il déchu de tout droit par suite de ce dépôt ?

On a essayé de soutenir l'affirmative en s'appuyant sur le texte de l'article 4, et l'on a dit : le dépôt international de la marque prime les faits des tiers sous la condition qu'il soit accompli dans un délai de quatre mois ; si donc cette condition vient à manquer les faits des tiers primeront le dépôt devenu sans valeur. Admettre ce système serait admettre, que la Convention ait pour effet de donner au dépôt de la marque dans le pays d'importation le caractère attributif, puisque ce serait subordonner d'une façon absolue toute protection à l'accomplissement de cette formalité. Par là on aboutirait à ce résultat étrange, que dans certains pays il existerait deux sortes de dépôts : l'un de droit commun, déclaratif, l'autre exceptionnel, attributif. Et lorsque la même marque viendrait à être revendiquée à la fois par un national et par un étranger unioniste, afin d'établir à qui appartient la priorité du droit, on tiendrait compte pour l'un de la date du premier usage, sans se préoccuper du dépôt, et pour l'autre de celle du dépôt, sans rechercher si antérieurement il n'aurait pas accompli des faits d'usage. Ne serait-ce pas mécon-

naître singulièrement l'esprit de la Convention, qui est d'assimiler les étrangers aux nationaux. Non seulement cette assimilation n'aurait pas lieu, mais l'étranger ressortissant à l'Union serait ici moins bien traité que celui n'y ressortissant pas, puisque ce dernier pourrait, invoquant le droit commun, faire remonter sa propriété à son premier emploi de la marque.

Tentera-t-on pour légitimer le système de dire que l'unioniste serait mal venu à se plaindre de la situation qui lui est ainsi faite ; qu'il devait se conformer aux prescriptions de l'article 4 et ne pas laisser expirer les délais sans agir ? Il n'en resterait pas moins invraisemblable que, sans même s'expliquer à cet égard, les négociateurs aient pu bouleverser les principes de la matière en transformant la nature même du dépôt dans la plupart des pays, et, sur un point, trahir ouvertement l'esprit de la Convention pour frapper l'importateur d'une forclusion véritable. Du reste est-il possible de voir un acte de négligence coupable méritant d'entraîner les plus fâcheuses conséquences, dans le fait qu'un négociant ou un commerçant n'a pas jugé bon de présenter dans les quatre mois sa marque à l'enregistrement d'un pays où il ne traitait pas d'affaires ? Et parce qu'à un moment donné il aura voulu éviter des frais inutiles, sera-ce une raison suffisante pour lui opposer une prétendue déchéance, quand plus tard, sa situation ayant changé, il voudra opérer le dépôt de sa marque.

L'article 4 ne s'est rien proposé de semblable, mais

il a cherché seulement à protéger le propriétaire d'une marque déposée dans le pays d'origine contre l'empresement des concurrents étrangers à s'en emparer. Pour cela il a décidé que, pendant un délai de quatre mois, dans les pays à système attributif, le dépôt serait tenu pour effectué à la date du dépôt d'origine ; dans les pays à système déclaratif, tout se passerait comme si à la date du premier dépôt le propriétaire avait accompli un fait d'usage dans chacun de ces pays. Les délais écoulés, la fiction disparaît, et le droit commun reprend alors son empire, mais aucune déchéance n'est encourue. Là où le dépôt est attributif, le propriétaire sera le premier déposant ; là où il est déclaratif, ce sera celui ayant employé la marque avant tous les autres. L'étranger qui a depuis plus de quatre mois déposé sa marque chez lui ne jouira désormais d'aucune faveur à raison de ce dépôt, mais on ne pourra lui opposer une prétendue forclusion.

C'est en ce sens que s'est prononcé, contrairement d'ailleurs aux conclusions du ministère public (1), le tribunal de Lille, et la Cour de Douai a confirmé sa décision (2). D'après leur jurisprudence l'article 4 ne prive

(1) Conclusions de M. le substitut GUILLEMIN. Voir : *Revue pratique de droit international privé*, 1890-91, page 236.

(2) La demanderesse, une société belge, demandait la propriété exclusive d'une marque déposée par elle en Belgique et en France, comme ayant fait usage de cette marque en France, antérieurement au défendeur. A quoi le défendeur essayait de répondre, que le dépôt en France de cette marque ayant été effectué après l'expiration du délai de priorité fixé par la Convention internationale de 1883, la demanderesse n'avait aucun droit qui lui fut opposable. Voir : *Journal du droit inter. privé*, 1891, page 1214.

nullement les demandeurs d'invoquer à leur profit les faits d'usage antérieurs à leur dépôt, pour établir la propriété de la marque litigieuse. Si, sans aucun doute, il ne peut être intenté de poursuites en contrefaçon qu'à raison d'actes postérieurs au dépôt de la marque, tous les actes accomplis antérieurement à ce dépôt peuvent être invoqués par le déposant pour établir sa propriété.

**42.** — Le droit de priorité, tel que nous l'avons défini dans ses effets, découle du simple dépôt ; comme on l'a dit (1), il n'est qu'« un pur effet de dates », et pour l'obtenir aucune formalité n'est exigée par la Convention. Le propriétaire unioniste d'une marque déjà déposée n'aura dans ses demandes d'enregistrement ultérieures ni à revendiquer ce droit de priorité, ni même à faire connaître l'époque de sa première demande.

Cette absence complète de réglementation ne va pas, d'ailleurs, sans inconvénient ; elle peut être cause d'erreurs fâcheuses de la part des tiers qui, n'étant avertis par rien, ignorent si parmi les enregistrements dont il leur importerait de vérifier la validité, certains ne garantissent pas des droits remontant au-delà de la date apparente. Les divers Congrès internationaux de la propriété industrielle qui se sont réunis depuis 1897, se sont préoccupés de la question. Dès le premier de ces Congrès une résolution était adoptée, engageant

(1) POUILLET et PLÉ.

les gouvernements à prendre des mesures pour obliger ceux qui voudraient bénéficier de l'article 4, à indiquer le point de départ du délai privilégié ; et l'année suivante, dans son rapport général, M. Georges Maillard insistait encore sur l'opportunité de cette mesure (1).

Plusieurs Etats ont déjà, par leur législation intérieure, édicté des prescriptions en ce sens. En Grande-Bretagne, le délai n'est appliqué qu'à ceux qui, au moment du dépôt, en font la demande dans la forme prescrite. Aux Etats-Unis, en Suède, en Norvège, en Suisse, celui qui omet de revendiquer son droit de priorité au moment de sa demande, ne perd pas pour cela la faculté de se prévaloir ultérieurement de ce droit ; mais il se prive d'avantages sérieux en ce qui concerne la constatation de son droit et la poursuite de la contrefaçon. Au Portugal, il n'est pas nécessaire que les formalités prescrites soient accomplies au moment même du dépôt, pourvu toutefois qu'elles le soient antérieurement à l'enregistrement définitif (2).

Mais peut-on admettre qu'en cette matière chaque Etat jouisse d'une liberté de réglementation absolue. Comme on l'a fort bien exposé à la Réunion d'Amsterdam (1903) (3), en présence du texte actuel de la Convention, il n'est pas permis d'exiger sous peine de dé-

(1) Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 98 ; tome II, pages 50 et 470.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1895, page 135.

(3) Voir : *Propriété industrielle*, 1903, page 182.

chéance, que le déposant réclame la reconnaissance de son droit de priorité au moment du dépôt. Le silence de ce texte lui laisse toute liberté, et, par suite, il serait vexatoire de le priver de son privilège pour l'inobservation de n'importe quelle règle. Il pourra être équitable, lors de la révision de la Convention, d'imposer la revendication du droit de priorité, et surtout l'indication du point de départ du délai ; mais pour le moment, les Etats ne peuvent individuellement faire autre chose que d'encourager à l'accomplissement volontaire de ces formalités, qui sont non seulement dans l'intérêt des tiers, mais dans l'intérêt propre des déposants, puisqu'en diminuant les chances d'erreur, elles rendront plus rares les contestations injustifiées ou faciliteront du moins leur solution. Ils peuvent donc imiter tous le système adopté aux Etats-Unis, en Suède, en Norvège et en Suisse. Mais à une disposition additionnelle de la Convention appartient seule l'autorité nécessaire pour tracer, comme l'ont abusivement fait la Grande-Bretagne et le Portugal, des règles prescrites sous peine de déchéance.

D'ailleurs la question est d'un intérêt bien moins général appliquée aux marques qu'appliquée aux brevets, le point de départ du droit étant pour elles, dans tous les pays qui ont adopté le dépôt déclaratif, non à la date de ce dépôt mais à celle du premier usage. Aussi les vœux des divers Congrès et les règlements établis

par certains Etats, visent-ils presque exclusivement les demandes de brevets.

**43.** — Le dépôt sur lequel se fondera le droit de priorité ne devra-t-il pas remplir certaines conditions, notamment au point de vue du lieu où il sera effectué ? On a répondu négativement en s'appuyant sur le texte de l'article 4, dont la généralité ne semble admettre aucune restriction. Mais nous l'avons vu, d'après l'article 6 de la Convention qui domine toute la matière des marques, le dépôt au pays d'origine assure seul le bénéfice de la Convention. Le silence de l'article 4 ne peut être considéré comme une dérogation, que d'ailleurs on ne comprendrait point, à cette règle absolue. Contrairement donc à ce qui se passe pour les brevets, les dessins et les modèles, quand il s'agit de marques, seul le dépôt au pays d'origine entraînera l'ouverture du délai de priorité.

**44.** — Sera-t-il nécessaire que ce dépôt n'ait été précédé dans aucun autre pays d'un dépôt semblable ? Soit une marque déposée d'abord en Belgique par un Belge, et plus tard en France par un Français. Le Belge n'use pas du droit de priorité qui lui était ouvert ; le Français sera-t-il privé de s'en prévaloir par cela seul qu'un autre dépôt aura précédé le sien ? Nullement ; le droit existe non en faveur du premier déposant, mais en faveur du premier qui veut en user, sauf bien entendu à celui-ci de se heurter dans l'exercice de son droit contre un dépôt national antérieur. Dans

l'exemple choisi, le Français pourra donc invoquer la priorité dans tous les pays de l'Union, excepté la Belgique. Il semble presque inutile d'ajouter, tant cela est évident, qu'au cas où le Belge aurait usé de son droit de priorité dans certains Etats, le Français serait privé d'invoquer le sien dans ces Etats-là, mais pourrait le faire dans tous les autres.

45. — On a reproché au droit de priorité de ne constituer trop souvent qu'une mesure inefficace. Entre le jour où la marque est pour la première fois déposée dans le pays d'origine, et celui où, les produits qu'elle recouvre commençant à se répandre au dehors, son propriétaire songe à effectuer de nouveaux dépôts, plus de quatre mois se sont d'ordinaire écoulés. Dans ces conditions le créateur de la marque, en présence de concurrents de mauvaise foi se l'étant indûment appropriée, non seulement demeure désarmé contre eux, mais peut encore être de leur part l'objet de poursuites en contrefaçon. Aussi M. de Maillard de Marafy proposait-il d'élargir la garantie, en décidant que tout dépôt reconnu entaché de fraude serait nul de plein droit (1).

Par là se trouverait sans doute réalisé un progrès appréciable ; mais tel qu'il reste, le droit de priorité de l'article 4 présente du moins le grand avantage de donner aux conditions de validité d'une marque déposée dans plusieurs Etats contractants au cours du délai

(1) Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 402 ; tome II, page 66.

légal, un point de départ certain et uniforme. Ce résultat est dû à ce que le dépôt effectué dans un Etat comprend implicitement les dépôts dans les autres Etats, qui viennent tous prendre date au jour de la demande du dépôt primitif. On trouve dans ce système une première réalisation de la tendance vers un dépôt unique, fondant le droit pour le monde entier. Toutefois il se sépare encore de cet idéal sur deux points, d'abord en ce qu'il s'applique non à la généralité des Etats, mais aux seuls Etats contractants, et surtout en ce que l'on est obligé dans chaque Etat de se conformer à la procédure particulière qui y régit l'enregistrement des marques. Sur ce second point un progrès décisif a été réalisé par l'organisation de l'enregistrement international au Bureau de Berne. Son établissement n'a d'ailleurs pas eu pour conséquence, comme on l'a prétendu parfois (1), de rendre inexistantes pour les marques les dispositions de l'article 4 ; car entre le dépôt national, point de départ toujours nécessaire du droit, et le dépôt international, un certain temps peut s'écouler, durant lequel le privilège de priorité fera ressentir ses effets utiles.

(1) VIDAL-NAQUET, n° 180.

## CHAPITRE IV

### DES MOYENS PROPRES A FACILITER LA PROTECTION

#### II.— DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES

46. Inconvénients des dépôts multiples ; — 47. Principe de l'enregistrement unique au Bureau international de Berne ; — 48. Caractère des attributions du Bureau international en matière de marques.

49 à 53. Du dépôt au Bureau international ; — 49. Par qui doit-il être effectué ? — 50. Sous quelle forme : dépôt graphique ou descriptif ? — 51. Des taxes à percevoir à l'occasion du dépôt ; — 52. Des pièces à fournir ; — 53. De l'intérêt d'effectuer le dépôt par classes de produits.

54 et 55. De l'enregistrement par le Bureau international ; — 54. Tenue d'un registre spécial ; — 55. Mesures de publicité : notification aux administrations des pays contractants : reproduction de la marque dans le supplément illustré de « *la Propriété industrielle* ».

56. De la faculté de refus laissée à chaque Etat ; — 57. Elle ne porte pas atteinte à l'article 6 de la Convention ; — 58. Délais dans lesquels le refus peut se produire ; — 59. Notification du refus et recours contre le refus ; — 60. Proposition relative à la création d'un Collège d'appel international.

61. Effets de l'enregistrement international : protection de la marque dans tous les pays de l'Union, durée de la protection, renouvellement ; — 62. Expiration de la protection internationale ; — 63. Effets de la transmission de la marque sur sa protection internationale.

64. Comment l'enregistrement international d'une marque se combine-t-il avec les enregistrements nationaux antérieurs ?

**46.** — Malgré les progrès réalisés par l'article 4 de la Convention, la situation des propriétaires de marques internationales laissait encore à désirer. Le système des dépôts multiples entraînait l'accomplissement de formalités compliquées dans chaque pays au moment de la demande, et par la suite, la durée de la protection n'étant pas uniforme, une préoccupation constante de l'échéance des divers délais, et de la nécessité du renouvellement. La conséquence en était une perte de temps, contre laquelle on n'avait d'autre ressource que le recours aux agences spéciales, ce qui n'allait pas sans dépenses considérables. D'après un rapport de M. Vallé (1), les agences de Belgique, où la taxe officielle est de dix francs, demandaient 185 francs, celles de Suisse pour 20 francs en exigeaient 238, et si les chiffres donnés par le Bureau de Berne (2) sont moins exagérés, ils restent cependant très élevés encore.

Simplifier cette organisation en réduisant les formalités de dépôt, en unifiant la durée de la protection, et sans augmenter les frais, tel était donc le but que l'on devait viser et que l'on essaya d'atteindre par l'institu-

(1) Rapport à la Chambre des députés sur la Convention du 8 juillet 1896 entre la France et Costa-Rica pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce. (Annexe au procès-verbal de la séance du 28 mai 1897, page 3.)

(2) Tableau annexé à l'exposé général présenté par le Bureau international pour la période 1893-1897, et publié à l'occasion de la Conférence de Bruxelles.

Ce tableau indique : 1° la taxe officielle perçue par enregistrement dans quelques pays ; 2° l'émolument réclamé par une agence française,

tion d'un enregistrement central unique pour tous les pays étrangers faisant partie de l'Union. Le principe en avait été indiqué dès le Congrès de 1878. A la Conférence de Rome (1886), l'administration suisse déposa un projet en ce sens, qui après discussion fut ajourné (1). L'idée, reprise au Congrès de 1889, aboutit enfin à la Conférence de Madrid, et fit l'objet du deuxième arrangement signé le 14 avril 1891, et modifié à Bruxelles en 1900.

**47.** — En vertu de ce texte, l'unioniste ayant déposé sa marque dans le pays d'origine, pourra obtenir la protection dans tous les autres pays par un seul dépôt au Bureau international de Berne (2) ; la protection

3<sup>e</sup> celui réclamé par une agence anglaise, pour accomplir les formalités de dépôt dans ces mêmes pays.

|               |     |      |      |
|---------------|-----|------|------|
| France.....   | 9   | 45   | 120  |
| Belgique..... | 10  | 100  | 100  |
| Brésil.....   | 17  | 225  | 200  |
| Espagne.....  | 25  | 150  | 200  |
| Italie.....   | 50  | 130  | 150  |
| Pays-Bas..... | 20  | 200  | 150  |
| Portugal..... | 14  | 185  | 100  |
| Suisse.....   | 26  | 90   | 50   |
|               | 165 | 1125 | 1070 |

(1) La Suède et la Norvège voyaient dans ce nouveau système une atteinte à la législation de certains pays admettant l'examen préalable ; les Pays-Bas craignaient la perte des revenus que constituaient pour chaque Etat les taxes perçues au moment de l'enregistrement ; M. NICOLAS, délégué de la France, déclarait qu'il ne pourrait voter un projet trop récent de date pour avoir permis une étude sérieuse.

(2) Deuxième arrangement de Madrid :

« Article 1. Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants pourront s'assurer, dans tous les autres Etats, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans le pays

aura une durée uniforme de vingt ans. Ce système n'est pas substitué d'une façon absolue à l'ancien. Il représente une simple faculté pour le propriétaire de marques qui pourra, s'il le préfère, adresser directement à l'administration de chaque Etat une demande d'enregistrement. Ce serait peut-être son intérêt au cas où son commerce serait limité à quelques pays; mais s'il s'étend à toute l'Union, il aura un avantage incontestable à recourir au dépôt unique à Berne.

**48.** — La fonction du Bureau international en matière de marques est triple : il enregistre les marques, notifie cet enregistrement aux administrations intéressées, et lui donne la publicité nécessaire ; puis, à partir du moment où ces formalités sont remplies, il centralise tous les renseignements relatifs aux marques enregistrées pour les transmettre aux divers Etats de l'Union, et enfin il doit fournir sous forme de copies à ceux qui les lui demandent, toutes les indications contenues dans ses registres. Son rôle est donc pour une grande part un rôle d'intermédiaire ; intermédiaire entre les administrations nationales, quand il reçoit des unes pour le communiquer aux autres, avis des changements survenus dans la propriété de la marque, annulations, radia-

d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international à Berne, fait par l'entremise de l'administration dudit pays d'origine.

«Article 2. Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, les sujets ou citoyens des Etats n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.»

tions, renonciations ou transmissions (1); intermédiaire entre les particuliers, puisque depuis l'introduction de l'article 5 *bis*, au lieu de délivrer aux intéressés seuls et à titre purement gracieux des certificats d'enregistrement, il devra, ce qu'autrefois il se refusait à faire, renseigner les tiers eux-mêmes en leur remettant sur leur demande des extraits de ses registres (2).

Mais le Bureau international n'est pas seulement un office de transmission. Quand une demande d'enregistrement lui est adressée, il n'agit pas comme un agent de brevets qui se bornerait à la communiquer aux administrations nationales; c'est lui-même qui accorde, et ce qu'il notifie aux divers Etats de l'Union, ce n'est point une demande, mais un enregistrement. Il accepte il est vrai indifféremment toute marque, alors que la législation intérieure de chaque Etat restant en vigueur, du moins en ce qu'elle n'a pas de contraire à la Convention, il peut arriver que l'un ou l'autre ne consente pas à protéger. Mais ce n'est là qu'un refus de sanction, le droit étant valablement fondé pour tous les pays, dès le jour de l'enregistrement international. Cet

(1) Article 9. « L'administration du pays d'origine notifiera au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque. Le Bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux administrations contractantes, et les publiera aussitôt dans son journal. »

(2) Article 5 *bis*. « Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le règlement, une copie des mentions inscrites dans le registre relativement à une marque déterminée. »

enregistrement établit même un droit nouveau : celui à une protection uniforme de vingt ans. A ce point de vue le Bureau de Berne a donc un rôle actif et direct.

**49.** — Plusieurs questions se posaient relatives à la procédure à suivre en vue d'obtenir l'enregistrement international. Tout d'abord, qui adresserait la demande, et sous quelle forme la marque serait-elle déposée ?

Le projet suisse était partisan de l'action directe de l'intéressé ; le contre-projet italien préconisait, au contraire, l'entremise de l'administration du pays d'origine. Des relations fonctionnant régulièrement entre deux services spécialement constitués à cet effet, devaient, semblait-il, assurer aux transmissions une rapidité et une sûreté, que l'on ne pouvait espérer des rapports tout exceptionnels que les simples particuliers auraient avec le Bureau de Berne. Ceux-ci seraient d'autant plus malaisés que, dans la plupart des cas, le déposant se trouverait fort éloigné du lieu du dépôt, et qu'en outre, il fallait compter avec les difficultés d'application inhérentes à un système nouveau. Enfin une considération d'ordre fiscal intervenant, l'on faisait valoir que les demandes d'enregistrements internationaux seraient pour les divers Etats l'occasion de percevoir des taxes en compensation de celles dont ils seraient privés par la diminution des enregistrements nationaux. Aussi l'arrangement de Madrid, dans son article premier, ratifia-t-il sur ce point le projet italien.

**50.** — Quant à la forme sous laquelle la marque devait

être déposée, l'article 3 laissait le choix entre un dessin ou une description en langue française (1). Ce second mode, admis sur la demande des Pays-Bas, présentait de sérieux inconvénients. Il entraînait pour les intéressés des recherches plus longues, par la nécessité de lire toute une rubrique, alors qu'en présence d'une reproduction linéaire, un coup d'œil aurait suffi. Il rendait les comparaisons incertaines, l'idée donnée d'un signe par une simple description étant inévitablement imprécise. Il se présentait comme contraire non seulement aux intérêts des tiers, mais plus encore peut être à ceux des déposants, car, en cas de contrefaçon, les tribunaux se seraient probablement montrés moins protecteurs pour les marques publiées en description, que pour celles reproduites graphiquement. Enfin une dernière imperfection, qui n'était pas la moindre, résultait de l'emploi d'une langue unique pour une publication destinée à produire ses effets dans plusieurs pays ; le recours à des traductions n'eût pas présenté un remède bien efficace, car on fût resté à la merci de leur plus ou moins grande fidélité.

Les intéressés montrèrent, d'ailleurs, peu d'empressement à user de cette forme de dépôt (2), et la Con-

(1) Article 3 ancien du deuxième arrangement de Madrid : « ...Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du Bureau international, au moyen soit d'un dessin, soit d'une description présentée en langue française par le déposant. »

(2) Renseignement fourni par M. FREY-GODET, premier secrétaire du Bureau international de la propriété industrielle. *Annuaire assoc. inter.*, tome II, page 46, note.

férence de Bruxelles la supprima. Elle ne la maintint que dans le cas spécial des marques en couleur, non plus du reste comme option, mais concurremment au dépôt graphique. Il est bien certain que la description ne présente plus dès lors les mêmes inconvénients, mais il est permis peut-être de se demander quelle est son utilité.

**51.** — Plus discutée encore que la question de la forme du dépôt fut celle des taxes à percevoir à l'occasion de ce dépôt. Il ne s'agissait pas seulement de fixer un quantum, mais d'établir le principe d'après lequel le prélèvement aurait lieu, en tenant compte d'intérêts multiples et qui, parfois, semblaient contradictoires : ceux du Bureau international dont il fallait couvrir les frais, ceux des Etats ne voulant pas perdre les bénéfices qu'ils tiraient jadis des enregistrements de marques étrangères, ceux des déposants qui demandaient à n'être pas trop lourdement grevés. Et les considérations d'ordre financier, qui étaient de celles ayant fait ressentir la nécessité d'un accord international, furent de celles aussi qui empêchèrent certains Etats de ratifier le texte de cet accord.

Le projet de l'administration suisse proposait la fixation du montant de la taxe par chaque Etat, qui à la fin de l'année, prélèverait sur les bénéfices réalisés sa part dans les frais du Bureau international calculée au prorata du nombre de marques déposées ; le surplus compenserait la perte des recettes que produisait au-

trefois le dépôt des marques étrangères (1). Mais ce système allait créer un état de choses exceptionnellement favorable pour les pays exportateurs, qui enregistreraient un grand nombre de marques internationales, alors qu'ils enregistreraient fort peu de marques étrangères, mais très défavorable pour les pays importateurs, qui enregistreraient un grand nombre de marques étrangères et enregistreraient fort peu de marques internationales. Contrairement à ce que l'on avait désiré, les situations acquises étaient donc loin d'être maintenues.

Pour réduire en partie les avantages et les pertes, les Pays-Bas proposèrent d'ajouter à la taxe librement fixée par chaque pays, un émolument international uniforme de 200 francs, dont le revenu serait, après paiement des frais du Bureau de Berne, réparti par portions égales entre tous les Etats. Dans cette répartition, ceux qui avaient déposé le plus grand nombre de marques et réalisé les plus fortes recettes avec le prélèvement de la taxe nationale, recevraient proportionnellement moins que les autres sur le montant de la taxe internationale. C'était une part des bénéfices des privilégiés qui passait indirectement à ceux que lésait l'arrangement, et par suite, un commencement de compensation.

Le principe fut adopté, mais l'émolument interna-

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1890, page 77.

tional fut ramené à 100 francs (1), et ce chiffre était bien assez élevé, puisque dans son exposé général de 1897, le Bureau de Berne constatait des excédents de recettes « qui, répartis entre les Etats contractants, compensaient largement pour eux la perte qui résultait de la substitution du système de l'enregistrement unique à celui des enregistrements nationaux multiples. » Aussi la Conférence de Bruxelles, consacrant un vœu du Congrès de Vienne (2), put-elle, sans compromettre les intérêts financiers des Etats, favoriser plus complètement encore celui des particuliers ; elle décida, par une addition à l'article 8, que lorsque le même propriétaire déposerait à la fois plusieurs marques, il serait perçu 100 francs pour la première et 50 francs seulement pour chacune des autres.

**52.** — Le dépôt de la demande d'enregistrement au Bureau international, doit être accompagné d'un certain nombre de pièces destinées à en assurer la publi-

(1) Article 8 du deuxième arrangement de Madrid : « L'administration du pays d'origine fixera à son gré et percevra à son profit une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé.

« A cette taxe s'ajoutera un émolument international de 100 francs dont le produit annuel sera réparti par parties égales entre les Etats contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement. »

(2) Ce vœu, ainsi conçu : « Le Congrès émet le vœu que l'émolument international prévu par l'article 8 de l'arrangement de Madrid, soit réduit dans la plus large mesure possible », avait d'ailleurs été inspiré par le Bureau de Berne lui même, qui signalait l'utilité de diminuer pour les déposants les frais d'enregistrement international, spécialement en n'exigeant dans le cas visé la taxe entière que pour un dépôt, les autres payant seulement demi-taxe. Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 155.

cité, ou à servir de moyens de preuve (1). L'énumération en est donnée par l'article 2 du règlement. Ce sont : 1° deux exemplaires de la marque, en marge desquels on indique le nom et l'adresse du propriétaire, les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée, la date d'enregistrement et le numéro d'ordre dans le pays d'origine. C'est sur ces deux exemplaires qu'une fois la marque inscrite sur les registres, le Bureau de Berne certifiera que l'enregistrement a eu lieu, en accompagnant cette attestation de sa signature et de son timbre. Un de ces exemplaires restera dans les archives du Bureau, l'autre sera renvoyé à l'administration du pays d'origine ; 2° un cliché de la marque la reproduisant exactement, de manière que tous les détails en ressortent visiblement, et conforme aux dimensions prescrites. Ce cliché servira à la reproduction ty-

(1) Quant aux formes du dépôt à l'administration du pays d'origine, elles doivent être, d'après l'article 1<sup>er</sup> du règlement, déterminées par celle-ci.

En France le déposant après avoir versé, à Paris à la caisse du receveur central de la Seine, et dans les départements aux caisses des trésoriers-payeurs généraux ou des receveurs particuliers, une somme de 25 francs, en adressera le récépissé au Ministre du commerce en l'accompagnant des pièces suivantes : 1° Une requête en vue d'obtenir l'enregistrement de la marque au Bureau international. 2° Trois exemplaires de la marque conformes au modèle déposé, par application de l'article 3 du décret du 27 février 1891. 3° Un cliché typographique de la marque. 4° Un mandat postal de 100 francs au nom du Bureau international. 5° Une procuration spéciale dûment enregistrée, si la demande d'enregistrement est faite par un fondé de pouvoir. (Décret du 25 avril 1893, article 1<sup>er</sup>)

Toutefois on doit signaler la réunion à Berne le 1<sup>er</sup> août 1904, d'un congrès spécial où les représentants de dix-neuf Etats élaborèrent un projet en vue d'unifier les formalités accompagnant dans chaque pays le dépôt de la demande. Voir : *Propriété industrielle*, 1904, pages 89 et 131.

pographique à faire dans la publication de l'Union et sera conservé au Bureau international ; 3° trente exemplaires en couleur de la marque, si l'un des éléments distinctifs de la marque consiste dans sa couleur. Ce dépôt était représenté comme une simple faculté par le règlement de 1871 ; mais il est devenu obligatoire depuis la nouvelle rédaction de l'article 3, adoptée à la Conférence de Bruxelles, qui prescrit en plus, de l'accompagner d'une description mentionnant la couleur. Ces exemplaires seront envoyés gratuitement aux administrations de chaque Etat en vue de la publicité. Enfin, on doit encore joindre à ces pièces, 4° un mandat-poste de cent francs, montant de l'enregistrement international.

**53.**—Le Bureau de Berne avait proposé de soumettre en outre le dépôt des marques à une classification d'après les marchandises auxquelles elles devaient s'appliquer (1). Il avait déjà dressé un tableau dans ce but, mais celui-ci n'ayant rien d'officiel, partant rien d'obligatoire, les indications que les déposants étaient tenus de fournir, ne correspondaient pas toujours exactement aux classes telles qu'elles étaient délimitées. La mesure cependant, n'était pas inutile, puisqu'elle devait avoir pour effet de faciliter les recherches dans le registre international ; et, en outre, elle puisait un intérêt prati-

(1) Sa proposition était ainsi formulée : « Il est à désirer qu'une classification officielle des produits soit établie, et que les déposants indiquent la classe ou les classes de marchandises pour lesquelles la marque est déposée. Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 154.

que considérable dans le fait qu'elle était regardée par l'Angleterre comme une des conditions de son adhésion à l'arrangement de Madrid (1). Dans ce pays, aux termes de la section 65 de la loi de 1883, tout enregistrement doit être demandé pour une ou plusieurs des cinquante classes de marchandises établies par le règlement sur les marques.

Mais, lorsqu'aucun des Etats ayant adhéré à l'arrangement ne possédait l'enregistrement par classes, pouvait-on raisonnablement le leur imposer pour éviter à un seul une légère modification législative ? Au Congrès de Vienne, la délégation française opposa à la proposition formulée en ce sens une vive résistance, en mettant en avant, d'une part, qu'il est difficile d'établir une classification de cette nature, qui ne peut jamais être complète, d'autre part, que des produits ne se faisant nullement concurrence se trouvent forcément compris dans la même classe, d'où il résulte qu'un industriel, dont la marque est déjà enregistrée, peut exclure du bénéfice de l'enregistrement une autre

(1) L'intérêt que l'Angleterre aurait à cette adhésion peut se mesurer au grand nombre de marques anglaises qui sont exportées sans protection, leurs propriétaires reculant devant les frais ou les formalités qu'entraînerait l'enregistrement dans chaque pays. Le rapport des marques anglaises déposées à l'étranger aux marques nationales admises à l'enregistrement en Angleterre est de : un dixième pour la France, pays où la proportion est la plus favorable ; un quarantième pour les Pays-Bas ; un soixante-dixième pour la Suisse.

Quant à l'Union restreinte, son intérêt à l'adhésion de l'Angleterre est d'autant plus grand que cette adhésion déterminerait probablement celle de plusieurs autres pays dont le principal commerce se fait avec elle, et notamment des Etats scandinaves.

marque incapable de lui nuire, et enfin que cette réglementation est incompatible avec l'existence de la marque « de commerce » destinée en général à protéger un nombre illimité de produits divers (1). Le Congrès se prononça cependant en faveur d'une classification internationale ; mais son vœu n'a pas encore reçu de sanction pratique. D'ailleurs, comme on l'a observé (2), il ne doit pas y avoir là un obstacle absolu à l'accession à l'arrangement d'un pays enregistrant les marques par classes ; car, pour satisfaire à sa législation sans rien modifier aux dispositions de l'arrangement, il suffira de déterminer les classes d'après les indications de produits contenues dans la demande, cette détermination pouvant être faite, soit par le pays intéressé, soit par l'administration internationale, soit par le déposant lui-même.

**54.** — Lorsque le Bureau de Berne a reçu les pièces exigées, il doit procéder à l'enregistrement, puis cette formalité accomplie, lui donner la publicité voulue.

La marque doit être inscrite sur un registre spécialement destiné à cet effet et indiquant (3) : 1° la date de l'enregistrement au Bureau international ; 2° la date de la notification à faire aux administrations contractantes ; 3° le numéro d'ordre de la marque ; 4° le

(1) Voir le rapport de M. de MAILLARD de MARAFY. *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 404.

(2) Voir le rapport de M. FREY-GODET au Congrès de Londres. *Annuaire assoc. intern.*, tome II, page 40.

(3) Article 3 du Règlement.

nom et l'adresse du propriétaire ; 5° les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ; 6° le pays d'origine de la marque ; 7° la date et le numéro d'ordre de l'enregistrement au pays d'origine. C'est sur ce même registre que seront de plus inscrites à partir de ce moment, toutes les mentions relatives aux modifications subies par la condition juridique de la marque.

Au sujet des délais accordés au Bureau de Berne pour remplir ces formalités, le texte de l'arrangement dit simplement qu'il faut procéder « immédiatement » (1). On en conclut que l'enregistrement doit s'effectuer dès le jour même de la réception de la demande et des pièces.

**55.** — Afin de porter chaque enregistrement à la connaissance de tous les pays de l'Union, deux ordres de mesures ont été établis : d'une part une notification directe aux administrations nationales par l'envoi d'une reproduction typographique de la marque accompagnée des mentions portées sur le registre ; d'autre part une vaste publicité par l'adjonction au journal officiel de l'Union, *La Propriété Industrielle*, d'un supplément illustré qui contient le fac-simile de toutes les marques enregistrées, et dont il est adressé gratuitement aux administrations de chaque pays contractant

(1) Article 3 du deuxième arrangement de Madrid : « Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 1<sup>er</sup>... »

le nombre d'exemplaires qu'il leur plaît de demander (1). Enfin pour faciliter les recherches, au commencement de chaque année, le Bureau international fait paraître une table où sont indiqués, par Etat contractant et par ordre alphabétique, les noms des propriétaires des marques ayant fait l'objet d'une publication au cours de l'année précédente (2).

Le texte est muet sur les délais dans lesquels doivent être faites la notification et la publication. Mais conformément à l'esprit de l'arrangement, on doit admettre que le Bureau de Berne est tenu d'avoir accompli ces deux formalités avant l'expiration du délai de priorité.

**56.** — La notification de l'enregistrement aux divers pays de l'Union n'aura pas nécessairement pour effet la protection de la marque dans ces pays. L'article 5 leur accorde la faculté de déclarer, si leur législation les y

(1) Article 3 de l'arrangement : « Il (le Bureau international) notifiera cet enregistrement aux Etats contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du Bureau international au moyen d'un cliché fourni par le déposant... En vue de la publicité à donner dans les divers Etats aux marques enregistrées, chaque administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires qu'il lui plaira de demander. »

Article 4 du Règlement : « ... Le Bureau international notifiera aux administrations l'enregistrement opéré en envoyant à chacune d'elles une reproduction typographique (ou, à défaut, une description en langue française de la marque) et en leur indiquant : 1° la date de l'enregistrement au Bureau international ; 2° le numéro d'ordre de la marque ; 3° le nom et l'adresse du déposant ; 4° les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ; 5° le pays d'origine de la marque, ainsi que sa date d'enregistrement et son numéro d'ordre dans ledit pays... »

(2) Article 5 du Règlement.

autorise, qu'une marque ne sera pas protégée sur leur territoire (1).

**57.** — Cette disposition suscita au sein même de la Conférence des craintes et des réserves, notamment de la part des délégués français, qui prétendaient voir dans ce texte une règle en apparence au moins contraire au principe de l'article 6 de la Convention, protégeant « telles quelles » les marques régulièrement déposées dans leur pays d'origine. Sur leurs observations et pour dissiper tous les doutes, on vota un protocole de clôture qui précisait que la faculté de refus laissée aux administrations par l'article 5 de l'arrangement, ne devait porter aucune atteinte aux dispositions de l'article 6 de la Convention du 20 mars 1883, et du chiffre 4 du protocole de clôture qui l'accompagne, ces dispositions étant applicables aux marques déposées au Bureau international, comme elles l'ont été et le seront encore à celles déposées directement dans tous les pays contrac-

(1) Article 5 du deuxième arrangement de Madrid : « Dans les pays où leur législation les y autorise, les administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire.

« Elles devront exercer cette faculté dans l'année de la notification prévue par l'article 3.

« Ladite déclaration ainsi notifiée au Bureau international sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée. »

tants. A la Conférence de Bruxelles le texte même de l'article fut modifié en ce sens (1).

Etait-il d'ailleurs possible de soulever de bonne foi, à propos du texte primitif, une difficulté d'interprétation quelconque. Si l'on consulte les travaux préparatoires on y voit, qu'un retour en arrière sur ce point était tellement loin des intentions de la Conférence, qu'afin de ne pas paraître recommander le système de l'examen préalable, elle remplaça par le mot « faculté » beaucoup plus atténué, le mot « droit » contenu dans le projet (2). En outre, et l'argument était, semble-t-il, assez clair et assez décisif pour rendre inutile tout protocole ou toute modification, les auteurs de la Convention de 1883 avaient eu le soin de préciser dans l'article 15, que les Hautes parties contractantes en se réservant le droit de conclure des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, s'engageaient à ne point contrevenir aux dispositions de la présente Convention. Tant que cet article n'est pas abrogé, nulle équivoque n'est possible. La liberté d'examen, et par suite la faculté de refus, n'existent pour les administrations nationales à l'égard des marques dont l'enregistrement leur est notifié par le

(1) Paragraphe additionnel introduit à Bruxelles : « Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention du 20 mars 1883, à une marque déposée à l'enregistrement national. »

(2) « ... les administrations... auront la *faculte* de déclarer que la protection ne peut-être accordée à cette marque sur leur territoire. »

Bureau de Berne, que dans la mesure où l'examen et le refus sont compatibles avec les dispositions de la Convention et de son protocole final. Elles ne pourront donc pas appuyer un refus sur une prohibition particulière à la législation intérieure, mais sur la seule violation de la morale ou de l'ordre public.

**58.** — Le délai consenti aux Etats pour faire connaître leur refus, était uniformément fixé par le texte de 1891 à un an, à dater de la notification de l'enregistrement international. Mais on s'avisa que dans la plupart des pays à examen préalable, l'administration devait procéder à cet examen dans un temps beaucoup plus restreint. Il sembla qu'il n'y avait pas lieu de prolonger le délai international au-delà de celui accordé par la loi nationale, l'intérêt étant, au contraire, d'arriver le plus rapidement possible à la régularisation définitive de l'enregistrement. Aussi, à la Conférence de Bruxelles, le délai de un an ne fut-il conservé que comme un maximum, applicable seulement aux pays qui n'admettraient pas un délai plus court ; pour les autres, c'est le délai national qui sert de règle (1).

**59.** — La déclaration de refus doit être notifiée au Bureau de Berne, d'où elle sera transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de

(1) Article 5, nouveau, du deuxième arrangement de Madrid : «... Elles (les administrations) devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale, et au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au Bureau international leurs motifs de refus. »

la marque ; celui-ci jouira des mêmes moyens de recours que pour une marque directement déposée par lui dans le pays où la protection est refusée.

Pour une fois donc et par exception à la procédure ordinaire, le Bureau international et le déposant se trouveront en rapports directs. La raison en est sans doute que les communications de l'administration au déposant ne présentant pas les mêmes risques d'incertitude et d'imprécision que celles du déposant à l'administration, on a pu se préoccuper ici avant tout de la nécessité d'agir vite. D'ailleurs, si cette façon de procéder pouvait présenter quelque inconvénient, il se trouverait corrigé par le fait que l'administration du pays d'origine se trouve également informée.

A Madrid, on n'avait pas précisé la forme dans laquelle le refus serait rédigé. A Bruxelles, on inséra une disposition additionnelle d'après laquelle les motifs du refus doivent être indiqués. Ceci n'était-il pas implicitement contenu déjà dans la faculté laissée à l'intéressé d'user des voies de recours ordinaires ?

**60.** — Bien que la faculté pour chaque Etat de refuser la protection à une marque soit limitée par les dispositions de la Convention, on l'a cependant critiquée. M. Smith van Oyen entre autres (1), s'est déclaré frappé des situations contradictoires pouvant résulter du double fait que le Bureau international enregistre indiffé-

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1896, page 70.

remment tous les signes, et que chaque pays est libre, au moins dans une certaine mesure, de ne point ratifier les enregistrements internationaux qui lui sont notifiés. Avec ce système, si deux unionistes ayant obtenu, chacun dans son pays d'origine, l'enregistrement régulier pour des marques analogues, venaient à les déposer au Bureau de Berne, ils obtiendraient tous deux l'enregistrement international; puis, quand ces enregistrements seraient notifiés aux Etats, suivant la plus ou moins grande rigueur de leurs administrations, certains admettraient les deux marques, tandis que certains, au contraire, n'en accepteraient qu'une, rejetant l'autre pour sa trop grande ressemblance avec la première. Cette inégalité de traitement, qui résulte non d'une situation particulière existant dans tel ou tel Etat, mais d'une simple différence d'appréciation, ne contredit-elle pas directement au but poursuivi, qui est d'unifier?

A cet état de choses, M. van Oyen ne voit d'autre remède que l'établissement d'un Collège d'appel international, ayant à connaître des refus de protection et des oppositions basés sur l'absence de nouveauté de la marque, et dont les arrêts seraient déclarés exécutoires dans tous les Etats contractants (1).

(1) Ce collège se réunirait chaque année à une époque et pour une durée déterminées; il se composerait de trois membres et de trois suppléants et se renouvellerait annuellement d'après un roulement établi. Pourraient seuls en faire partie, les directeurs des Bureaux de la propriété industrielle des Etats contractants et un délégué spécial de chacun de ces Etats où un tel bureau n'existerait pas. Il serait subvenu aux

La conséquence en serait, sans aucun doute, une amélioration considérable dans la situation du propriétaire de la marque devenue inattaquable. Mais il faudrait porter une trop grave atteinte à l'autonomie administrative et judiciaire des Etats, et aucun d'eux probablement n'y consentirait. L'auteur de la proposition le comprenait si bien lui-même, qu'il limitait la compétence de son Collège d'appel aux questions d'identité et de similitude. Mais même, ainsi réduite, cette institution se trouverait encore en présence de traditions et d'habitudes commerciales trop profondément différentes, pour ne pas être inévitablement amenée à froisser les unes ou les autres. Car ce n'est pas uniquement sur des nuances que varient de pays à pays les appréciations du caractère distinctif des marques ; il semble parfois que leur diversité soit la conséquence de conceptions radicalement étrangères les unes aux autres. N'a-t-on pas vu, par exemple, certaines administrations considérer la marque verbale « Kokoko », terme désignant la chouette dans le langage d'une tribu indienne,

frais au moyen des excédants de recettes des services de l'enregistrement international.

Le système présenterait de grandes analogies avec celui des articles 34 et 37 de la convention concernant la navigation sur le Rhin, sauf toutefois cette différence que cette dernière permet à l'intéressé d'adresser son recours soit à la commission centrale pour la navigation sur le Rhin, juge international, soit au tribunal d'instance supérieure de son pays d'origine. Ce droit d'option serait désapprouvé par M. VAN OYEN, comme empêchant d'arriver à l'unité de juridiction.

comme l'équivalent de la figuration graphique de cet oiseau, alors qu'ailleurs on protège en même temps deux marques représentant le même animal, pourvu que les proportions ou l'attitude ne soient pas absolument semblables ?

Que l'unification soit à désirer, ceci est incontestable. Mais qu'on doive l'attendre moins d'une mesure brusque, que d'une évolution lente s'opérant d'elle-même par cette pénétration réciproque des usages qu'entraîne le développement des relations commerciales, et que facilitent des dispositions analogues à celle de l'article 6 de la Convention, ce n'est guère douteux. Tout ce que l'on pourrait faire, ce serait d'organiser et d'encourager le recours à l'arbitrage du Bureau de Berne. Ce recours à l'administration centrale se pratique déjà dans d'autres Unions internationales ; mais il est probable qu'en matière de propriété industrielle, il serait rarement utilisé ; car l'application faite par un pays de sa propre législation et des dispositions conventionnelles qui ont obtenu force de loi sur son territoire, prête moins à l'arbitrage que les difficultés administratives résultant de transactions effectuées dans le domaine des postes, des télégraphes ou des chemins de fer.

**61.** — Quand, toutes les formalités accomplies et les délais d'opposition expirés, l'enregistrement international est devenu définitif, quels sont ses effets ? La

marque est protégée dans tous les pays contractants (1) comme si elle avait été directement déposée dans chacun d'eux (2). La protection se prolongera uniformément durant vingt ans à dater de l'enregistrement international (3), et remontera par la combinaison de celui-ci avec le droit de priorité au jour du dépôt au pays d'origine. Les délais nationaux avec leurs inconvénients résultant de leur inégalité, seront absorbés par le délai international. La protection pourra de plus être prolongée indéfiniment grâce au renouvellement ; la nécessité d'y procéder sera notifiée, six mois avant l'expiration du terme, par un avis officiel du Bureau international à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque ; les formalités requises pour l'obtenir seront les mêmes que s'il s'agissait d'un enregistrement nouveau, sauf qu'il ne sera plus nécessaire d'envoyer un cliché (4).

(1) M. PELLETIER avait demandé dans l'intérêt des petits commerçants et des petits industriels, qu'il fût permis de limiter le dépôt à certains Etats, en payant un émolument proportionnel au nombre des Etats où la marque serait protégée. Mais cette proposition fut repoussée comme entraînant une complication contraire au but même de l'enregistrement international. On peut ajouter que rien ne la justifiait, puisque le système des dépôts multiples reste toujours à la disposition de ceux qui voudraient n'obtenir l'enregistrement que dans quelques pays.

(2) Article 4 du deuxième arrangement de Madrid : « A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international, la protection dans chacun des Etats contractants sera la même que si la marque avait été directement déposée. »

(3) Article 6 du deuxième arrangement de Madrid : « La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement, mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine. »

(4) Article 7 du deuxième arrangement de Madrid : « L'enregistrement

Ce qui caractérise le système de l'enregistrement international, ce n'est donc pas, on le voit, l'institution de droits nouveaux, mais seulement la mise en jeu simultanée de droits déjà reconnus et la prolongation de ces droits pour une durée uniforme. Ses effets ne lui appartiennent pas en propre, mais ils sont déterminés par la législation du pays où ils se produisent, et sont de plus soumis pour partie à la législation du pays d'origine. Car la protection internationale ne dure que tant que dure la protection nationale.

**62.** — Fixée en principe à vingt ans et pouvant être renouvelée, elle cessera cependant dans tous les pays lorsqu'elle cessera dans celui où elle a pris naissance. Ceci pourra se produire dans trois cas : lorsque la durée de protection expirera sans que le dépôt ait été renouvelé, lorsque la radiation de la marque sera ordonnée, lorsque la marque sera transmise au ressortissant d'un Etat non adhérent.

Si le déposant est un Français, les effets de l'enregistrement international ne se prolongeront pas pour lui au delà de quinze ans, à moins qu'avant l'expiration de ce délai il n'ait accompli en France les formalités du re-

pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 à 3.

« Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international donnera un avis officiel à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. »

Article 8 du Règlement : « ... Les formalités à remplir pour le renouvellement de l'enregistrement international seront les mêmes que s'il s'agissait d'un enregistrement nouveau, sauf qu'il ne sera plus nécessaire d'envoyer de cliché. »

nouvellement. Un retard n'atteindrait d'ailleurs pas sa situation d'une façon définitive, la propriété de la marque, qui dérive du premier emploi, ne pouvant être perdue par là. Il y aurait une simple interruption dans la propriété internationale comme dans la propriété nationale, et elles reprendraient toutes deux le jour où la négligence serait réparée.

Quant aux marques dont la radiation vient à être prononcée dans le pays d'origine après qu'elles ont obtenu l'enregistrement international, elles ne sauraient prétendre à voir les effets de cette radiation limités à un seul pays. C'est ce qu'a fort justement décidé le tribunal de commerce de Zurich, et après lui, le tribunal fédéral de Lausanne (1). Car il serait anormal que la marque jouisse à l'étranger d'une validité ou d'une préférence, dont elle ne jouit pas dans le pays d'origine, et de plus cette situation serait contraire aux dispositions expresses de l'article 6 de l'arrangement. En s'appuyant sur ces deux motifs, une ordonnance royale du 13 janvier 1899 a prescrit la radiation, en Espagne, de la marque « Corona ducal », déposée par une maison de Zurich d'abord en Suisse, puis au Bureau international, mais après cela, rayée en Suisse sur les poursuites d'une maison allemande qui fit reconnaître ses droits exclusifs sur cette marque (2).

Enfin, pour ce qui est des marques transmises à un

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1899, page 62.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1899, page 61.

non adhérent, le paragraphe 3 de l'article 9 *bis* les exclut expressément de la protection internationale (1). Cette solution semblait d'ailleurs aller de soi.

**63.** — Mais qu'advierait-il de l'enregistrement international au cas de transmission de la marque au ressortissant d'un Etat contractant, qui toutefois ne serait pas celui dont ressortissait le premier propriétaire ? Perdrail-il tous ses effets ? Le pays d'origine de la marque étant celui du principal établissement, le pays d'origine de cette marque va changer. Pourrait-elle conserver dans ce pays des droits qu'elle n'y a pas directement acquis, et maintenir dans tous les autres une situation privilégiée qui n'a désormais de fondement dans aucun. L'enregistrement international subsistant seul suffira-t-il à assurer la protection, ou faudra-t-il un nouveau dépôt ?

Exiger du cessionnaire qu'il recommençât toutes les formalités semblait excessif ; mais il n'était pas permis de méconnaître de parti pris la législation du nouveau pays d'origine ; en dehors de toute autre considération, c'eût été laisser une porte ouverte à la fraude ; car le négociant, gêné par les dispositions de la loi nationale, n'aurait eu, pour la tourner, qu'à faire déposer sa marque à l'étranger par un prête nom qui, immédiatement après, la lui aurait rétrocédée. Pour simplifier les for-

(1) Article 9 *bis* «... Nulle transmission de marque inscrite dans le registre international, faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays signataires, ne sera enregistrée. »

malités en sauvegardant les principes, la Conférence de Bruxelles décida que le Bureau international ayant reçu avis de la transmission l'enregistrerait, mais ne la notifierait aux autres administrations et ne la publierait dans son journal qu'après avoir reçu l'assentiment de l'administration à laquelle ressortirait le nouveau titulaire. L'enregistrement international continuera donc à produire ses effets, sous la réserve de la ratification par le nouveau pays d'origine (1).

**64.** — Un cas particulier peut se présenter : celui où l'enregistrement international d'une marque est effectué après que cette marque a déjà été l'objet de dépôts séparés dans certains pays de l'Union. On pouvait craindre que dans ces conditions, l'administration ou les tribunaux considérant l'enregistrement international comme faisant double emploi avec l'enregistrement national, ne fussent tentés de le rejeter. Or, cette façon d'agir eût causé au déposant un préjudice grave, l'enregistrement international présentant pour lui des avantages spéciaux, notamment en ce qui concerne la durée de la protection, l'avertissement de la proche expiration des

(1) Le deuxième alinéa de l'article 9 *bis*, qui règle cette matière, réserve les législations intérieures, en ce qui concerne les conditions de validité de la cession, particulièrement au cas où la législation prohibe la cession de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits. — A ce sujet, on peut noter qu'au Congrès de Vienne on allait plus loin, et qu'un délégué, le docteur Wechsler, demandait que l'interdiction de la cession de la marque indépendamment de l'établissement devint une loi internationale. Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 82.

effets du dépôt, la simplification des formalités de renouvellement et de transmission. Pour lui en assurer d'une façon certaine le maintien, l'article 4 *bis* a décidé que « l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs ». Toutefois, comme il se peut que ceux-ci garantissent à l'intéressé une situation à certains points de vue particulièrement favorable, le même article ajoute : « sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers ». (1)

L'ensemble de ces dispositions représente, réalisée d'une façon satisfaisante pour le propriétaire de la marque, la triple réforme que réclamait sa situation. Désormais il peut, moyennant une dépense minime, obtenir d'un seul coup la protection dans tous les pays adhérents, et du jour où il l'a obtenue, pour la maintenir, il lui suffit de veiller sur la validité de deux dépôts, celui du pays d'origine et celui du Bureau de Berne. Economie d'argent, économie de temps, unification dans la durée de la protection, tels sont donc les résultats que l'on a atteints, sans autre modification que le remplacement des divers dépôts à l'étranger par un dépôt central unique, et tout en maintenant intacts les principes fondamentaux et parfois contradictoires sur lesquels reposent les lois des divers pays (examen préalable, appel aux oppositions, enregistrement pur et simple, etc.).

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1898, pages 9 et 10.

Appréciant l'œuvre accomplie, le docteur Deutsch croyait pouvoir écrire qu'elle était « un des succès les plus précieux pour le monde des affaires intéressé à la question des marques », et M. Schwartz (1) déclarait que, ne serait-ce que pour adhérer à l'enregistrement international, l'Autriche devrait entrer dans l'Union. Après cela il est bien permis de s'étonner que certains Etats faisant déjà partie de cette Union, et la Grande-Bretagne toute la première, aient refusé de ratifier le protocole de Madrid. Les difficultés qui d'ordinaire semblent les avoir arrêtés, et qui tiennent moins au fond du droit qu'à de simples formalités de procédure, devraient pourtant leur être d'autant plus faciles à résoudre que les intérêts de leur commerce et de leur industrie sont en jeu. Tout le commerce international gagnerait d'ailleurs à des adhésions nouvelles, et c'est dans sa portée trop restreinte au point de vue territorial, que réside le plus grave défaut de l'arrangement relatif à l'enregistrement international des marques.

(1) Directeur de l'enregistrement des marques et modèles à la Chambre du commerce et de l'industrie de Vienne.

## CHAPITRE V

### DE LA PROTECTION TEMPORAIRE DES MARQUES DANS LES EXPOSITIONS

65. Intérêt d'une protection temporaire dans les Expositions ;  
— 66. L'article 11 de la Convention : obligation pour les Etats d'accorder la protection.

67. La protection est-elle obligatoire pour tous les Etats de l'Union, ou pour celui seulement sur le sol duquel l'Exposition est ouverte ? ;  
— 68. Liberté laissée aux Etats quant à la forme à donner à la protection ; des deux systèmes adoptés ; — 69. Protection complète ; — 70. Délai de priorité ; — 71. Durée de la protection temporaire ; — 72. S'ajoute-t-elle à la durée de la protection définitive ?

73. Inconvénients résultant de la diversité dans la protection et spécialement dans la durée des délais ; — 74. Manifestations de tendances unificatrices.

75. Portée restreinte de la question en ce qui concerne les marques.

**65.** — La loi française du 23 mars 1868 a été la première à établir une protection spéciale de la propriété industrielle aux Expositions, protection se distinguant par deux traits : son caractère provisoire et sa gratuité. Applicable par elle-même aux inventions seules, mais à l'occasion de chaque grand concours étendue aux marques par une loi particulière, elle assure à l'exposant, par l'effet d'un certificat descriptif délivré sans

frais, et pour une durée qui, partant du jour de l'admission, se prolonge jusqu'à la fin du troisième mois après la clôture, les mêmes droits qui lui seraient conférés par un brevet ou un dépôt.

Ces mesures ont pour l'industriel une portée considérable. Venu à l'Exposition pour prendre le contact du public et essayer d'attirer la faveur en affirmant sa supériorité sur ses concurrents, il ne saurait prévoir d'avance quelle sera l'issue de cette épreuve : ses produits peuvent en sortir aussi bien consacrés par la vogue qu'irréremédiablement discrédités. Devant un tel aléa, la demande d'un brevet ou le dépôt d'une marque seraient des dépenses d'autant plus onéreuses, qu'elles risqueraient d'être plus inutiles. Et l'on pourrait craindre de voir les exposants, hésitant à s'assurer une protection coûteuse dont ils ne retireraient peut être aucun bénéfice, se faire plus rares, et en compromettant le succès de l'Exposition, compromettre des intérêts très généraux. Car ceux qui profitent de cette mise en ligne de marchandises et de procédés divers, ce ne sont pas seulement l'industriel et le commerçant, mais bien plus encore la clientèle, qui, grâce à l'émulation éveillée par le rapprochement et à la sélection qui en résulte, pourra compter sur des produits meilleurs. Tout ce que l'on fera pour attirer la foule des inventeurs et des fabricants sera fait en sa faveur, et la protection de la propriété industrielle se présentera ici en grande partie, comme

un moyen de contribuer à une satisfaction plus complète des besoins du public.

**66.** — Ces considérations qui avaient dicté la loi de 1868 ne pouvaient rester étrangères aux négociateurs de la Convention. Car, si parmi les formes où se révèle l'activité économique de notre époque, il en est qui semblent exiger plus que d'autres qu'on les envisage au point de vue international, ce sont sans contredit les Expositions.

Le Congrès de Paris de 1878 avait affirmé la nécessité d'accorder une protection provisoire aux inventions brevetables, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, figurant aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues (1). La conférence diplomatique de 1880 ratifia cette manière de voir en votant l'article 11 de la Convention (2). Cet article n'est d'ailleurs, en lui-même, guère plus qu'un vœu. Il n'organise pas la protection et n'essaye même pas de la définir ; il se borne à constater l'engagement que prennent les Hautes parties contractantes de l'introduire chez elles, chacune pour son propre compte.

A l'exécuter, elles n'ont mis que peu d'empressement. Lors du Congrès de Zurich, en 1899, seize ans par conséquent après la signature de la Convention,

(1) Séance du 7 septembre 1878. *Compte rendu*, pages 143 à 163.

(2) Article 11 de la Convention : « Les Hautes parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire... aux marques de fabrique ou de commerce qui figureront aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues. »

M. Henri Mesnil constatait que plusieurs Etats de l'Union n'avaient pas encore inséré la protection temporaire dans leurs lois (1). Aussi la Conférence de Bruxelles, adoptant une rédaction nouvelle de l'article, substitua-t-elle à l'expression « s'engagent à accorder » le mot « accorderont », comme impliquant plus nettement l'obligation de légiférer sur la matière, et dans l'espoir qu'en la précisant ainsi, on en hâterait l'exécution. Enfin pour qu'il n'y eût aucun doute possible sur les intentions poursuivies, le rapporteur de la sous-commission prit le soin de faire lui-même ressortir ce point.

**67.** — La Conférence de Bruxelles vint de plus trancher la discussion qui s'était élevée sur l'étendue territoriale de la protection temporaire. Cette protection n'est-elle accordée que dans le pays de l'Exposition, ou bien est-elle due par tous les pays contractants aux unionistes ayant exposé sur le territoire de l'un d'eux ? Le certificat provisoire délivré en France, par exemple, n'assure-t-il à l'exposant que le bénéfice de la loi française, de manière à le mettre, dans son ressort seulement, à l'abri des usurpations, ou bien lui permet-il de revendiquer dans toute l'Union l'application des lois sur la matière ? Les deux systèmes ont été soutenus théoriquement et tous deux ont trouvé leur réalisation dans la pratique.

(1) Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome III, pages 61 à 73.

En faveur du système extensif, on a tout d'abord invoqué le principe même de la Convention de 1883, d'après lequel les ressortissants de chacun des Etats de l'Union jouiront, dans tous les autres, « des avantages que les lois respectives accordent ou accorderont par la suite aux nationaux (1). » Mais à l'appliquer ici on arriverait simplement à ce résultat, que tout unioniste exposant dans un pays quelconque de l'Union, pourrait y obtenir un certificat provisoire et une protection temporaire (2), sans qu'on dût en tirer nécessairement comme conséquence, que le même certificat et la même protection lui fussent accordés dans les autres pays. Ce qu'a organisé la loi française du 23 mai 1868, ce n'est point la protection des exposants nationaux, mais la protection dans les Expositions nationales ; le Français exposant à l'étranger n'est point protégé en France d'après cette loi, et, par suite, en la combinant avec l'article 2 de la Convention, l'étranger ne serait protégé par elle que s'il exposait en France. Les dispositions générales adoptées en 1883 ne permettent pas de présenter comme une règle l'obligation pour les divers Etats de protéger les inventions et marques admises à une Exposition par l'un d'entre eux ; de ce point de vue la question reste tranchée dans chaque Etat par sa loi intérieure.

(1) Voir : PELLETIER et VIDAL-NAQUET, n° 141.

(2) Ce résultat est d'ailleurs assuré par la loi de 1868 elle-même au profit de tout étranger.

Un second argument a été tiré des travaux du Congrès de 1878, qui après avoir adopté le principe de la protection temporaire, voulut en préciser la portée par le vote de la proposition suivante : « La protection provisoire accordée aux inventeurs et auteurs industriels qui prennent part aux Expositions internationales devrait être étendue à tous les pays qui sont représentés à ces Expositions. » Si la Convention n'a pas reproduit cette disposition, c'est, a-t-on dit, qu'elle découle tout naturellement du caractère international de ce pacte. Mais cette conséquence n'est peut être pas aussi évidente qu'on veut bien le prétendre, puisque le Congrès avait eu le soin de la souligner en termes exprès ; quant à interpréter par les décisions de celui-ci le texte de la Convention, on ne saurait le faire aveuglément, les liens qui les rattachent étant si peu étroits, que deux avant-projets successifs les séparent.

D'ailleurs, si l'on se rapporte aux discussions d'où sortit directement l'article 11 et au cours desquelles la pensée des délégués eut l'occasion de se révéler de manière très nette, la solution à admettre ne paraît pas douteuse. M. Indelli, représentant de l'Italie, proposait un amendement accordant aux exposants, sous condition d'une notification préalable au Bureau international, un délai de priorité pour effectuer les divers dépôts, qui prendrait son point de départ au jour de la

clôture de l'Exposition (1). C'était admettre implicitement, que pendant la période antérieure la protection existerait dans tous les pays, et M. Indelli insistait du reste sur la nécessité d'une telle mesure, en vue d'assurer une situation partout égale. Mais il lui fut répondu que l'article 11 posait un principe général dont il fallait abandonner l'application à chaque Etat, et son amendement fut rejeté. Par là ne semble-t-il pas établi, qu'il n'était point dans l'esprit des auteurs de la Convention, de généraliser à tous les Etats de l'Union l'obligation de protection provisoire ?

Il faut d'ailleurs reconnaître que dans la pratique, c'est la solution contraire qui a prévalu. Seules, la France et la Belgique ont consacré le système restrictif. Dans les autres pays unionistes qui ont légiféré sur la matière, l'interprétation la plus large a été adoptée.

Dès 1886, une addition à la loi anglaise déclarait qu'il serait licite à Sa Majesté, par ordonnance rendue en son conseil, de déclarer que les sections de la loi relatives à la propriété industrielle aux Expositions anglaises, seraient applicables à toutes celles « mention-

(1) Cet amendement était ainsi formulé : « Les auteurs des inventions brevetables, des dessins ou modèles industriels, ainsi que des marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, auront après une ratification faite au Bureau international, un délai de deux mois après la clôture de l'Exposition pour faire le dépôt des demandes de brevets, des dessins ou modèles, ou des marques, conformément à l'article 4... » — Voir : *Propriété industrielle*, 1885, page 83.

nées dans ladite ordonnance, de la même manière que s'il s'agissait d'une Exposition industrielle ou nationale certifiée comme telle par le Board of Trade. » En vertu de cette disposition législative, des ordonnances ont été rendues en conseil privé, notamment à propos des deux Expositions internationales de Paris, en 1889 et 1900 (1), et tout dernièrement encore, de celle de Saint-Louis (1904) (2).

En Suisse, les lois du 29 juin et du 21 décembre 1888 assurent une protection uniforme, quel que soit le lieu de l'Exposition. D'après l'article 33 de la première de ces lois, relative aux brevets, « lorsqu'une Exposition internationale aura lieu dans un pays qui aura conclu avec la Suisse une convention à cet égard, la protection temporaire accordée par le pays étranger aux produits brevetables figurant à ladite Exposition, sera étendue à la Suisse pendant une durée ne dépassant pas six mois, à partir du jour de l'admission du produit à l'Exposition, et aura les mêmes effets que ceux décrits au paragraphe précédent. » Ce paragraphe précédent vise les Expositions organisées en Suisse.

Au Danemark, d'après l'ordonnance du 28 septembre 1894, un décret royal peut étendre le bénéfice de la loi intérieure aux Expositions étrangères reconnues internationales par le gouvernement de l'Etat où elles ont lieu.

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1899, page 39.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1904, page 118.

En Espagne, l'article 2 du décret royal du 16 août 1888, rendu à l'occasion de l'Exposition de Barcelone, décide que « l'exhibition, la publication ou l'emploi non autorisé par l'inventeur, n'empêcheront pas de demander pendant le délai de six mois, le brevet d'invention, la propriété des marques, celle des dessins et modèles auxquels se rapporte l'article 1<sup>er</sup> du présent décret (qui vise les Expositions internationales organisées en Espagne), ni d'effectuer le dépôt nécessaire pour obtenir la protection définitive dans tous les pays qui constituent l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle. » On voit, par les termes de cet article, que la législation espagnole suppose que ceux qui prennent part à des Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues en Espagne, sont protégés dans tous les pays de l'Union.

Contraire ou non au texte de l'article 11 et aux intentions des délégués, cette compréhension large de la protection était incontestablement bienfaisante, et de plus, en conformité absolue avec l'esprit général de la Convention. A la Conférence de Rome, en 1886, à celle de Madrid, en 1890, on donna une définition de la protection temporaire qui impliquait son extension à toute l'Union; mais leurs résolutions restèrent en suspens. Enfin, la Conférence de Bruxelles décida que les Hautes parties contractantes accorderaient la protection aux inventions et marques qui figureraient aux Expositions internationales « organisées sur le terri-

toire de l'une d'elles. » C'était la consécration définitive des principes déjà admis par la majorité des législations. Mais afin d'en assurer le fonctionnement pratique, il faudrait, dans un règlement d'application, assurer la communication des demandes de protection temporaire d'une administration à l'autre, par l'intermédiaire du Bureau international.

**68.** — Pour ce qui est de la forme de la protection, liberté absolue est laissée par la Convention aux Etats contractants. Ceux-ci se sont partagés suivant deux systèmes.

**69.** — La France et la Belgique (1) ont adopté une protection complète produisant les mêmes effets qu'un brevet ou un dépôt régulier, non seulement mettant la propriété de l'exposant à l'abri de toute usurpation, mais donnant à celui-ci, dès la période provisoire, le droit de poursuivre le contrefacteur et d'opérer la saisie soit par description, soit réellement (2). Ce dernier résultat, il

(1) Pour la France, la loi du 23 mai 1868, et les lois particulières aux grandes Expositions, notamment les lois du 30 octobre 1888 et du 30 décembre 1899. — Pour la Belgique les arrêtés royaux du 31 juillet 1884 et du 25 septembre 1893, pris à l'occasion des Expositions d'Anvers; — ceux du 24 avril 1888 et du 20 avril 1896 à l'occasion des Expositions de Bruxelles.

Voir : *Propriété industrielle*, 1885, pages 6 et 15; 1888, page 57.

(2) La demande du certificat provisoire dans ces pays fera donc également, tout comme la demande de brevet ou le dépôt de la marque, courir le délai de priorité de l'article 4. Ce point pouvait présenter un certain intérêt avec le texte de 1883. Mais depuis la modification apportée par la Conférence de Bruxelles, il n'est plus d'aucune importance, la protection dans tous les pays de l'Union résultant désormais, incontestablement, de l'article 11 lui-même, sans qu'il soit nécessaire pour la généraliser de recourir aux dispositions de l'article 4.

est vrai, a été contesté ; on a fait remarquer que le but du législateur serait pleinement atteint par une garantie temporaire, même excluant le droit de poursuite, et que d'après certaines déclarations faites pendant la discussion de la loi de 1868, il ne semblait pas qu'on eût jamais songé à accorder davantage. D'où certains auteurs concluent que la saisie par simple description constitue le maximum de ce que l'on peut accorder à l'exposant (1). Mais pour regrettable que puisse paraître, au point de vue législatif, cette exagération, le texte de la loi n'en est pas moins formel, qui donne au titulaire du certificat provisoire tous les droits que lui conférerait le brevet ou le dépôt (2). Et s'il était nécessaire d'une confirmation, elle se trouverait pleine et entière dans les lois particulières promulguées à l'occasion des grandes Expositions, celle de 1881 pour une Exposition d'électricité, celles de 1888 et 1899 pour les Expositions universelles de 1889 et 1900, qui, toutes, réglementent la saisie des objets contrefaisant ceux admis à l'Exposition.

**70.** — Tous les autres pays qui ont légiféré sur la question accordent simplement un délai de priorité durant lequel le propriétaire du certificat provisoire est à l'abri des empiétements des tiers, mais sans être autorisé à exercer contre eux des poursuites. La loi suisse et la loi espagnole disent que les faits accomplis pendant la protection temporaire « n'empêcheront pas d'obtenir

(1) Voir : POUILLET. Brevets, n° 551.

(2) En ce sens : RENDU, *Vade-mecum des exposants*, page 64.

la protection définitive (1) », la loi anglaise, qu'ils « ne porteront pas préjudice au droit » de l'exposant (2), et la loi danoise qu'il « ne sera pas tenu compte » de ces faits (3).

**71.** — La durée de la protection temporaire varie de pays à pays. En Espagne, en Suisse, au Danemark et en Angleterre, elle est uniformément de six mois ; en France et en Belgique elle se prolonge jusqu'à la fin du troisième mois qui suit la clôture. De plus, son point de départ n'est pas partout le même ; tandis qu'en Angleterre il est fixé au jour de l'ouverture de l'Exposition, dans les autres pays il remonte à la date de l'admission du produit.

**72.** — Quelle que soit la durée de cette protection temporaire, dans tous les pays qui l'ont admise, elle s'ajoute à la durée de la protection définitive. Le Congrès de 1878 s'était cependant prononcé en sens contraire, en votant une résolution aux termes de laquelle la durée de protection des inventions, marques, modèles et dessins figurant aux Expositions internationales, devrait être déduite de la durée totale de la protection légale ordinaire et non lui être ajoutée. L'application d'une règle semblable se comprendrait encore dans les

(1) Pour la Suisse : articles 32 de la loi du 29 juin 1888, et 27 de la loi du 21 décembre 1888. Pour l'Espagne : décret royal du 16 août 1888, article 2.

(2) Article 39 de la loi anglaise de 1883.

(3) Loi danoise du 13 avril 1894, article 28.

pays qui accordent au certificat délivré aux exposants, une valeur égale à celle d'un brevet ou d'un dépôt définitif, mais elle ne saurait se justifier dans ceux où la protection consiste uniquement en un délai de priorité. Compter la période de protection temporaire dans la durée de la protection définitive, quand pendant cette période l'exposant n'est pas investi de l'action en contrefaçon, c'est faire dériver de sa participation à l'Exposition un désavantage et non une faveur, puisqu'on lui supprime ainsi quelques mois de monopole effectif. Il ne faut donc pas s'étonner que les lois récentes, en adoptant le principe du certificat d'antériorité pure et simple, n'aient pas compris la protection temporaire dans la durée de la protection définitive.

On peut ajouter que la demande de cette protection définitive se produisant, entraînera avec elle tous ses effets, non seulement principaux, mais aussi accessoires. Par conséquent, lorsqu'au cours du délai de priorité accordé en vertu de l'article 11, l'inventeur ou le propriétaire de la marque adressera une demande de brevet et effectuera un dépôt dans son pays d'origine, de ce jour naîtra en sa faveur un nouveau délai de priorité, celui de l'article 4, dont la durée s'ajoutera à la durée déjà courue du premier (1). D'où pour les in-

(1) Les Conférences de Rome et de Madrid eurent devoir régler expressément ce point. A Madrid on vota la disposition suivante : « Les délais de priorité mentionnés à l'article 4 de la Convention s'ajoutent à la protection temporaire prévue par l'article 11. »

dustriels et commerçants cet avantage, de pouvoir, pendant une période de temps très étendue, essayer sans risque dans tous les pays de l'Union, le succès de leurs produits, avant d'engager ailleurs que dans un seul la dépense d'un enregistrement de marque ou d'une prise de brevet.

Enfin la demande de protection définitive aura ici un effet particulier, celui de valider la protection provisoire. La Conférence de Rome et la Conférence de Madrid avaient proposé une addition en ce sens à l'article 11 (1). Elle était inutile, car la solution allait de soi, la protection provisoire n'ayant de raison d'être et ne se justifiant qu'autant qu'elle a pour but de préparer et de rendre possible la protection définitive.

**73.** — De ce système de protection temporaire qui prenant son principe dans l'article 11 de la Convention, ne trouve son application que par les législations particulières des Etats, résulte dans la situation de l'exposant un manque d'unité, dont les effets fâcheux se font ressentir, moins à raison des formes diverses de protection, que de l'inégalité dans les délais. Les inventeurs et les propriétaires de marques ne seront pas protégés en même temps dans tous les pays, et de là naîtra une complication toujours regrettable et de plus

(1) Elle était ainsi conçue : « La susdite protection temporaire n'aura d'effet que si pendant sa durée il est présenté une demande de brevet ou fait un dépôt, en vue d'assurer à l'objet auquel elle s'applique la protection définitive dans un des Etats contractants. »

quelque peu choquante au milieu d'un ensemble de dispositions destinées à simplifier.

Que se passera-t-il, par exemple, pour un industriel faisant admettre le 1<sup>er</sup> février un [de ses produits dans une Exposition suisse qui doit s'ouvrir le 1<sup>er</sup> mars pour se clôturer le 1<sup>er</sup> septembre? En Suisse et dans la plupart des Etats de l'Union, la protection lui sera assurée dès le 1<sup>er</sup> février, mais en Angleterre, la loi n'organisant la protection que pendant l'Exposition, il restera menacé par les usurpations jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Par contre, en Suisse et dans plusieurs autres Etats, la protection cessera le 1<sup>er</sup> août, en Angleterre le 1<sup>er</sup> septembre seulement, et en France et en Belgique, elle se prolongera jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. Il y aura donc dans ce cas particulier, précédant et suivant une période de protection générale, une première période pendant laquelle la protection sera assurée dans le pays de l'Exposition sans l'être dans tous les autres, et une dernière où n'existant déjà plus dans le pays de l'Exposition, dans d'autres cependant elle subsistera encore. Or, dans la pratique, il en sera toujours sensiblement de même.

**74.** — Les Conférences de Rome et de Madrid, qui de plus précisaient le caractère de la protection temporaire en la qualifiant de « délai de priorité », fixaient son point de départ au jour de l'admission et lui assignaient une durée minima de six mois (1). Si leurs dé-

(1) « La protection temporaire prévue à l'article 11 de la Convention, consiste dans un délai de priorité s'étendant au minimum jusqu'à six

cisions avaient été ratifiées, les divergences des législations particulières ne se seraient plus fait ressentir que dans la date d'expiration du délai et au-delà seulement d'une certaine période.

Dans son rapport au Congrès de Zurich, en 1899, M. Mesnil observait qu'il serait illogique et peu équitable d'imposer à un Etat autre que celui de l'Exposition et qui n'en profiterait pas directement, une obligation plus lourde que celle consentie par l'Etat où l'Exposition a lieu. En conséquence, il demandait que le délai commençât à courir dans toute l'Union en même temps que dans le pays de l'Exposition, et que fixé pour ce dernier pays par la loi nationale, il ne fût pour les autres que de six mois (1). Comme c'était là le délai minimum des pays ayant légiféré sur la matière, la protection temporaire n'aurait été nulle part plus longue que dans le

mois à partir de l'admission du produit à l'Exposition, et pendant lequel l'exhibition, l'application ou l'emploi non autorisé par l'ayant droit de l'invention, du dessin, du modèle ou de la marque ainsi protégés, ne pourront pas empêcher celui qui a obtenu ladite protection temporaire de faire valablement dans ledit délai, la demande de brevet ou le dépôt nécessaire pour s'assurer la protection dans tout le territoire de l'Union. Chaque Etat aura la faculté d'étendre ledit délai. »

(1) « Chacune des Hautes parties contractantes accordera, conformément à sa législation nationale, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins et modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique et de commerce, pour les produits figurant aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur son territoire. Protection temporaire sera également accordée en pareille matière, dans chaque pays d'après la loi nationale, pour les produits figurant dans les Expositions ouvertes dans les autres Etats signataires ; toutefois, dans ce dernier cas, le délai de protection sera de six mois et commencera à courir dans toute l'Union en même temps que dans le pays de l'Exposition. » *Annuaire assoc. intern.*, tome III, p. 71.

pays de l'Exposition. On adopta son opinion sur le point de départ du délai, mais on s'abstint d'en déterminer la durée (1).

Enfin, le Congrès réuni à Berlin en 1904 s'est déclaré partisan de l'unification complète. « Il est désirable, dit-il tout d'abord, que les principes d'après lesquels doit être réglementée la protection aux Expositions, soient fixés par la Convention d'Union elle-même. » Cette protection aura simplement pour effet de sauvegarder, durant un délai de six mois à dater de l'ouverture de l'Exposition, les droits de l'exposant à l'obtention légale de la protection définitive par un brevet ou un enregistrement. C'est le gouvernement sur le territoire duquel l'Exposition est ouverte qui devra décider si le régime protecteur s'applique aux objets exposés, et sa décision liera les autres pays de l'Union (2).

Mais ce ne sont là que des vœux.

**75.** — D'ailleurs, il ne faut point méconnaître qu'en ce qui concerne les marques, la protection temporaire n'a qu'une importance très réduite. Cela est si vrai que la France et l'Espagne sont peut-être les seuls pays qui leur fassent une place dans leur législation sur la

(1) « Chacun des Etats contractants accordera une protection temporaire d'au moins six mois pour les produits figurant aux Expositions organisées sur son territoire.

« Pour les produits figurant dans les Expositions ouvertes dans l'un des autres Etats de l'Union, le délai de protection sera également d'au moins six mois et commencera à courir en même temps que dans le pays de l'Exposition. » *Annuaire assoc. inter.*, tome III, page 121.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1904, page 105.

matière ; et ce n'étaient pas ceux qui y avaient le plus d'intérêt. Car cet intérêt n'existe véritablement que là où le dépôt a le caractère attributif. Là où il est simplement déclaratif, la protection découlera d'elle-même du fait que l'exposant aura été le premier à employer la marque, et la garantie provisoire aurait pour seule utilité de le dispenser, au cas où sa marque serait usurpée, de prouver l'antériorité de son usage.

## CHAPITRE VI

### DE LA PROTECTION DU NOM COMMERCIAL

76. Etat de la question antérieurement à la Convention de 1883.

77 et 78. L'article 8 de la Convention : protection du nom commercial : *a)* sans condition de dépôt ; *b)* quelle que soit la forme qu'il revête. — 79. Jurisprudence.

80. L'article 8 s'applique-t-il au nom commercial indépendamment de l'emploi qui en est fait, ou seulement au nom commercial apposé sur le produit ?

81. Que faut-il entendre par nom commercial ? — 82. De la raison de commerce : doit-elle être assimilée au nom commercial et protégée sans dépôt préalable ? — 83. Système de la firme.

**76.** — Tous les Etats protégeaient chez eux le nom commercial, soit que la protection lui fût accordée en lui-même indépendamment de toute formalité, soit qu'elle dépendît d'un enregistrement préalable, soit qu'en l'absence de dispositions spéciales les tribunaux par application des principes généraux, prononçassent des dommages-intérêts contre les usurpateurs (1). Mais,

(1) C'est ainsi qu'aux Pays-Bas, en Serbie, en Suède, en Russie, aucune loi ne visant spécialement le non commercial, les tribunaux reconnaissent toutefois aux commerçants le droit de demander réparation des dommages qui leur ont été causés par des concurrents ayant usurpé leur nom.

dans les rapports internationaux, si certains pays considérant le nom comme une propriété naturelle contre laquelle toute atteinte constitue un délit, n'établissaient aucune distinction défavorable aux étrangers (1), la plupart, à l'exemple de la France, n'accordaient la protection que sous la condition de réciprocité législative ou diplomatique (2). Dans l'application de ce principe étroit, la jurisprudence, il est vrai, se montrait exceptionnellement large ; c'est ainsi qu'elle n'hésitait pas à suppléer à l'absence ordinaire dans les traités de dispositions particulières au nom commercial (3), par l'extension de celles relatives aux marques de fabrique et de commerce.

Cette rigueur d'un côté, cette souplesse de l'autre, loin de se contredire, découlaient toutes deux de cette même idée que le nom commercial n'est qu'une variété de la marque. Voulant justifier le refus de protection opposé aux étrangers en dehors des conditions des articles 11 et 13 du Code civil, la Cour de Paris déclarait que « l'em-

(1) Il en est ainsi en Angleterre, aux Etats-Unis, dans la République Argentine, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas.

(2) En l'absence de textes, la jurisprudence fut d'abord fixée par un arrêt de la Cour de Cassation, rendu toutes chambres réunies, le 12 juillet 1848 (*Sirey* 1848, 1, 417), d'après lequel le nom commercial constituait un droit civil *stricto sensu*, auquel l'étranger ne pouvait prétendre que dans les termes des articles 11 et 13 du Code civil. L'article 9 de la loi du 26 novembre 1873 vint ratifier cette jurisprudence ; toutefois à côté de la réciprocité diplomatique, admit-elle la réciprocité législative.

(3) Au moment où la Convention est entrée en vigueur, on ne pouvait citer pour la France que le traité du 23 février 1882 avec la Suisse (depuis dénoncé), et celui du 28 février 1882 avec la Grande-Bretagne, comme contenant des dispositions spéciales au nom commercial.

ploi du nom commercial est moins une usurpation de nom proprement dit, qui lui est du droit commun, qu'une usurpation de marque, qui est elle du droit civil, *stricto sensu* (1) ». Et la Cour de Cassation, se plaçant au même point de vue, était amenée à dire « que les dispositions d'un traité conçu dans les termes les plus généraux ne protègent pas seulement la propriété des marques proprement dites, mais qu'elles étendent virtuellement leurs effets par une analogie nécessaire, à l'usurpation du nom d'un fabricant, le nom étant la première et la plus personnelle de toutes les marques » (2).

Si cette dernière conséquence trouve peut-être en pratique sa justification dans la correction partielle qu'elle apporte à la théorie même d'où elle découle, cette théorie, en tant qu'elle refuse de reconnaître les droits des étrangers, a été l'objet de critiques générales de la part de la doctrine. Les uns y ont vu une atteinte à la propriété du nom qui est « la plus certaine, la plus indiscutable, la plus légitime, la plus imprescriptible des propriétés » (3); d'autres l'ont condamnée comme encourageant la concurrence déloyale exercée contre

(1) Cour de Paris, 5 juin 1868. *Sirey*. 1868, 2, 137.

(2) Toutefois un arrêt de la Cour de Paris du 18 mai 1892, revenant sur cette jurisprudence, a décidé que les conventions franco-autrichiennes des 7 novembre 1881 et 18 février 1884 ne protégeant que les marques de fabrique et de commerce ainsi que les dessins et modèles industriels, ne pouvaient être étendues au nom commercial. Voir : *Annales*, 1894, page 267.

(3) FIORE. *Journal du droit inter. privé*, 1883, page 19.

les étrangers (1) ; d'autres comme facilitant la fraude à l'égard du consommateur national (2).

Traduisant ces protestations sous une forme pratique, M. Bozérian déposa au Sénat, le 26 mai 1879, un projet de loi sur les noms commerciaux et les récompenses industrielles, dont l'article premier proclamait que les droits résultant de la propriété du nom seraient les mêmes pour les étrangers et pour les Français. Ce projet ne fut pas adopté, mais ce qu'il proposait fut réalisé pour les ressortissants de l'Union, par l'article 8 de la Convention de 1883 (3).

**77.** — Inspiré des dispositions les plus libérales, cet article décide que le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union, sans aucune obligation de formalités (4). Bien entendu, le commerçant sera libre, s'il le juge à propos, d'en opérer le dépôt pour revendiquer ensuite sa protection en tant que marque ; mais cette simple considération que ce nom est celui sous lequel il fait son commerce, suffira à le garantir contre les usurpations. Il n'y a là rien que de parfaitement logique, et l'on comprendrait mal au contraire, des formalités qui tendraient à avertir les autres com-

(1) MESNIL, pages 162 à 165.

(2) POUILLET, Marques, n° 451.

(3) Article 8 de la Convention : « Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce. »

(4) Jugé ainsi : Cour de justice civile de Genève, 8 janvier 1890. Annuaire Didot-Bottin contre Kundig et fils. *Propriété industrielle*, 1898, page 40.

merçants qu'en s'emparant d'un nom qui ne leur appartient pas, ils empiètent sur la propriété d'autrui. S'ils prennent un nom qui n'est pas le leur, ils n'ont aucune excuse ; dans ce cas, à quoi bon le dépôt ? Si faisant le commerce sous leur propre nom, ce nom se trouve par hasard semblable à celui d'un concurrent, on ne saurait pour cela admettre qu'ils doivent en être dépossédés ; et l'on ne pourra exiger d'eux que les mesures nécessaires pour empêcher la confusion. Cette fois encore, que servirait-il d'un dépôt ? On le supprime donc sans inconvénient.

Ainsi se trouve atteint le but que précisait, à la Conférence de Paris, M. Bozérian : « Protéger le nom comme étant une propriété de droit commun. » Ce qui ne signifiait point que la nature ou l'étendue de la protection dont il jouissait d'après les législations diverses, dussent être modifiées ; seules étaient visées les conditions de cette protection, que l'on ramenait à la simple justification du droit à l'usage, faite par celui qui l'invoque indépendamment de toute mesure préalable de publicité officielle, et permise à tous, étrangers comme nationaux.

Pour atteindre ce but, M. Donzel prétendait que la disposition spéciale de l'article 8 était inutile, « le nom commercial étant protégé dans tous les pays en vertu du droit des gens et sans obligation de dépôt » (1).

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1892, page 75.

C'était incontestablement vouloir ignorer de parti pris la situation réelle faite aux étrangers, notamment en France, où elle s'affirmait d'une façon suffisamment claire pourtant dans le texte précis d'un article de loi et dans une jurisprudence vieille de cinquante ans. En présence de ce texte et de ces arrêts, la portée de l'article 8 est indéniable. C'est lui qui fonde véritablement le droit du commerçant à la protection internationale de son nom. Car il ne fait pas seulement bénéficier les sujets des Etats unionistes du traitement des nationaux (1) ; il contient une disposition impérative s'imposant même aux Etats dont la législation interne ne protégerait pas le nom commercial, et dans lesquels cette protection est désormais assurée à tous ceux qui peuvent se prévaloir de la Convention. Les avantages ainsi réalisés sont encore doublés du fait qu'ils ne sont subordonnés à aucune formalité, mais attachés comme une conséquence naturelle à l'usage commercial du nom.

**78.** — Allant plus loin encore, l'article 8 a voulu que la protection absolue dont il entourait le nom commercial ne pût être mise en échec par le fait de la forme particulière qu'il pourrait lui arriver de revêtir. Aussi a-t-il ajouté que le nom commercial serait protégé « qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce », ce qui signifie que ce nom, s'il prenait par suite d'un dépôt le caractère d'une marque et acquerrait le droit à la protection sous cette forme, ne

(1) Voir : *POUILLET et PLÉ*, n° 82.

perdrait pas pour cela son caractère de nom commercial, ni les garanties qui y sont attachées ; et comme conséquence que, si par la suite la marque dont il faisait partie venait à ne plus pouvoir invoquer la protection, notamment parce qu'elle serait tombée dans le domaine public, lui, le nom commercial, resterait protégé comme tel.

**79.** — Cette addition à l'article 8, demandée par les délégués français, visait spécialement la jurisprudence de la Cour de Cassation qui soutenait la théorie contraire, imitée sur ce point en Belgique par la Cour de Bruxelles.

La Cour de Cassation ayant à prononcer sur le cas d'une marque étrangère composée à la fois du nom de son titulaire et d'emblèmes, avait décidé par un arrêt du 13 janvier 1880 (1), qu'étant constaté que les emblèmes étaient tombés dans le domaine public, le nom qui faisait corps avec eux ne pouvait plus être l'objet d'une propriété exclusive. « Attendu, disait cet arrêt, qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 23 juin 1857, sont considérés comme marques de fabrique les noms sous une forme distinctive, que dès lors le nom accompagné d'emblèmes et de mentions auxquels il s'incorpore et avec lesquels il se confond, n'est plus, à la différence du nom isolé, que l'un des éléments constitutifs dont la marque se compose ; attendu que toute

(1) *Annales*, 1880, page 125. Dans le même sens : Cassation, Requêtes, 13 février 1879. *Annales*, 1880, page 113.

marque de fabrique, quand elle n'est pas déposée, est susceptible de tomber dans le domaine public, et que du moment où elle y est tombée, nul ne peut plus désormais en revendiquer la propriété exclusive... »

La Cour de Bruxelles de son côté avait admis les mêmes principes à l'occasion d'un procès intenté par des fabricants de Calabre, qui ayant déposé leur nom comme marque à Bruxelles, poursuivaient pour usurpation de nom en application de l'article 191 du Code pénal belge, la contrefaçon de leur étiquette en Belgique. La Cour déclara cet article inapplicable parce que ces fabricants italiens avaient déposé l'étiquette contenant leur nom comme marque de commerce, et que par suite l'on devait appliquer les règles de la contrefaçon des marques, et non pas celles de l'usurpation de nom (1).

Cette jurisprudence fut très combattue par certains auteurs, dont M. Pouillet, qui estimaient que le nom, bien qu'étant inscrit sous une forme distinctive, bien qu'étant un des éléments d'une marque, ne devait pas cesser d'être protégé en lui-même, de telle sorte qu'un commerçant ou un industriel ayant adopté une marque nominative, pourrait à son choix invoquer la protection de la loi de 1824 ou celle de la loi de 1857. Ce que voulait en effet cette dernière en disant que le nom sous une forme distinctive était susceptible de consti-

(1) Bruxelles, 11 février 1880. *Annales*, 1881, page 106.

tuer une marque, c'était donner à plusieurs personnes possédant le même nom et ayant un droit égal à l'employer, un moyen facile de distinguer leurs produits, mais non pas interdire sa protection à titre de nom.

Il semble cependant difficile de critiquer, au point de vue juridique, le système de la Cour de Cassation. Il repose sur ce fondement indestructible de l'indépendance des lois de 1824 et 1857, l'une à l'égard de l'autre. Les raisonnements que l'on a essayés contre lui, s'ils sont inspirés par le désir très légitime d'éviter les conséquences rigoureuses qui en découlent, ne sauraient porter atteinte à son principe. Quand l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1857 place le nom sous une forme distinctive dans l'énumération qu'il donne de tous les signes susceptibles de servir de marque, on ne peut prétendre sans invraisemblance qu'il ait voulu lui créer une situation exceptionnelle, et par des réserves dont on ne trouve aucune trace, limiter son assimilation aux autres types de marques. Sans doute il existe un danger réel dans le fait que le droit exclusif à un nom commercial pourrait être perdu par suite d'une faute commise dans le choix d'une marque, mais en l'état de la législation, cette solution s'imposait, et pour qu'une modification fût possible, un texte nouveau était nécessaire (1). C'est en s'appuyant sur ces considérations que M. le sénateur

(1) En ce sens : VIDAL-NAQUET n° 201; en sens contraire : MESNIL, pages 269 et 270.

Bozérian et M. de Maillard de Marafy firent voter l'article 8 de la Convention.

Le système tout différent qu'il consacre, ne fut pas admis du premier coup par les Cours et Tribunaux. Au mois de décembre 1901, la maison Picon avait fait saisir chez un certain Auric des bouteilles munies d'une étiquette reproduisant la sienne, c'est-à-dire portant dans la partie supérieure le nom « G. Picon » suivi de la signature mise en travers, puis plus bas la dénomination « Amer Picon » ; à la suite de quoi, s'appuyant sur l'article 8 de la Convention, elle avait intenté une action en contrefaçon de marque et usurpation de nom. Le tribunal correctionnel d'Orange, (6 février 1902) et la cour de Nîmes (17 avril 1902) refusèrent successivement de faire droit à la demande en ce qui concernait l'usurpation de nom. « Attendu, disait l'arrêt, que le nom commercial accompagné d'emblèmes et de mentions auxquels il s'incorpore et avec lesquels il se confond, n'est qu'un des éléments constitutifs dont la marque se compose ; que c'est donc à bon droit que le jugement incriminé a écarté le fait reproché à Auric par la partie civile, d'apposition sur des objets fabriqués du nom commercial d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ; que dès lors, en vendant comme il l'a fait un amer autre que celui fabriqué par la maison Picon dans une bouteille portant la marque de celle-ci, le prévenu n'a contrevenu qu'à l'article 7 de la loi du 23 juin 1857... » C'était refuser, sans d'ailleurs en

donner de motifs, d'appliquer le principe de l'article 8.

Mais sur le pourvoi de la maison Picon, la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, par un arrêt du 9 janvier 1903, annula cette décision. « Attendu, disait-elle notamment, que Picon et Cie ayant demandé par des conclusions formelles l'application à la cause de la Convention d'Union du 20 mars 1883, approuvée par la loi du 25 janvier 1884, qui déclare que le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce, la Cour d'appel n'a donné aucun motif pour repousser l'application du principe contenu dans ce texte... »

Enfin, la Cour de Montpellier, devant laquelle l'affaire fut renvoyée, acheva de fonder la jurisprudence nouvelle par un arrêt du 14 mars 1903 ainsi motivé : « Attendu que l'étiquette dont il s'agit porte dans la partie supérieure le nom « G. Picon » suivi de la signature mise en travers, puis la dénomination « Amer Picon » placée plus bas ; que les mots « G. Picon » constituent le nom commercial de la maison Picon et Cie, tandis que les mots « Amer Picon » constituent sa marque de fabrique ; que le nom est une propriété distincte de la marque et qu'il a été l'objet d'une protection spéciale dans les lois du 28 juillet 1824 et du 25 janvier 1884 portant application de la Convention du 20 mars 1883 ; que, de son côté, la marque est protégée par les dispositions de la loi du 23 juin 1857 ; que dans

l'espèce, étant donné la configuration de l'étiquette et la disposition des inscriptions qu'elle contient, il n'est pas exact de dire, ainsi que l'ont admis les premiers juges, que le nom est incorporé à la marque et se confond avec elle ; qu'il y a donc lieu de retenir à la charge d'Auric deux infractions distinctes, bien qu'elles procèdent du même fait (1)... »

De cette jurisprudence nouvelle, rigoureusement conforme aux principes de l'article 8, découlent plusieurs conséquences. En premier lieu, le nom ne saurait désormais tomber dans le domaine public en même temps que la marque dont il fait partie, puisqu'il reste indépendant de cette marque. C'est là l'effet principal de l'article 8, celui que recherchaient directement ses auteurs, celui qui, dans la pratique, se fera ressentir le plus nettement.

En outre, l'usage frauduleux d'une marque dans laquelle apparaît le nom commercial du fabricant ou du négociant sera susceptible d'entraîner une double peine, ou du moins si une seule est prononcée, ce sera non point par suite de l'unité de délit, mais parce qu'il y aura concours réel d'infraction et que l'article 365 du Code d'instruction criminelle s'appliquera (2).

Enfin, certaines imitations qui n'étaient susceptibles que d'une réparation civile pourront donner lieu à une

(1) Voir le texte complet de ces diverses décisions : *Propriété industrielle*, 1903, page 196.

(2) Sur l'application de cet article : LABORDE, Cours de droit criminel, n<sup>os</sup> 564 à 586.

répression pénale, si elles font apparaître le nom commercial du titulaire de la marque imitée. Il en sera ainsi lorsque le dépôt de cette marque n'aura pas encore été effectué, ou ne sera plus valable, ou bien encore quand l'imitation sera simplement illicite sans être frauduleuse, c'est-à-dire quand il y manquera l'intention criminelle ou la possibilité de confusion (1).

**80.** — L'article 8 de la Convention limiterait-il ses effets, comme la loi de 1824, au cas où le nom usurpé aura été l'objet d'une apposition sur les produits, ou bien sa protection s'exercera-t-elle d'une façon générale sur le nom commercial, indépendamment de l'emploi qui en sera fait ? Sous le régime de la loi de 1824, l'usage du nom d'autrui dans des prospectus, des annonces ou des réclames ne constituait pas un délit pénal, mais un simple acte de concurrence malhonnête ne donnant ouverture qu'à une action civile (2). En serait-il de même avec l'article 8 ?

La généralité des termes dans lesquels il est conçu ne semble pas autoriser à l'admettre, et l'on ne saurait pour les interpréter restrictivement, faire appel aux dispositions de la loi de 1824 ; car il est bien certain qu'entre elle et la Convention il n'y a nul lien de dépendance. Le but visé était d'assurer dans tous les pays de l'Union au nom commercial en lui-même la protection la plus large ; on méconnaissait ainsi certaines législations intérieures qui ne protégeaient ce nom qu'indirectement.

(1) POUILLET, Marques, nos 108, 109 et 181.

(2) POUILLET, Marques, n° 412.

tement, et l'on ne pourrait par suite sans abus recourir à aucune de ces législations pour préciser le sens de la Convention. D'ailleurs, que le nom usurpé figure sur le produit lui-même ou sur le prospectus vantant le produit, le but et le résultat de l'usurpation sont toujours le détournement frauduleux de la clientèle du concurrent. L'intérêt de la répression, la nécessité de la protection sont donc dans les deux cas identiques, et le texte de l'article 8 visant le nom commercial sans faire de distinction quant à son emploi, il n'y a pas lieu d'en introduire d'arbitraires.

**81.** — Mais que devra-t-on comprendre sous cette appellation de nom commercial? Ce sera d'abord, sans contestation possible, le nom même du commerçant, celui que lui ont transmis ses parents, dont il fait usage dans la vie ordinaire sous la protection de la loi civile, et qui par son emploi commercial acquerra le droit à une protection particulière.

Ce sera également le pseudonyme, appellation que l'usage, à la longue, a substituée au nom primitif, de sorte qu'on peut dire qu'il est le véritable nom et doit être protégé comme tel. Qu'importe, en effet, qu'il ne soit qu'un nom supposé, dès qu'il s'est incorporé à l'individu pour devenir le signe de sa personnalité, et que les objets sortant des mains de cet individu ne portent le cachet de leur origine réelle, qu'à la condition de se rattacher au pseudonyme. Comme l'a écrit M. Huard (1),

(1) Voir l'article de M. HUARD dans la *Propriété industrielle*, n° 165.

« il est incontestable que la culpabilité du contrefacteur est la même, soit qu'il usurpe un pseudonyme, soit qu'il s'empare d'un nom véritable. Dans les deux cas, il spéculé sur la considération qui s'attache au nom d'un industriel, et dépouille le propriétaire de ce nom du bénéfice de cette faveur publique qu'on ne conquiert presque jamais que par un travail consciencieux et opiniâtre ».

La raison sociale, qui n'est que le nom commercial d'une société, sera protégée au même titre.

**82.** — Mais que décider pour la raison de commerce ? Elle n'est plus le nom d'un commerçant, personne unique ou collectivité, elle est le nom d'un établissement. Le droit dont elle est susceptible n'est pas de même nature que celui qui s'exerce sur le nom commercial proprement dit. Elle peut ne pas contenir le nom du propriétaire actuel, elle peut contenir par contre celui de ses prédécesseurs. On ne saurait donc prétendre que le droit à en faire usage soit un droit naturel ; par suite est-il possible de la protéger sans dépôt préalable ?

Dans l'état actuel de la législation internationale, représentée par la Convention de 1883 qui ne vise pas la raison de commerce, étant donné d'une part qu'il est de l'intérêt de tous d'étendre le plus possible la portée de ses dispositions, afin d'assurer largement la protection, étant donné d'autre part que plusieurs législations intérieures n'ont pas organisé l'enregistrement de la

raison commerciale, que certaines même, notamment en France, ont expressément reconnu sa protection sans dépôt préalable (1), on peut, au moins comme solution provisoire, admettre encore ici l'application de l'article 8.

Mais la question reste posée du bien-fondé et de l'opportunité d'une telle protection. Elle a d'ailleurs été longuement discutée au Congrès international de la propriété industrielle, en 1900, qui s'est déclaré favorable à la distinction entre le nom commercial et la raison commerciale et à l'enregistrement de cette dernière organisé sur le modèle du système allemand de la « firme » (2).

**83.** — La firme, d'après l'article 17 du Code de commerce allemand de 1896, n'est autre chose que « le nom sous lequel un négociant gère ses affaires et donne sa signature », et d'après ce même Code, elle est soumise à une inscription sur un Registre du Commerce articles 29 et 8 à 16); enfin elle doit se distinguer net-

(1) Article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1824.

(2) La résolution votée était ainsi conçue : « La raison de commerce, ou firme, doit être considérée comme étant le nom d'un établissement : elle doit pouvoir être transmise indéfiniment aux successeurs de celui ou de ceux qui l'ont créée, non seulement pour désigner le fonds, mais encore pour servir à ses propriétaires ou gérants de signature commerciale. L'établissement d'une firme et tous changements qui surviennent dans la propriété ou la gérance du fonds doivent être constatés, pour devenir opposables aux tiers, sur un registre officiel dit registre du commerce. L'autorité chargée de l'enregistrement des firmes doit refuser l'enregistrement d'une firme qui ne se distingue pas suffisamment d'une firme déjà enregistrée. »

*Annuaire assoc. inter.*, tome IV, page 491.

tement des firmes déjà enregistrées dans un certain ressort (articles 29 et 30).

Originellement, elle doit se composer, si le négociant exploite son fonds sans associé ou avec un simple commanditaire, du nom de famille du négociant accompagné d'au moins un prénom écrit intégralement. (Article 18). La firme d'une société en nom collectif contiendra le nom d'un des associés au moins, avec une mention indiquant l'existence d'une société, ou les noms de tous les associés. La firme d'une société en commandite contiendra au moins le nom d'un associé personnellement responsable, avec mention de l'existence d'une société; d'autres noms que ceux des associés responsables ne peuvent, en principe, figurer dans la firme.

Mais une fois déposée, à condition que le titulaire antérieur ou ses héritiers y consentent, et que les changements qui surviennent dans la propriété ou la gérance de l'établissement commercial qu'elle désigne soient inscrits sur le Registre, la firme reste la même en quelques mains que passe ultérieurement cet établissement, et sert de signature à ses gérants (articles 22 à 24) (1).

L'avantage de ce système est incontestable pour les

(1) La même idée se retrouve dans d'autres législations, notamment en Danemark, Portugal, Russie, Suède, Suisse, mais avec des variantes et des atténuations qui en réduisent notablement l'utilité pratique; dans plusieurs de ces pays malgré l'inscription au Registre, et la publicité de ce Registre, le successeur est obligé de faire apparaître son propre nom à côté de la raison de commerce.

industriels ou les commerçants, puisqu'il leur permet, en se succédant les uns aux autres, de se présenter au public sous la même apparence, et par suite de retenir plus facilement la clientèle. Ils l'ont si bien compris, que dans certains pays comme la France où rien de semblable n'a été institué, il arrive parfois qu'avec le consentement du fondateur d'une maison, ses successeurs emploient son nom comme signature commerciale. Mais d'une façon générale, la loi n'ayant pas jusqu'ici reconnu et réglementé cet usage, les commerçants, malgré l'intérêt qu'ils y auraient, ne croient pas pouvoir y recourir.

Quant au public, aucune tromperie ne résulterait à son préjudice d'une telle organisation; puisqu'il lui serait toujours loisible, en recourant au Registre du Commerce, de vérifier, s'il le jugeait utile, quelle est la personnalité réelle que recouvre la firme. Il retirerait même de la perpétuité du nom des établissements cet avantage, de savoir toujours où trouver les produits dont il a l'habitude et qu'il préfère, alors que des changements risqueraient d'égarer ses recherches.

On a, il est vrai, au Congrès de 1900, soulevé cette objection : si la propriété des firmes avait existé depuis le <sup>xvii</sup>e siècle, par exemple, comment aujourd'hui pourrait-on distinguer commercialement les objets fabriqués et vendus par les successeurs des Boulle ou des Riesener

de ceux créés par les fondateurs mêmes de ces maisons ? L'exemple choisi fait apparaître déjà la portée restreinte de la difficulté. Elle ne se rencontrera que très rarement en pratique, puisqu'elle sera la conséquence de ce fait que la personnalité du chef de l'établissement influera sur la valeur du produit, alors que cette valeur ne dépend d'ordinaire que des matériaux ou des procédés employés. De plus, elle portera avec elle son remède, car la nature même des objets à l'occasion desquels elle pourrait naître, suffira à éveiller l'attention de l'acquéreur pour lui faire éviter les confusions. Dans des cas semblables, la question d'authenticité est avant tout une question de coup d'œil et de sens artistique ; une distinction de caractère commercial par l'apposition d'un signe particulier est inutile.

La critique très spéciale émise ne saurait donc faire rejeter le système de la firme. Il semble, bien au contraire, qu'il y ait un intérêt réel à ce que sa pratique se généralise sous le couvert des lois, et même au point de vue du commerce international, il ne peut être qu'avantageux pour tous, que la raison de commerce des maisons de quelque importance reste invariable et se transmette telle quelle aux titulaires successifs du fonds, comme les enseignes, les marques et autres signes quelconques qui caractérisent celui ci (2).

(1) Voir la discussion du rapport de MM. MACK et GARBE au Congrès de Paris. *Annuaire assoc. inter.*, tome IV, pages 366 à 371.

(2) Voir sur toute cette question de la firme le rapport de MM. MACK et

D'ailleurs des mesures en ce sens ne porteraient en rien atteinte aux règles existantes qui protègent, en matière commerciale comme au point de vue du droit civil, le nom individuel. Le nom d'un commerçant, la raison sociale d'une société commerciale, doivent continuer d'être protégés sans obligation de dépôt « comme propriété de droit commun (1) ». La nouvelle réglementation ne devrait s'appliquer d'une façon nécessaire qu'aux raisons de commerce destinées à être transmises aux successeurs de ceux qui, les premiers, en auraient fait emploi. Il ne saurait donc être question de supprimer l'article 8 de la Convention avec les avantages incontestables qu'il comporte, mais seulement, faisant la distinction entre le nom commercial et la raison commerciale, d'instituer à côté de la protection sans dépôt réservée à l'un, pour l'autre, l'enregistrement obligatoire.

GARBE au Congrès de Paris. *Annuaire assoc. inter.*, tome IV, pages 201 à 209.

(1) C'était là l'opinion de MM. MACK et GARBE très nettement résumée par eux dans les conclusions de leur rapport, en ces termes : « Le nom commercial qui ne comprendra que les noms des propriétaires d'un fonds devra être protégé sans obligation d'enregistrement. »

## CHAPITRE VII

### SANCTION A LA PROTECTION DES MARQUES ET DU NOM COMMERCIAL. LA SAISIE A L'IMPORTATION.

84. Avantages de cette mesure : sûreté et rapidité de la répression.

85. Dans quel pays la saisie peut-elle être exercée ? — 86. A la requête de qui ? — 87. Sur quoi peut-elle porter ? — 88. A quel moment peut-elle avoir lieu ? — 89. Comment peut-elle être remplacée ?

90. L'article 9 ne fait pas échec pour les nationaux d'un pays de l'Union aux dispositions plus protectrices de la loi intérieure de ce pays.

91. Tout unioniste peut, dans chaque pays de l'Union, invoquer à son profit ces mêmes dispositions

**84. —** L'ensemble des mesures protectrices édictées par la Convention en faveur des marques et du nom commercial se trouve utilement complété par l'article 9, qui vise la saisie à l'importation des produits illicitement revêtus de l'un de ces deux signes (1). L'emploi

(1) Article 9 de la Convention : « Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

« La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat. »

d'une telle procédure permettra de réprimer la contrefaçon d'une manière plus rapide et plus sûre, en frappant les objets frauduleusement marqués dès leur première apparition, avant qu'ils aient eu le temps de se répandre chez les négociants destinataires, où, plus aisément dissimulés, ils seraient plus difficiles à atteindre.

**85.** — Mais sa portée d'application se trouve limitée à deux points de vue : l'article 9 n'organise pas lui-même cette saisie, il n'en prescrit pas davantage l'organisation dans les divers pays de l'Union ; seuls seront astreints à la mettre en vigueur ceux dont la législation interne la prévoyait déjà, en lui conservant du reste les formes particulières qu'elle revêtait chez eux. En outre, la procédure de saisie ne pourra être suivie que dans les pays où la marque est légalement protégée, c'est-à-dire dans ceux où elle a fait l'objet d'un dépôt régulier (1). Ce point a été précisé sur la demande des délégués de Suisse et d'Italie, qui faisaient très justement observer que dans ces pays seulement une telle mesure était légitime. Comment, en effet, prétendrait-on à la protection d'un droit là où ce droit n'a aucun fondement ?

**86.** — La saisie sera opérée à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée. Le minis-

(1) Quand les produits importés porteront, au lieu d'une marque contrefaite ou concurremment à cette marque, un nom commercial usurpé, la saisie pourra avoir lieu dans tous les pays de l'Union sans distinction, puisque dans tous, le nom commercial est uniformément protégé sans obligation de dépôt.

tère public est compétent pour poursuivre la contrefaçon ; de cette compétence découle naturellement l'aptitude à requérir la saisie. Quant à la partie intéressée, elle comprendra ici uniquement le commerçant propriétaire de la marque imitée ou titulaire du nom usurpé. C'est lui seul que l'on a voulu protéger à l'exclusion du consommateur ; le fait que la saisie n'est possible que là où un droit a été établi par un dépôt, le prouve avec évidence. D'ailleurs l'intervention du consommateur ne saurait se comprendre ici. Car si la simple introduction de produits faussement marqués contient déjà à l'encontre du propriétaire de la marque authentique un dommage au moins virtuel, et dans tous les cas une atteinte à son droit exclusif, qui suffisent à justifier son action, le consommateur, lui, ne peut invoquer un préjudice que du jour où, la marchandise étant entre ses mains, il y a eu tromperie réalisée à son égard.

**87.** — Sur quoi pourra porter la saisie ? L'article 9 emploie le terme de « produit », qui ne semble pas admettre d'extension. Il faudra donc décider que les réclames, prospectus et annonces de toutes sortes, quoique se prévalant de marques ou de noms usurpés, circuleront librement dans tous les pays de l'Union. La jurisprudence, à l'occasion, a sanctionné cette manière de voir (1).

(1) Tribunal fédéral suisse, 20 mai 1893, Ricqlès contre Bonnet, *Recueil officiel*, tome XIX, page 252.

Mais, en présence d'échantillons, devra-t-on admettre la même solution ? On pourrait être tenté de répondre négativement en disant que non seulement l'échantillon est un produit, mais qu'il est même le produit type, et que par suite il entre parfaitement dans l'hypothèse visée par l'article 9. Le raisonnement serait toutefois plus spécieux que véritablement juste. Ce que l'article 9 a incontestablement voulu entendre par produit, c'est le résultat de la fabrication dans sa forme utilisable, ce que plus exactement peut-être on appellerait marchandise. Or, dans un très grand nombre de cas, l'échantillon pris en lui-même ne présente pas ce caractère ; ce n'est qu'un fragment ou une quantité très faible du produit dont on ne saurait tirer un usage pratique. De plus, au point de vue de sa nature juridique, il diffère totalement de la marchandise, et se rapproche fort au contraire de la réclame ou du prospectus. Ce qui caractérise la marchandise, c'est d'être un objet de transaction. Or, le rôle de l'échantillon se borne à provoquer ou faciliter les transactions en faisant connaître le produit ; il est un instrument, mais non un objet de transaction. Il ne pourra donc être saisi.

Il est une hypothèse spéciale où le produit lui-même sera, semble-t-il, à l'abri : quand il sera adressé non à un négociant, mais à un particulier qui s'en sera rendu acquéreur. La contrefaçon ne peut en effet exister qu'accessoirement à un acte de concurrence ; or, le fait

d'expédier à son acheteur un produit ayant fait l'objet d'une vente ne constitue pas un acte de cette nature, puisque ce produit ne vient pas se mettre en ligne avec d'autres pour essayer de les supplanter, mais que sur lui repose déjà le droit de propriété du destinataire. Il ne saurait donc être l'occasion d'aucune mesure répressive.

**88.** — La saisie aura lieu à l'importation. L'avant-projet présenté à la Conférence par M. Jagerschmidt prévoyait en outre la saisie en transit et à l'entrepôt (1). Mais des protestations violentes se firent entendre au sein de la Conférence (2). On s'insurgeait contre les pouvoirs exorbitants accordés à l'autorité douanière, à qui il allait être permis d'agir de sa propre autorité en s'érigeant en juge véritable. De plus, contre la saisie en transit spécialement, s'élevaient les représentants de certains pays où les marchandises ne font que passer, et notamment le représentant de la Suisse, qui déclara

(1) Le texte de l'avant-projet, qui s'inspirait de très près de l'article 19 de la loi du 23 juin 1857, était ainsi conçu : « Tout produit portant illicitement soit la marque d'un commerçant établi dans l'un des pays de l'Union, soit une indication de provenance dudit pays, sera prohibé à l'entrée dans tous les autres Etats contractants, exclu du transit et de l'entrepôt, et pourra être l'objet d'une saisie, suivie, s'il y a lieu, d'une action en justice. »

La Commission modifia ce texte de la façon suivante : « Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce pourra être saisi en douane ou en entrepôt dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels la marque a droit à la protection légale, à la requête soit du ministère public, soit de la partie lésée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat. »

(2) Elles émanaient surtout des représentants des Pays-Bas, de la Russie, de l'Italie, de la Turquie, de la Suisse, du Vénézuéla.

que son gouvernement repousserait toute disposition ayant pour but d'entraver la libre circulation des marchandises traversant le territoire. Le texte revu par la Commission ne parla plus que de saisie « en douane ou en entrepôt à l'entrée. » Après une nouvelle discussion, on supprima les mots « en douane ou en entrepôt », et en outre, afin qu'il ne pût y avoir aucun doute sur les intentions de la Conférence, on remplaça l'expression « à l'entrée » par celle considérée comme plus restrictive de « à l'importation », espérant qu'elle serait de nature à réprimer toute velléité d'interprétation extensive.

Après ces discussions et ces modifications, il ne semble pas qu'il y eût grand intérêt à la précision nouvelle apportée par la Conférence de Bruxelles, quand elle déclara que « les autorités ne seraient pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit ».

**89.** — De portée plus pratique est une autre addition de cette même Conférence, disposant que « dans les Etats dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation (1) ». On visait par là les Etats-Unis, dont la législation n'autorise pas la saisie de produits portant des marques contrefaites, mais permet de

(1) Les deux dispositions nouvelles introduites dans l'article 9 par la Conférence de Bruxelles, sont empruntées aux articles 1 et 2 de l'arrangement du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance.

prohiber l'importation desdits produits sur la demande de la partie intéressée. Grâce à la modification indiquée, l'article 9 sera donc applicable désormais dans ce pays.

**90.** — Cet article, dans sa forme définitive, offre une protection inférieure à celle de l'article 19 de la loi française de 1857, au double point de vue des conditions dans lesquelles la saisie peut être opérée et des personnes qui peuvent la requérir. D'après l'article 19 étaient en effet autorisées la prohibition à l'entrée, l'exclusion du transit et de l'entrepôt, et la saisie « en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public, ou de la partie intéressée. » Faut-il admettre que depuis la Convention de 1883, dans les relations avec les puissances contractantes, les dispositions de la loi française ne doivent plus recevoir leur entière application ?

Nullement. L'article 9 n'a pas pour but d'indiquer comment dans chaque Etat les nationaux pourront faire réprimer les usurpations. Il veut seulement prévoir comment les nationaux d'un des Etats de l'Union pourront, dans un autre de ces Etats, faire saisir des produits qui y seraient importés revêtus de leur marque ou de leur nom. La première rédaction de l'article 9 ne laissait aucun doute à ce sujet : elle visait la situation à faire « dans *tous les autres* Etats contractants » aux produits « d'un commerçant établi dans l'un des pays de l'Union ». Si elle a été modifiée dans la confusion

des discussions auxquelles l'article donna lieu, cela tient à un pur hasard et non à une intention arrêtée, dont on ne trouve nulle part la trace. La pensée qu'elle exprimait est bien restée celle des négociateurs : ils ont voulu donner aux sujets de chaque Etat un moyen de défense contre l'importation dans un autre Etat contractant, et non indiquer comment chaque pays se protégerait chez lui. Si l'intention des auteurs de la Convention pouvait être douteuse sur ce point, il faudrait admettre encore la même solution, en se rappelant le programme de la Conférence : établir un minimum d'unification, et laisser librement appliquer dans chaque pays les dispositions plus sévères de la loi intérieure.

La jurisprudence a eu l'occasion de sanctionner cette manière de voir. Au cours d'un procès en contrefaçon de marque intenté en Italie, on avait saisi des bouteilles et des capsules ayant servi à la contrefaçon. Le défendeur crut pouvoir invoquer l'article 9 de la Convention de 1883 et prétendre que la saisie ne pouvait être effectuée qu'au moment où le produit était importé dans le pays. La Cour de Messine rejeta cette exception, et la Cour de Cassation rejeta le pourvoi du défendeur en faisant observer que l'article 9 de la Convention est facultatif, non obligatoire, et qu'il n'exclut pas l'application de la législation intérieure (1).

(1) Cour de Messine, 6 février 1895. Cour de Cassation, 27 mars 1895. *Propriété industrielle*, 1896, page 140.

91. — Il y a plus, et ce ne sont pas seulement les Français qui pourront invoquer en France le bénéfice de la loi française, mais en vertu de l'article 2 tous les ressortissants de l'Union. On a, il est vrai, contesté ce résultat en disant que l'article 19 de la loi de 1857 est conçu dans des termes tels, qu'il ne doit s'appliquer qu'à la protection d'intérêts français (1). Mais quelle est alors la portée de l'assimilation, si elle ne signifie pas précisément l'unification des intérêts étrangers et nationaux, et l'application aux uns et aux autres d'un traitement identique ? C'est là une règle générale à laquelle ne fait échec aucune des dispositions particulières de la Convention, qui les domine toutes au contraire, chacune ne constituant qu'un minimum de garantie que les législations intérieures peuvent dépasser non seulement au profit de leurs ressortissants directs, mais de tous les ressortissants de l'Union.

On s'est d'ailleurs formellement expliqué à la Conférence, sur la portée de l'article 9. Dans une des dernières séances, le président, M. Bozérian, disait : « On a distrait de l'article 9 ce qui concernait la saisie des marques apposées sur les marchandises en transit, mais il a été bien entendu que si un Etat voulait autoriser cette saisie, il serait libre de le faire, et que la disposition de la loi française qui l'autorise restera en vigueur. » De quel droit prétendrait-on que le sens de

(1) En ce sens MESNIL, p. 280; en sens contraire VIDAL-NAQUET, n° 204; PELLETTIER et VIDAL-NAQUET, n° 202; POUILLET et PLÉ, nos 86 et suivants.

cette déclaration très générale doit être limitée à la situation des nationaux seuls? Quand cela serait, on ne pourrait y voir qu'une opinion incapable de prévaloir contre le texte précis de l'article 2, et s'il convient de l'invoquer, c'est seulement pour bien faire ressortir que jamais les tendances de la Conférence ne se sont égarées en dehors des principes qu'elle avait dès l'abord formulés.

Il sera donc loisible à tous les unionistes ayant déposé leur marque en France, d'y réclamer la saisie des objets indûment revêtus de cette marque, qu'ils soient importés, admis à l'entrepôt, ou qu'ils ne fassent que passer en transit. Ils y seront également recevables à demander la confiscation des marchandises saisies, bien que ce point n'ait pas été expressément visé par l'article 9. Et dans tous les pays contractants, ils pourront invoquer les dispositions des lois intérieures relatives à la matière, qui assureraient une protection plus complète que celle de la Convention.

Si, adoptant la solution contraire, on voulait voir dans l'article 9 l'extrême limite des garanties accordées aux ressortissants de l'Union, on aboutirait non seulement à méconnaître le principe de leur assimilation aux nationaux, mais qui plus est, à leur créer dans certains pays une situation inférieure à celle des étrangers non ressortissants. Il en serait ainsi notamment en Italie, où la loi intérieure autorise tout commerçant ou industriel,

sans distinction de nationalité, à s'opposer à l'importation de sa marque imitée ou de son nom usurpé, et en outre à poursuivre les revendeurs italiens par une action civile tendant à leur interdire l'usage ultérieur du nom et de la marque, ou même, si les revendeurs étaient de mauvaise foi, par une action pénale entraînant une condamnation à l'amende.

## CHAPITRE VIII

### DE LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE

92. Double système de l'article 10 de la Convention et du premier arrangement de Madrid. — 93. Répression de la fausse indication de provenance consistant en un nom de localité joint à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. — 94. Répression de la fausse indication de provenance en elle-même. — 95. Même portant sur toute une région. — 96. Qu'elle se présente sous forme directe ou indirecte.

97. Droit accordé au vendeur de faire connaître son nom ou son adresse sur des produits venus de l'étranger. — 98. Conditions d'exercice de ce droit. — 99. Nouveauté de la disposition. — 100. Cas où il y a homonymie entre une localité nationale et une localité étrangère.

101. Des appellations génériques : liberté d'appréciation laissée aux tribunaux de chaque pays. — 102. Réserve relative aux appellations régionales de provenance des produits vinicoles — 103. Ne conviendrait-il pas de l'étendre à celles de tous les produits agricoles ? — 104. Sens des mots « produits vinicoles ».

105. Droit d'action : ministère public et partie intéressée. — 106. Que faut-il entendre par partie intéressée ?

107. De la saisie : comment est-elle organisée par l'article 10 et le premier arrangement de Madrid ; saisie à l'importation et saisie à l'intérieur. — 108. Des actions et moyens susceptibles de remplacer ces modes de saisie. — 109. Caractère facultatif de la saisie en transit.

110. Le premier arrangement de Madrid, comme l'article 10 de la Convention ne constitue qu'un minimum de garantie. — 111. Jurisprudence favorable. — 112. Contestations dans la doctrine, notamment en ce qui concerne la saisie en transit. — 113. Utilité générale de la répression.

**92.**— La législation internationale contient deux ordres de dispositions relatives à la répression des fausses indications de provenance : l'article 10 de la Convention et le premier arrangement de Madrid. Leur but est identique : protéger l'industrie nationale ou certaines industries locales contre la concurrence malhonête qui s'exerce par l'apposition sur les produits de noms géographiques propres à tromper sur leur origine, et garantir la clientèle contre les erreurs résultant pour elle de semblables manœuvres. Mais les tendances qu'elles manifestent dans leur détail sont essentiellement distinctes. Tandis que les unes ne visent la fausse indication de provenance que jointe à un nom commercial fictif ou frauduleusement emprunté, les autres la répriment indistinctement dans tous les cas, et même si elle se présente sous forme indirecte (1). Entre elles la différence n'est donc pas seulement dans l'étendue de la répression, mais dans la définition du fait prohibé, dans le principe même qui leur sert de base.

(1) Article 10 de la Convention : « Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse... »

Article 1<sup>er</sup> du premier arrangement de Madrid : « Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine sera saisi à l'importation dans chacun desdits Etats... »

**93.** — L'avant-projet présenté à la Conférence de Paris, s'inspirant des dispositions de la loi de 1857 (1), était déjà conçu dans le même esprit que l'arrangement et visait « tout produit portant illicitement l'indication de provenance d'un des pays de l'Union ». Mais cette rédaction souleva immédiatement les critiques. Il existe une foule de marchandises uniquement connues dans le commerce sous une désignation formée pour partie d'un nom géographique (eau de Cologne, gants de Suède, cuir de Russie, savon de Marseille, velours d'Utrecht, etc.), sans qu'entre ce nom et leur origine, on prétende établir la moindre relation. Le public lui-même sait à quoi s'en tenir, et, sous ces appellations devenues par l'usage purement génériques, il ne cherche rien de plus que certaines qualités indépendantes de toute idée de provenance. Il n'y a donc ni fraude dans l'intention de ceux qui emploient ces appellations, ni tromperie à l'égard de ceux à qui elles s'adressent ; leur prohibition serait inutile et même fâcheuse, puisqu'elle viendrait troubler les habitudes dès longtemps acquises de toute une catégorie de vendeurs et d'acheteurs. A vouloir réprimer efficacement et légitimement les fausses indications de provenance, il fallait laisser en dehors de la répression tout ce qui, sous une telle apparence, n'était que la désignation nécessaire du produit.

(1) L'article 19 de la loi du 23 juin 1857 visait « tous produits étrangers portant... l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française. »

Mais la distinction était pratiquement difficile. Un nom géographique étant appliqué à une marchandise, comment reconnaître la portée exacte de cette application ? Ce sont là questions d'usages commerciaux, d'habitudes de langage, variables de pays à pays, qui ne comportent que des solutions particulières et pour lesquelles il ne semble pas possible de donner par avance une règle sûre d'appréciation. L'entente ne put donc s'établir sur ce point, et l'on dut borner les effets de la Convention au cas spécial où la fausse indication de provenance s'accompagne d'un nom commercial fictif ou frauduleusement emprunté. Une telle adjonction, visant à obtenir toutes les apparences d'une marque d'origine, suffit à prouver l'intention de tromperie et peut suffire à la réaliser. La répression se légitime ici pleinement et, dans la pratique, elle sera sans difficulté, puisqu'il s'agit d'une fraude nettement définie et caractérisée.

L'article 10 précise très exactement les deux éléments qui, réunis, la constitueront : 1<sup>o</sup> le nom d'une localité déterminée ; sur ce point encore, le texte définitif se montre plus restrictif que l'avant-projet, qui parlait d'une façon générale d'indication de provenance et, par là, englobait avec les noms de localités ceux de régions et même de pays (1) ; 2<sup>o</sup> un nom com-

(1) On peut noter que la jurisprudence s'est parfois montrée très large dans l'interprétation du terme de localité, qui d'ailleurs, d'après LITTRÉ, peut être appliqué non seulement à une ville mais à une région. La Cour

mercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse, c'est-à-dire soit le nom d'un fabricant imaginaire, soit celui d'un fabricant réel, mais étranger à la production des objets munis de son nom. Quant à l'intention frauduleuse, elle apparaîtra d'une façon plus ou moins évidente, suivant que les deux noms, nom de localité et nom commercial, auront été plus ou moins adroitement choisis en vue de former un ensemble harmonieux propre à attirer la confiance, mais elle résultera suffisamment, semble-t-il, et jusqu'à preuve contraire, de la simple rencontre de ces deux noms sur un produit qui ne peut légitimement se prévaloir ni de l'un ni de l'autre.

Aussi comprend-on peu l'article additionnel voté par la Conférence de Rome et dont la ratification aurait eu pour résultat de faire présumer l'absence d'intention frauduleuse, au cas où le nom apposé l'aurait été avec le consentement du fabricant titulaire de ce nom (1). Ce

de Bordeaux a décidé, contrairement aux prétentions du conseil municipal de Cognac, que le nom de Cognac peut être employé non seulement par les producteurs établis à Cognac, mais encore par les producteurs d'eaux-de-vie fabriquées dans la région qui s'étend de Cognac à Bordeaux inclusivement. (Cour de Bordeaux 14 août 1886, et, rejetant le pourvoi, Cassation 2 juillet 1888. *Propriété industrielle*, 1889 page 129.)

Dans certains pays cette extension était l'objet d'une mesure réglementaire générale. C'est ainsi qu'en Suisse un message du Conseil fédéral du 9 novembre 1885 s'exprimait en ces termes : « Il va sans dire que l'emploi d'un nom de localité ne peut être strictement lié aux frontières de la commune ; les fabricants des environs peuvent aussi, selon les conditions locales existantes, se servir de ce nom. En cas de doute le juge décide. »

(1) Cet article était ainsi conçu : « Il n'y a pas intention frauduleuse dans le cas prévu par le paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention, lorsqu'il sera prouvé que c'est du consentement du fabricant dont le nom

n'est pas ce fabricant seul qui mérite ici d'être protégé, mais autant que lui la clientèle. Or, quelle garantie représenterait pour elle l'adhésion du propriétaire d'un nom à son emploi par un tiers ? Dira-t-on qu'il est de l'intérêt du fabricant de ne pas laisser apposer son nom sur des produits de qualité inférieure, le blâme devant en retomber directement sur lui ? Il n'en court pas moins un grand risque et le consommateur le court avec lui. Dira-t-on alors qu'on ne saurait usurper un nom qui vous appartient, et que chacun est libre de prendre sous sa responsabilité tels produits qu'il lui convient ? C'était là l'ancienne jurisprudence de la Cour de Cassation qui admettait le droit pour un fabricant de faire fabriquer ses produits où bon lui semblait, même à l'étranger, pour les importer ensuite en France revêtus de son nom. Mais depuis longtemps cette jurisprudence s'est modifiée, et la Cour de Cassation décide maintenant qu'un fabricant, en mettant son nom et son adresse sur des produits qu'il n'a pas fabriqués et qu'il tire de l'étranger, manque à la vérité et viole la loi.

Cette manière de voir est incontestablement plus équitable et c'est celle que s'efforcèrent vainement de faire

se trouve apposé sur les produits importés, que cette apposition a été faite.

Certains pays ont, par leur législation intérieure, consacré un principe analogue. C'est ainsi que d'après l'article 10 de la loi autrichienne du 6 janvier 1890 : « Nul ne peut *sans le consentement de l'intéressé*, faire usage du nom, de la raison de commerce, des armoiries ou de la dénomination commerciale de l'établissement d'un autre producteur ou commerçant, pour marquer des marchandises ou des produits. »

accepter, à la Conférence de Rome, les délégués de la France, de la Tunisie, de la Suède et de la Norvège. Leurs protestations étaient d'autant mieux fondées que l'amendement ne tendait à rien moins qu'à rendre inutile pour une bonne part l'article 10. L'emploi d'un nom commercial usurpé tombe en effet sous la sanction de l'article 9, qu'il soit ou non accompagné d'une indication de provenance ; l'article 10 ne peut donc viser utilement que l'emploi fait de ce nom avec le consentement du titulaire.

A cette même Conférence de Rome, la délégation anglaise, appuyée par la délégation française, avait proposé une modification de l'article 10 dans le sens d'une répression plus sévère (1). Son projet, repris à Madrid,

(1) La proposition anglaise modifiait l'article 10 en ces termes : « Tout produit portant illicitement une indication mensongère de provenance pourra être saisi à l'importation dans tous les Etats contractants.

« La saisie pourra également être effectuée dans le pays où l'indication mensongère aura été apposée, ainsi que dans le pays où le produit aura été introduit.

« La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat.

« Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique échappent aux présentes dispositions.

« Les autorités ne sont pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit. »

Après une vive opposition de l'Italie et une discussion dans laquelle il fut déclaré que les Etats contractants ne seraient pas tenus d'instituer la saisie dans ces conditions si leur législation intérieure ne la comportait pas, la proposition fut acceptée par 8 voix (Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Suède, Tunisie), contre 1 (Italie), et 3 abstentions (Brésil, Serbie, Suisse), le délégué de la Suisse s'étant réservé de demander des instructions à son gouvernement.

y aboutit à un arrangement distinct signé le 14 avril 1891 et ratifié par plusieurs Etats (1).

**94.** — La fraude visée par l'article 1<sup>er</sup> de cet arrangement se distingue à trois points de vue de celle qui faisait l'objet de l'article 10 de la Convention. En premier lieu, toute fausse indication de provenance sera désormais réprimée en elle-même, sans qu'il soit nécessaire qu'elle s'accompagne d'un nom commercial fictif ou frauduleusement emprunté. Le fondement même de la législation se trouve ainsi changé : d'élément accessoire de la fraude, la fausse indication de provenance devient élément principal. Si l'on veut mesurer la portée qu'avait en pratique une telle modification, on n'a qu'à se rappeler les facilités que l'article 10 laissait encore aux contrefacteurs et comment, par exemple, il permettait aux Allemands d'importer librement dans tous les pays de l'Union leur coutellerie marquée Sheffield.

**95.** — En second lieu est supprimée la disposition de l'article 10, limitant la prohibition aux noms de localités. L'arrangement conçu en termes très généraux, parle des fausses indications de provenance dans lesquelles entre le nom d'un des Etats contractants ou d'un lieu situé sur le territoire de l'un d'eux ; par conséquent, les noms de régions, les noms de pays eux-mêmes sont englobés par le nouveau texte. Ce chan-

(1) Avaient ratifié l'arrangement au 1<sup>er</sup> janvier 1904 : le Brésil, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

gement était indispensable si l'on voulait être assuré dans tous les cas d'un résultat efficace ; car bien souvent la circonscription réputée pour ses produits dépasse de beaucoup les limites d'une localité. Qu'un contrefacteur américain importe en Angleterre des montres marquées « Suisse », ou marquées « la Chaux-de-Fonds », la tromperie ne sera-t-elle pas également caractérisée ? Et quand sur une étiquette on aura mensongèrement gravé « truffes du Périgord », rendra-t-on la fraude beaucoup plus dangereuse en ajoutant au-dessous « Bergerac » ? (1)

**96.** — Enfin, la fausse indication de provenance sera traitée identiquement, qu'elle soit directe, c'est-à-dire qu'elle comporte l'affirmation sur le produit d'une origine supposée — comme dans les mots « soieries de Lyon » inscrits sur des soieries d'origine anglaise, — ou indirecte, c'est-à-dire que sans déclarer expressément qu'un produit ait telle ou telle origine, elle soit conçue de façon à le laisser vraisemblablement supposer. Cette dernière mesure réalisait un progrès décisif, en empêchant désormais les industriels et commerçants de mauvaise foi de violer l'arrangement dans son esprit tout en le respectant dans sa lettre.

(1) Cela est tellement vrai que la loi anglaise ne considère pas comme suffisant à indiquer l'origine le nom de la localité de fabrication. Et en 1888 *La Feuille suisse du commerce* avisait les horlogers suisses important en Angleterre d'avoir à marquer leurs montres « Manufactured in Switzerland » ou « Swiss made », s'ils ne voulaient pas qu'elles fussent arrêtées par la douane.

Voir : *Propriété industrielle*, 1888, page 79.

Les plénipotentiaires de Madrid ne crurent pas devoir préciser quels genres de mentions seraient considérés comme constituant indirectement une indication de provenance, et, à vrai dire, il eût été difficile d'en donner soit une énumération, soit une définition exacte. Dans chaque pays, la question sera réglée par la législation intérieure, la jurisprudence, ou la pratique administrative.

En France, la Cour de Cassation a déclaré prohibées les formules « mode de Paris » ou « mode parisienne », et une circulaire du service des douanes estime qu'on doit leur assimiler celle très analogue de « façon Paris ».

Au Portugal, d'après l'article 202 du décret royal du 15 décembre 1894, « il y a présomption de fausse indication d'origine, quand les objets importés d'un pays étranger autre que les Etats-Unis du Brésil portent une marque portugaise, ou des indications écrites, tissées, imprimées ou apposées d'une manière quelconque, en langue portugaise. »

Au Brésil, réciproquement, une loi sur les douanes, de 1899, n'autorise l'importation de marchandises étrangères munies d'étiquettes rédigées entièrement ou partiellement en portugais, que s'il s'agit de marchandises importées du Portugal.

En Grande-Bretagne, sont interdites, si elles ne sont pas accompagnées d'une mention faisant connaître que la fabrication est étrangère, les inscriptions en langue

anglaise sur des produits venant de pays où cette langue n'est pas courante, c'est-à-dire ni des colonies britanniques, ni des Etats-Unis (1) ; les inscriptions dans une langue autre que la langue anglaise, mais qui n'est pas celle du pays d'origine du produit ; et sur les articles de métal, les marques présentant des ressemblances avec les poinçons britanniques officiels.

**97.** — Mais si l'arrangement cherche à réprimer la fraude sous ses manifestations les plus diverses, il respecte tous les droits. C'est ce que répondait aux objections des délégués belges M. Nicolas, représentant de la France. On veut, disait-il, empêcher les manœuvres des commerçants qui, sous prétexte d'indiquer leur adresse sur leurs marchandises, les revêtent de désignations pouvant facilement passer pour des marques de fabrique, propres par suite à tromper l'acheteur et à léser certains fabricants ; mais on ne songe pas à les priver de la faculté d'apposer sur leurs marchandises leur nom et l'indication de leur domicile (2). Une semblable mesure serait d'ailleurs contraire aux intérêts du consommateur lui-même ; de nos jours, ce qu'il lui importe de savoir, c'est beaucoup moins l'adresse d'un

(1) Toutefois l'administration des douanes n'exige pas de mention additionnelle dans certains cas où l'inscription en anglais peut être considérée comme faisant partie du produit : vers figurant sur des cartes de félicitations ; noms d'hôtels sur de la vaisselle ; mots « Photographs », « Stamps », sur des albums ; « Tabacco » sur des bourses à tabac ; « fast, slow » sur des régulateurs de montres ; ou quand il s'agit de termes dont l'emploi est exigé ou autorisé par une loi : « patent », « registered », « copy-right ».

(2) Voir : *Procès-verbaux*, page 76.

fabricant qui, exclusivement occupé de sa fabrication, ne sera jamais en rapport avec lui, que celle du négociant réputé pour le soin qu'il donne au choix de ses marchandises. Pour simple intermédiaire qu'il soit, il faut cependant lui laisser le droit de se faire connaître sur les produits qu'il offre au public.

Afin de sauvegarder ce droit, la délégation belge proposait de frapper uniquement les indications de provenance dans lesquelles un des Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait « mentionné faussement comme lieu de fabrication ou de production ». Les tribunaux de chaque pays décideraient si l'indication portée sur la marchandise devrait être considérée comme se rapportant ou non à son origine. Le criterium serait dans la renommée plus ou moins grande acquise par le lieu objet de cette indication pour la production des marchandises qui en seraient revêtues; et par exemple, la marque Bordeaux sur des couteaux ou celle Sheffield sur des fûts de vins seraient tolérées, car on ne pourrait y voir une tentative de fraude sur la provenance.

Cette opinion était partagée par les Etats-Unis, qui demandaient en plus qu'on exigeât la preuve du préjudice causé à des personnes établies dans l'Etat ou dans le lieu indiqué comme provenance. Mais la proposition du comte Hamilton, représentant de la Suède et de la Norvège, qui voulait l'autorisation pour l'intermédiaire d'apposer son adresse, à condition qu'il

l'accompagnât d'une mention capable d'éviter toute équivoque, prévalut et le principe en passa dans l'article 3 de l'arrangement (1).

**98.** — Restait encore à régler son mode d'application. Quel degré de précision convenait-il d'exiger de l'indication de provenance étrangère? Suffirait-il d'une formule générale comme « fabriqué à l'étranger »? Ou bien faudrait-il faire connaître l'origine même du produit? Ou bien encore, conformément à la pratique admise parfois en Angleterre, devrait-on ajouter au nom du lieu une mention faisant savoir en termes exprès que le produit y fut fabriqué (2)? Le comte Hamilton voulait que l'indication pût être assez vague pour ne pas renseigner les concurrents sur la source d'où les produits étaient tirés. Mais la Conférence décida que le nom ou l'adresse du vendeur faisant venir ses marchandises de l'étranger devrait être accompagné « de l'indication précise et en caractères apparents

(1) Article 3 du premier arrangement de Madrid : « Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente ; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise et en caractères apparents du pays ou du lieu de fabrication ou de production. »

(2) En Angleterre quand un produit étranger porte simplement un nom de personne d'apparence anglaise, il suffit pour compléter l'inscription d'y joindre le nom du pays d'origine. Mais quand le nom de personne est suivi du nom d'une ville autre que celle d'où provient le produit, on devra indiquer expressément que ce produit a été fabriqué dans le pays étranger. Par exemple, l'inscription : « John Brown, Germany » sera tenue pour régulière, mais celle « John Brown, London, Germany » ne le serait pas, et il faudrait la compléter ainsi « John Brown, London, *made in Germany* ».

du pays ou du lieu de fabrication ou de production ».

« Pays ou lieu », on a donc le choix entre l'indication générale ou l'indication spéciale, pourvu que cette indication soit « précise », c'est-à-dire qu'elle contienne le nom même du pays ou du lieu d'origine, et « en caractères apparents », ce qui signifie qu'elle doit être visible au premier coup d'œil, et non se dissimuler au milieu des complications d'une étiquette par un procédé habituel aux fraudeurs et dont le résultat tendrait à rendre la mesure illusoire. Ces précautions seront suffisantes pour empêcher le consommateur d'être trompé sur la provenance, le fabricant de voir un tiers bénéficier indûment de la supériorité de ses procédés, et cela tout en sauvegardant les intérêts du commerçant qui reste libre, sous une réserve dont il ne doit pas se sentir gêné s'il agit honnêtement, de rallier à lui la clientèle en se faisant connaître sur les produits qu'il met en circulation.

**99.** — Au moment où il fut voté, l'article 3 de l'arrangement représentait à l'égard de la législation et de la jurisprudence française un principe nouveau. Les Tribunaux, les Cours d'appel et la Cour de Cassation refusaient très justement d'admettre que par application des lois du 28 juillet 1824 et du 23 juin 1857 on pût empêcher l'importation en France de marchandises munies du nom et de l'adresse des négociants français qui en étaient les destinataires. Elles eurent plusieurs

fois l'occasion d'affirmer cette manière de voir, à la suite de saisies opérées par les douanes en exécution d'une circulaire ministérielle prescrivant cette mesure contre tout produit étranger revêtu d'une mention quelconque de nature à faire croire à sa provenance française.

Le Tribunal du Havre déclara illégale la saisie de livres imprimés en Belgique et portant sur la couverture le nom et l'adresse de leur éditeur parisien. Le Tribunal de Nancy jugea dans le même sens, relativement à des verres de lampe commandés en Allemagne par une maison de Besançon, avec l'ordre d'y apposer les initiales de sa raison de commerce et le mot Besançon. La Cour de Toulouse, réformant un jugement du Tribunal de cette ville, décida de même qu'il n'y avait pas lieu à saisie pour des boîtes de papier à lettre de provenance autrichienne, portant la mention : « Maison Universelle, rues d'Alsace-Lorraine et Lafayette, Toulouse » (1). Et la Cour de Cassation rejetant le pourvoi formé sur cet arrêt motivait ainsi sa décision : « Sur le moyen pris de la violation de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1824 et de l'article 19 de la loi du 23 juin 1857, attendu que ces lois supposent en effet et punissent soit l'usurpation d'un lieu de fabrication, soit la mise en circulation, soit l'exposition en vente

(1) Cour de Toulouse, 8 décembre 1886, *Propriété industrielle* 1887, page 22.

d'objets ainsi marqués de noms supposés ou altérés, soit même l'introduction en France d'objets fabriqués à l'étranger, portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou d'un lieu de fabrication française, mais non la simple apposition de l'adresse d'une maison de vente en France sur un objet fabriqué à l'étranger... » (1)

Mais l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892, sur le tarif général des douanes, à défaut de l'article 3 de l'arrangement de Madrid serait venu modifier cette jurisprudence (2). Ces deux articles, bien que conçus en termes très différents, doivent conduire à des solutions identiques. Car l'article 15 de la loi de 1892 en prohibant tous les produits étrangers munis d'un nom ou d'une indication quelconque, de nature à faire croire qu'ils sont d'origine française, englobe dans cette prohibition ceux qui portent le nom ou l'adresse d'un commerçant français, sauf cependant le cas où la mention précise de leur provenance s'y ajoutant, rendrait toute erreur impossible.

(1) Cassation 3 avril 1887. *Propriété industrielle*, 1888, page 65.

(2) Article 15 de la loi du 11 janvier 1892 : « Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers naturels ou falsifiés, portant soit sur eux-mêmes, soit sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes, etc., une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.

« Cette disposition s'applique également aux produits étrangers, fabriqués ou naturels, obtenus dans une localité de même nom qu'une localité française, qui ne porteraient pas en même temps que le nom de cette localité, le nom du pays d'origine et la mention « importé » en caractères manifestement apparents. »

**100.** — A côté de l'intérêt et du droit du commerçant à se faire connaître sur ses marchandises, il faut placer l'intérêt et le droit du fabricant à se faire connaître sur ses produits. Or, dans un cas, très rare il est vrai, mais qui peut se présenter, cet intérêt et ce droit risqueraient d'être compromis par l'application des mesures répressives des fausses indications de provenance : au cas où il y aurait homonymie entre le lieu de fabrication étrangère et une localité du pays d'importation.

La difficulté a été prévue par plusieurs législations. En France l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892 prohibe les « produits étrangers fabriqués ou naturels, obtenus dans une localité de même nom qu'une localité française, qui ne porteraient pas, en même temps que le nom de cette localité, le nom du pays d'origine et la mention « importé » en caractères manifestement apparents. » En Angleterre l'article 16, 4<sup>o</sup>, du *Merchandise Marks Act* de 1887 dispose : « Lorsqu'il y aura sur des marchandises un nom identique au nom d'un lieu situé dans le Royaume-Uni, ce nom, à moins d'être accompagné du nom du pays dans lequel ce lieu est situé, sera considéré, quant aux effets de la présente section comme s'il était le nom du lieu situé dans le Royaume-Uni. »

L'arrangement de Madrid ne contient aucune disposition semblable, mais les principes qu'il pose suffiront à résoudre la question. D'une part, en vertu de

l'article 1<sup>er</sup>, on pourra toujours considérer comme portant une fausse indication de provenance, un produit muni d'un nom appartenant à deux localités situées l'une au pays d'origine, l'autre au pays d'importation, mais on n'y aura pas grand intérêt quand dans ce dernier pays le nom ne s'appliquera qu'à une localité quelconque, nullement renommée pour la fabrication du produit importé. D'autre part, le fabricant, en ajoutant au nom de la localité le nom du pays lui-même, pourra éviter les mesures répressives, car désormais, tout risque d'erreur étant écarté, il ne sera plus permis de dire qu'il y ait fausse indication de provenance. C'est la solution de la loi anglaise, à laquelle on aboutit logiquement par la simple application des principes généraux de l'arrangement. Une disposition spéciale était donc inutile.

**101.** — Pour vouloir se montrer plus sévère vis-à-vis des fausses indications de provenance, l'arrangement de Madrid n'en devait pas moins rencontrer la même difficulté que la Convention. Comment distinguer les fausses indications de provenance que l'on voulait réprimer, des noms de lieux devenus appellations génériques qu'il était impossible de ne pas respecter ? Ce sont là des questions de fait dont il convient de laisser l'appréciation aux tribunaux. Ce sont de plus des questions dont la solution peut varier de pays à pays. Les mots « russiches Leder », par exemple, signifient pour un Allemand cuir qui vient de Russie, alors que

l'espèce spéciale de cuir que l'on nomme en France « cuir de Russie », est désignée en Allemagne sous le nom de « Juchtenleder ». Ce sera donc dans chaque pays aux tribunaux mêmes de ce pays de décider (1).

On ne saurait accepter l'opinion de M. Georges Maillard souhaitant, au Congrès de Vienne, de voir ces questions une fois soulevées dans le pays où l'objet a été saisi, tranchées ensuite par les tribunaux du pays auquel appartient le nom de localité ou de région revendiqué (2). D'abord, comme il le remarque lui-même, on se heurterait dans l'organisation pratique de son système à des difficultés considérables. Il faudrait admettre ou bien que les tribunaux primitivement saisis surseoi raient à statuer jusqu'à la solution préjudicielle, obligatoire pour eux, des tribunaux d'un autre pays, ce qui serait une atteinte à la souveraineté nationale ; ou bien que les tribunaux devant lesquels serait portée la question préjudicielle, auraient non pas à trancher un litige, mais à donner une consultation sur un procès pendant ailleurs, ce qui serait contraire à leur institution.

(1) L'article 4 du premier arrangement de Madrid dispose : « Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statué e par cet article. »

(2) Voir Georges Maillard, Rapport général au Congrès de Vienne. *Annuaire assoc. inter.*, tome 1, pages 103 à 195 ; et spécialement sur la question, page 190.

Mais surtout on peut se demander quelle opportunité présenterait une solution unique imposée à tous les pays. Du moment qu'on veut protéger le consommateur, n'est-ce pas à son point de vue que l'on doit se placer pour apprécier la portée d'une appellation quelconque et décider si elle constitue une fausse indication de provenance ou une désignation purement générique ? Dès lors, quel avantage y aurait-il à interdire en France les mots « cuir de Russie » ? Par contre, ne serait-il pas dangereux d'autoriser en Allemagne l'expression « russiches Leder » ? On ne saurait opposer ici l'intérêt des fabricants du lieu visé ; cet intérêt se lie directement à celui des consommateurs, car ce n'est qu'au cas où il risque d'y avoir tromperie pour les uns, qu'il peut y avoir concurrence déloyale contre les autres.

Plus critiquables encore que le vœu de M. Maillard, apparaissent ceux de M. Isclin et de l'administration espagnole au Congrès de Vienne, répondant tous deux à ce même désir d'enlever aux tribunaux du pays où l'objet est introduit, le soin de juger, et demandant, le premier, que les Etats contractants soient appelés à déclarer quelles appellations locales de leur territoire doivent être considérées comme génériques, le second, que les autorités compétentes de chaque pays soient chargées de déterminer l'existence et l'étendue des dénominations régionales de provenance se rapportant à chacun d'eux(1).

(1) Voir à ce sujet le rapport déjà cité de M. Maillard, pages 189 et 190.

Pour avoir des points de départ absolument inverses, ces deux propositions n'en présenteraient pas moins, s'il s'agissait de les réaliser, des difficultés identiques. Comment arriver à dresser des listes complètes ? Qui aurait compétence pour exécuter un pareil travail ? Comment les intéressés pourraient-ils faire valoir leurs droits ? Il y aurait obligatoirement des oublis qui, jusqu'à la rectification de la liste causeraient un préjudice considérable aux intéressés, qu'ils aient pour résultat, soit de faire tomber dans le domaine public certains noms de lieux que personne ne s'attendait à y voir, soit d'assurer un monopole sur des dénominations jusque là tenues pour génériques. Il faudrait organiser des enquêtes délicates, instituer un débat contradictoire entre les producteurs, industriels et commerçants de la région et les concurrents intéressés à voir le nom de cette région devenir d'un usage accessible à tous. Dans certains pays de semblables procédés seraient considérés comme un empiètement du gouvernement sur les attributions des tribunaux, violant le principe de la séparation des pouvoirs. Et en résumé, ces deux propositions, aussi inutiles dans leur but que celle de M. Mailard, semblent être dans leur conception, moins pratiques encore.

L'œuvre de la Conférence de Madrid, édictant par l'article 4 de l'arrangement que les tribunaux de chaque pays auraient à décider quelles appellations échapperaient à raison de leur caractère générique aux dis-

positions contre les fausses indications de provenance, était bonne. Il ne saurait y avoir lieu de la modifier.

**102.** — L'article 4 a cru cependant devoir apporter lui-même au principe qu'il posait, de la libre appréciation des tribunaux, une exception relative aux « appellations régionales de provenance des produits vinicoles » ; elles ne pourront jamais perdre leur caractère pour devenir de simples désignations de genre. Cette mesure répondait à la nécessité de réprimer d'une façon particulièrement sévère, à raison même de leur fréquence, les contrefaçons de grands crus, et la distinction qu'elle introduisait se justifiait pleinement par la nature spéciale des produits appelés à en bénéficier.

Tandis que dans bien des cas, en effet, certaines appellations, dans leur forme indicatives de provenance, ne recouvrent que des procédés spéciaux mais pouvant être reproduits en tout lieu avec des résultats identiques, les qualités des vins dépendent de conditions particulières de climat et de terroir, qui ne peuvent se transporter, ni s'imiter. Or, si l'on comprend qu'un nom géographique puisse devenir désignation générique, quand il s'applique à des produits dont la valeur, dépendant uniquement des procédés industriels employés, sera toujours la même, d'où qu'ils viennent, on ne saurait en décider ainsi pour ceux qui tirent leur originalité de conditions naturelles. Une fois les formules connues, on pourra préparer n'importe où de l'eau de Cologne et du cuir de Russie en tout semblables à ceux

désignés primitivement sous ces noms ; mais que l'on essaye de faire du Champagne en Allemagne, ou en Californie du Bourgogne, et l'on n'obtiendra que des imitations qui, pour être habiles, ne reproduiront jamais le type de vin récolté dans la région reimoise ou dijonnaise.

**103.** — Ces arguments ne pouvaient-ils pas être étendus à tous les produits agricoles ? A la Conférence de Madrid, il avait d'abord été question de rédiger en ce sens l'exception de l'article 4, et le Congrès international de la propriété industrielle, regrettant la décision prise, émettait en 1900 le vœu suivant : « Il est à désirer que les noms de localités ou régions connues comme lieux de provenance de produits naturels, ne puissent jamais être employés pour désigner un genre de produits indépendamment de la provenance. » (1)

Mais la situation toute spéciale consentie aux appellations de régions vinicoles trouvait cependant sa raison d'être dans les contestations incessantes qu'elles soulevaient entre contrefacteurs et habitants de la région, les uns prétendant que lesdites appellations étaient tombées dans le domaine public, les autres ne voulant pas renoncer à leur monopole. Jusque dans l'intérieur d'un même pays la lutte était parfois longue et vive, témoin les procès sans fin intentés par les fabricants d'Epernay et de Reims aux fabricants de Sau-

(1) Voir : *Annuaire assoc. inter.* tome IV, page 492.

mur, pour leur interdire l'emploi du mot « Champagne ». Et, chose beaucoup plus grave, il était des Etats qui refusaient de reconnaître le caractère exclusif d'indication de provenance aux noms de certains crûs étrangers. C'est ainsi qu'à propos du mot « Champagne » encore, le Ministère du Commerce d'Autriche repoussa les réclamations d'une maison française, en déclarant que le mot était devenu d'un usage général pour désigner la nature du produit. L'exemple risquait d'être suivi, et seule une mesure radicale, décidant par avance du sort des procès et enlevant aux usurpateurs tout espoir de succès en les privant de tout moyen de discussion, pouvait mettre fin à des abus qui compromettaient les intérêts du commerce et de la clientèle.

Quant aux autres produits naturels, s'ils méritent d'être protégés, la question du moins ne semble pas présenter en ce qui les concerne le même degré d'acuité. Que le charbon de Cardiff ait des propriétés toute particulières, que l'eau de Vichy se recommande par des vertus curatives qui lui appartiennent en propre, nul ne songe à le nier. Mais les tribunaux sont là pour veiller, et l'on peut compter sur eux, si l'on en juge par les tendances qu'ils ont généralement manifestées.

D'ailleurs, on ne pourrait étendre indéfiniment l'exception de l'article 4, et même parmi les produits agricoles et naturels il faudrait établir des distinctions. Car si pour les eaux minérales ou les charbons, par exemple, il est bien certain qu'il existe un lien étroit entre

leurs qualités et leur provenance, par contre pour d'autres, comme les produits maraîchers ou horticoles, le sol sur lequel on les récolte a beaucoup moins d'importance que les engrais qu'on met à leur pied, ou la façon dont on les arrose. Dans ces conditions, peut-être y aurait-il quelque exagération à protéger d'une façon absolue, comme indicatrices de provenance, des appellations telles que : « asperges d'Argenteuil » ou « figues de Versailles ». Mais alors avec ces distinctions on tomberait dans toutes les difficultés que l'on pouvait reprocher aux projets de M. Iselin et de l'administration espagnole : établissement nécessaire d'une liste et ses conséquences.

La situation exceptionnelle faite aux produits vinicoles par un régime de fraude organisée, appelait une mesure exceptionnelle. Mais cette mesure ne peut se justifier qu'à condition de garder son caractère d'exception.

**104.** — L'article 4 en parlant de produits vinicoles semblait s'exprimer en termes suffisamment précis pour éviter toute difficulté d'interprétation. On a cependant essayé d'en restreindre le sens, et s'appuyant sur les articles 21 et 22 de la loi des finances du 23 avril 1898 qui organisent pour les vins de liqueur ou d'imitation un régime fiscal à part, on en a conclu que la législation française reconnaissait l'existence de deux sortes de vins et que seuls étaient visés par l'arrangement de Madrid les vins naturels,

c'est-à-dire ceux qui ne subissent ni manipulations, ni préparations. La jurisprudence a justement repoussé ces prétentions en déclarant que les articles visés n'avaient d'autre but que de soustraire les vins dits de liqueur au régime ordinaire des vins, en raison de leur degré alcoolique élevé, mais que les règles qu'ils édictaient étaient sans rapport avec l'objet de l'arrangement de Madrid, dont les termes généraux devaient avoir une portée générale.

Le Tribunal du Havre et la Cour de Rouen affirmèrent successivement cette manière de voir à propos des vins de Madère. « Attendu, dit le jugement, que les expressions « produits vinicoles » ont un sens général et absolu ; que par là il faut entendre et comprendre tout vin provenant de la fermentation du jus de la vigne ; qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les vins de liqueur produits par la vigne et les autres ayant la même origine ; que les vins de liqueur sont protégés par l'arrangement de Madrid comme les autres vins naturels, et notamment comme le vin de Champagne. Attendu que les défendeurs se sont emparés des termes des articles 21 et 22 de la loi des finances du 23 avril 1898. ...Que cette loi n'est qu'une loi fiscale qui n'a en vue que la fixation des droits applicables... (1) » Et sur pourvoi, la Cour de Cassation rendait un arrêt de

(1) Trib. civil du Havre, 27 janv. 1899. — Cour de Rouen, 26 juin 1900. — Blandy frères et Cie contre divers. — *Propriété industrielle* 1901, page 30.

rejet en déclarant seulement que la Cour avait suffisamment justifié sa décision et fait une juste application de la loi (1).

Enfin il devait appartenir à la Cour de Douai d'affirmer que les mots « produits vinicoles » visaient non seulement les vins proprement dits, mais tous les produits qui, tirés du vin, conservent malgré les opérations qu'on leur fait subir des qualités dont ils sont redevables aux régions d'où ils proviennent, comme notamment les eaux-de-vie. « Attendu que les produits vinicoles étant redevables de leurs propriétés au sol d'où ils proviennent (même lorsqu'ils nécessitent l'emploi de certains produits de fabrication) ne doivent pas être assimilés aux produits purement industriels qui peuvent présenter les mêmes qualités, quel que soit le lieu de fabrication ; que les noms de régions d'où viennent les vins et eaux-de-vie jouissent d'une réputation exceptionnelle ne pouvant jamais devenir générique, contrairement à ce qui a lieu pour les produits fabriqués... Attendu que les eaux-de-vie de Cognac sont des eaux-de-vie de vin et constituent un produit vinicole, protégé par conséquent par la disposition de la loi ci-dessus relatée (loi du 13 avril 1892 approuvant l'arrangement de Madrid)... (2) »

(1) Cassation, Requêtes, 22 juillet 1901. Sancho Hermanos contre Blandy frères et Cie. — *Propriété industrielle* 1902, page 43.

(2) Cour de Douai 18 mai 1900. — *Propriété industrielle* 1901, page 77.

Une difficulté spéciale fut en outre soulevée par une pratique habituelle à certaines maisons de Champagne, qui pour éviter des droits de douane onéreux expédiaient à l'étranger, notamment en Allemagne, leurs vins à l'état brut, et leur faisaient subir dans leurs succursales étrangères, selon le procédé champenois, toutes les manutentions nécessaires à leur transformation en vins mousseux. Ces vins étaient ensuite vendus sous le nom de « Champagne » avec mention que la mise en bouteille avait eu lieu dans le pays d'importation. Cette façon d'étiqueter était-elle régulière ?

M. Pouillet l'a contesté, et pour lui est purement spécieux l'argument tiré de l'arrangement de Madrid, d'après lequel aux produits vinicoles doit rester immuablement attaché le nom du lieu d'où ils proviennent. Si, à son avis, on peut sans aucun doute rappeler l'origine champenoise d'un vin réellement tiré des vignobles de Champagne, cela ne signifie pas qu'on soit libre de prendre le nom de « Champagne » réservé aux vins fabriqués sur place (1). En d'autres termes, on pourrait apposer sur le produit le nom de la région avec mention expresse que c'est là son origine, mais on ne pourrait pas en faire de même du nom de cette région employé seul.

N'est-ce pas vouloir créer de toutes pièces une distinction dont on n'aperçoit ni la portée pratique, ni le

(1) Voir l'article de M. Pouillet. — *Propriété industrielle* 1895, page 69.

fondement juridique? Car qu'indiquera le nom de « Champagne » même seul, sinon précisément et uniquement la provenance. Et devant des dispositions protégeant cette provenance à raison des qualités naturelles qu'elle garantit, comment légitimer une réserve à la protection qui se baserait sur l'absence de qualités artificiellement acquises. L'article 4 *in fine* de l'arrangement de Madrid doit être étendu aux produits vinicoles même ayant subi certaines modifications industrielles, insuffisantes cependant pour leur faire perdre leurs propriétés originelles, mais il est applicable d'abord aux produits vinicoles eux-mêmes sous leur forme primitive. Dans l'hypothèse invraisemblable où des vins d'origine champenoise seraient mis en bouteilles et vendus bruts, le nom de « Champagne » leur appartiendrait encore, car le nom d'origine est garanti d'une façon absolue; et si l'acheteur pouvait se plaindre, il le pourrait seulement d'une tromperie sur la qualité.

Mais dans l'espèce visée, il n'y a tromperie ni sur l'origine, ni sur la qualité, puisque le vin importé avec toutes ses qualités naturelles reçoit dans le pays d'importation toutes ses qualités industrielles. On ne saurait donc critiquer la pratique des fabricants champenois; elle ne lèse pas les intérêts du consommateur et nul ne serait fondé à se plaindre comme d'une manœuvre déloyale, d'un acte de concurrence parfaitement licite. C'est en ce sens d'ailleurs qu'ont successivement décidé, dans la même affaire, le Tribunal de Commerce

de Reims, la Cour de Paris et la Cour de Cassation (1).

Il ne doit donc subsister aucun doute sur la portée de l'exception de l'article 4. En face de produits vinicoles, en entendant ces mots dans le sens le plus large, les tribunaux seront liés. Ils ne pourraient donc avoir égard au fait qu'antérieurement à l'arrangement, le nom d'une région aurait été couramment appliqué à des produits d'autre provenance (2). Ils ne pourraient s'arrêter davantage à cette considération, mise en avant au Congrès de Turin par les représentants de l'Autriche-Hongrie, qu'un nom de région serait dans certains pays le seul mot connu pour désigner un genre de marchandise, le nom de Cognac, par exemple, qui, dans la langue hongroise, est le seul mot pour désigner une eau-de-vie de vin (3). Enfin, ils ne pourraient retenir que le nom indicateur de fausse prove-

(1) Trib. commerce de Reims, 26 mars 1895. Oly Røederer contre Champion. *Propriété industrielle*, 1896, page 25.— Cour de Paris 16 juin 1897. — Cassation, 27 mars 1900. *Propriété industrielle* 1901, page 78.

(2) La Cour de Rouen le disait expressément à propos du nom de Madère : « Le texte même éclairé par les travaux préparatoires de la Conférence, par le rapport fait au Sénat et à la Chambre des députés révèle qu'il s'applique aux noms de localités ayant acquis par la supériorité de leurs produits une notoriété, et dont l'usage illicite pourrait avoir été fait antérieurement. Cour de Rouen, 26 juin 1900. *Propriété industrielle* 1901, page 30.

(3) Au Congrès de Turin, en 1902, les représentants de l'Autriche et de la Hongrie déclarèrent que leurs pays étaient tout disposés à poursuivre les appellations de provenance de nature à faire croire faussement à une origine étrangère, mais qu'ils tenaient à ce que les tribunaux pussent librement trancher la question de savoir si un mot se rapporte à la nature du produit ou à sa provenance géographique. Les délégués de la France et de la Belgique protestèrent contre toute modification de l'arrangement dans ce sens. Voir : *Propriété industrielle* 1902, page 151.

nance serait précédé ou suivi d'un autre nom capable en fait de supprimer l'erreur, comme dans une espèce soumise à la Cour de Paris où le mot « Champagne » était accompagné des mots « Saumur » et « Château de Varrains » (1).

Dans un seul cas, leur pouvoir d'appréciation leur sera conservé : lorsque la contestation portera non plus sur le caractère d'une désignation, mais sur l'étendue de la circonscription à laquelle elle est applicable. C'est ainsi que la Cour de Bordeaux aurait pu être appelée après la promulgation de l'arrangement aussi bien qu'avant, à statuer dans le débat soulevé entre les négociants de la ville de Cognac, et les autres négociants des Charentes sur le droit à l'usage du mot « Cognac », les premiers prétendant se le réserver, tandis que les seconds réclamaient leur participation au monopole (2). Ce point est en dehors des dispositions de l'article 4.

**105.** — Revenant au principe même de la répression, il reste à examiner maintenant, à qui, en présence de la fraude c'est-à-dire de l'apposition sur un produit d'une fausse indication de provenance, appartiendra le droit d'agir, et quelle sera la sanction de ce droit.

La Convention et l'arrangement de Madrid reconnaissent l'un et l'autre le droit d'action au minis-

(1) Cour de Paris 18 novembre 1892. *Propriété industrielle* 1893, page 34.

(2) Voir sur ce débat : *Propriété industrielle* 1892, pages 84 et 112.

tère public, qui pourra agir d'office, et à la partie intéressée (1). L'article 10 de la Convention, précisant le sens de cette expression, indiquait que serait réputé partie intéressée tout commerçant ou fabricant engagé dans la fabrication ou le commerce de produits analogues à ceux se réclamant faussement du nom d'une localité, s'il était établi dans la susdite localité (2).

**106.** — La Conférence de Bruxelles a modifié ces dispositions sur deux points : aux commerçants et fabricants elle a ajouté les producteurs ; par là elle n'a fait du reste qu'appliquer le chiffre 1 du protocole de clôture de la Convention de Paris, aux termes duquel les mots « propriété industrielle » doivent être entendus dans leur acception la plus large et en ce sens qu'ils englobent avec les produits de l'industrie proprement dite, « les produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.) et les produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc.) ». En s'appuyant sur ce texte, les agriculteurs auraient certainement pu invoquer déjà l'article 10, comme l'ensemble de la Conven-

(1) L'article 10 de la Convention le reconnaît par renvoi à l'article 9. L'article 2 du premier arrangement de Madrid s'exprime ainsi : « La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation intérieure de chaque Etat... »

(2) Article 10 de la Convention : « ...Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance. »

tion. La rédaction nouvelle est simplement venue prévenir tout risque de malentendu.

En outre, par une modification plus importante, pour être partie intéressée il ne sera plus nécessaire d'être établi dans la localité même faussement indiquée comme lieu de provenance, il suffira de l'être « dans la région où cette localité est située » (1). Avec l'article 10 ancien, un viticulteur de Nuits n'aurait pas pu poursuivre un concurrent vendant du Bourgogne ordinaire sous le nom de Chambertin, pour cette raison qu'il n'était pas établi dans la commune où l'on récolte le vin de ce nom ; et cependant il aurait pu souffrir de cette concurrence déloyale, car le public sachant que le Chambertin est considéré comme supérieur au vin de Nuits, peut préférer le faux Chambertin au Nuits véritable. Avec l'article 10 dans sa forme nouvelle, le viticulteur en question n'aura qu'à prouver qu'il est établi dans la région où l'on récolte le Chambertin, pour se faire reconnaître la qualité de partie intéressée et être autorisé à poursuivre la fausse indication de provenance.

Il est vrai que parfois la jurisprudence, compensant en partie les insuffisances du texte, avait interprété le mot localité d'une façon très large, que la Cour de Bordeaux, par exemple, comprenait dans la localité de

(1) Article 10 nouveau : « ...Est réputé partie intéressée tout *producteur*, fabricant ou commerçant engagé dans *la production*, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi *soit* dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, *soit* dans la région où cette localité est située. »

Cognac toute la région charentaise. Mais les décisions n'étaient pas toujours aussi libérales, et une maison de Reims ayant voulu poursuivre une maison belge dont les étiquettes portaient : « Th. Dufour, propriétaire de vignes, Epernay », la Cour de Bruxelles déclara que le demandeur était mal fondé à se prévaloir de l'article 10, puisqu'il était domicilié à Reims, alors que le nom de localité usurpé était celui d'Epernay (1).

Dans son désir de remédier à cet état de choses, le Bureau de Berne avait été jusqu'à proposer d'habiliter à poursuivre tout producteur, fabricant ou commerçant établi non seulement dans la région, mais dans le pays où la localité est située. La Conférence de Bruxelles n'admit pas cette extension, qui pouvait justement paraître exagérée.

Quant à l'article 2 de l'arrangement de Madrid, il précise qu'individus ou sociétés pourront également être considérés comme partie intéressée. La répression des fausses indications de provenance sera d'autant plus énergique qu'elle appartiendra à tout un groupement, association ou syndicat de commerçants, de fabricants ou d'agriculteurs, qui pourra organiser une surveillance régulière de la fraude, et grâce auquel les frais de poursuite seront diminués pour chacun en se répartissant sur tous. La disposition de l'article 2 n'aura donc que des résultats excellents (2).

(1) Cour de Bruxelles, 9 février 1892. *Propriété industrielle* 1894, page 154.

(2) Elle était déjà inscrite dans le protocole non ratifié de Rome. D'ail-

Cet article, contrairement à l'article 10 de la Convention, ne définit pas la partie intéressée. Le rapporteur général au Congrès de Vienne, M. Georges Mailard, s'en félicitait, disant que préciser le droit pour tout concurrent ressortissant d'un pays signataire de l'arrangement à intervenir au cas où il y aurait un intérêt légitime était inutile ; et que déterminer par avance qui devrait être considéré comme partie intéressée, se serait s'exposer à entraver l'interprétation de l'article au lieu de la faciliter, si, comme cela était toujours à craindre, le moindre oubli ou la plus légère confusion se glissait dans l'énumération (1). Les tribunaux auront donc à apprécier l'intérêt qu'invoque le demandeur, et ils devront, dans cette appréciation, s'inspirer de l'esprit le plus large.

**107.** — Le droit des intéressés aboutit, dans la Convention comme dans l'arrangement, à la saisie des marchandises munies d'une fausse indication de provenance (2). Mais sur ce point encore l'arrangement accentue le système de la Convention. Tandis que d'après cette dernière la saisie ne pouvait avoir lieu

leurs est-ce une innovation ? Les mots « sujets ou citoyens » de l'article 2 de la Convention semblent assez larges, nous l'avons dit, pour englober les sociétés. Voir : Chapitre I, n° 10.

(1) Voir : *Annuaire assoc. inter.*, tome I, page 188.

(2) Le Congrès international de la propriété industrielle tenu à Paris en 1900, a émis un vœu pour la répression de toute fausse indication de provenance « quelle qu'en soit la forme, qu'elle soit apposée sur le produit même ou qu'elle figure dans des prospectus, circulaires, annonces, papiers de commerce quelconques. » Voir : *Annuaire associat. intern.*, tome IV, page 491.

qu'à l'importation (1), l'article 1<sup>er</sup> de l'arrangement la prévoit en outre à l'intérieur, aussi bien dans l'Etat même où la fausse indication de provenance aura été apposée, que dans celui où sera introduit l'objet muni de cette fausse indication (2). La saisie pourra donc être exercée en tout temps et en tout lieu, dès le moment où le produit aura revêtu un caractère délictueux, et soit qu'il reste dans son véritable pays d'origine, soit qu'il se présente à la frontière, soit qu'ayant réussi à la franchir il se trouve mis en vente dans un pays étranger. Ainsi tombe le reproche adressé à la Convention par ses adversaires, de ne permettre la saisie des marchandises revêtues d'une fausse indication de provenance qu'à un moment unique, et ce moment passé de leur assurer toute sécurité.

Une autre modification importante vise le caractère de la saisie à l'importation qui, de facultative, en ce sens qu'on admettait qu'elle n'eût pas été organisée par tous les pays, devient obligatoire. Cela résulte de l'expression « sera saisi » substituée, à cette autre « pourra être saisi », afin de bien marquer, les travaux

(1) Voir au chapitre précédent n° 88, l'article 10 ne faisant sur ce point que renvoyer à l'article 9.

(2) Article 1 du premier arrangement de Madrid : « Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait, directement ou indirectement, indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits Etats.

« La saisie pourra aussi s'effectuer dans l'Etat où la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication... »

préparatoires en font foi, l'engagement que prend chaque Etat de mettre cette procédure à la disposition des intéressés.

Quant à la saisie à l'intérieur son sort est subordonné aux dispositions des diverses lois nationales.

**108.** — Mais pour mieux respecter ces lois et en même temps rendre plus certaine la répression, l'arrangement autorise le remplacement de la saisie à l'importation par la prohibition d'importer (1), et de la saisie à l'intérieur par les actions et moyens assurés en pareil cas aux nationaux (2). Par cette disposition étaient spécialement visés les Etat-Unis où la procédure en vigueur ne comporte ni à l'importation, ni à l'intérieur la saisie de marchandises munies de fausses indications de provenance. Mais, dans ce pays l'intéressé n'a qu'à déposer à la direction des douanes un certain nombre d'exemplaires de l'indication de provenance illicitement apposée sur des marchandises importées, pour que la douane repousse tout produit revêtu de cette indication, à moins qu'il ne soit accompagné d'un laissez-passer signé de l'ayant droit. Et si les produits étaient parvenus à pénétrer à l'intérieur, l'intéressé

(1) La même faculté a été introduite dans la Convention par la Conférence de Bruxelles. Voir au chapitre précédent, n° 89.

(2) Article 1<sup>er</sup> du premier arrangement de Madrid : « ... Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

« Si la législation d'un Etat n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de cet Etat assure en pareil cas aux nationaux... »

n'aurait qu'à en acheter un certain nombre, ou à faire constater leur existence par des témoins et à poursuivre ensuite devant les tribunaux pour réclamer des dommages-intérêts, et faire interdire au fraudeur la continuation de ses procédés déloyaux. L'assimilation de semblables procédures à la saisie proprement dite est parfaitement légitime, puisqu'elles permettent de réaliser aussi sûrement la protection du commerce honnête et de la clientèle.

**109.** — Enfin, dernière disposition, commune depuis la Conférence de Bruxelles à l'arrangement et à la Convention : les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit (1).

**110.** — Mais, ici encore, il faut répéter que la Convention, et avec elle les arrangements qui y sont annexés, ne représente qu'un minimum de garantie, et que les législations intérieures devront s'appliquer dans leurs dispositions plus protectrices en faveur des étrangers unionistes comme des nationaux. En France donc, en vertu des articles 19 de la loi du 23 juin 1857, et 15 de la loi du 11 janvier 1892, seront prohibées les marchandises portant un signe ou une indication quelconque, de nature à faire croire à une fausse provenance, et la prohibition s'étendra à l'entrepôt, au transit et à la circulation. De plus, la confiscation pourra

(1) Article 9 de la Convention auquel renvoie l'article 10, et article 2 du premier arrangement de Madrid.

être prononcée, et l'initiative de ces mesures appartiendra également aux nationaux et aux étrangers pouvant se revendiquer de l'arrangement de Madrid ou seulement de l'article 10 de la Convention.

**111.** — La jurisprudence a très franchement adopté ce point de vue. Le Tribunal civil du Havre, notamment, a reconnu à des négociants étrangers se réclamant de l'arrangement de Madrid, le droit de réclamer la confiscation, et il s'exprime ainsi à ce sujet : « Attendu que l'arrangement de Madrid n'autorise pas, il est vrai, en termes exprès la confiscation, mais attendu que l'arrangement de Madrid n'est que le complément de la Convention de Berne de 1883 ; qu'aux termes de l'article 2 de la Convention de 1883, les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants jouiront dans tous les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne le nom commercial, des avantages que les lois respectives accordent actuellement, ou accorderont par la suite, aux nationaux ; que si les articles 1, 2 et 3 de l'arrangement de Madrid ne parlent que de la saisie, ce n'est là évidemment qu'un minimum de protection qui peut se trouver considérablement augmenté par les lois intérieures de chaque Etat ; qu'en réalité, l'arrangement de Madrid a entendu mettre à la disposition des étrangers les moyens de protection réservés jusque-là aux nationaux de chacun des Etats signataires ; attendu que la législation française a précisément organisé un ensemble de mesures destinées à protéger la propriété

des brevets d'invention, des marques de fabrique et des noms de lieux ; qu'il n'est pas douteux que les dispositions de l'article 19 de la loi du 23 juin 1857 peuvent être actuellement invoquées avec profit par les étrangers ; qu'il en est de même par suite de l'article 14, qui prévoit la confiscation, auquel renvoie expressément l'article 19... » La Cour de Rouen confirma ce jugement, et la Cour de Cassation rejeta le pourvoi (1).

**112.** — Mais tous les auteurs n'ont pas admis cette extension des législations intérieures et en présence de l'article 10, M. Donzel prétendait que non seulement il était la seule loi internationale, mais que sur le territoire même de chaque pays unioniste, il devait faire échec à la loi nationale (2). Il existe, disait-il, un

(1) Tribunal civil du Havre, 27 janvier 1899. — Cour de Rouen, 26 juin 1900. — Cassation, Requêtes, 22 juillet 1901. — (*Propriété industrielle* 1901, page 30 ; 1902, page 43.)

Voir également dans le sens de l'assimilation : Cour de Paris, 13 mars 1899. — (*La Loi*, 5 avril 1899.)

Il faut noter toutefois que le gouvernement français n'a pas cru pouvoir étendre la saisie par l'administration des douanes aux marchandises faussement revêtues d'une indication de provenance étrangère. Il s'appuie sur cette idée que les faits auxquels l'arrangement de Madrid a pour but de mettre obstacle n'ayant pas le caractère de délits fiscaux, c'est au parquet et non à l'administration des douanes qu'il doit appartenir d'agir, soit d'office, soit à la requête d'une partie intéressée. Le service des douanes ne pourrait donc agir à titre d'auxiliaire du parquet en vertu de mandats délivrés par lui. Seulement afin de réprimer plus énergiquement les fraudes, des instructions devront être données à l'administration des douanes pour que le parquet soit immédiatement avisé par les vérificateurs de la présence des marchandises portant de fausses indications de provenance en violation de l'arrangement de Madrid, et qu'il ait le temps d'effectuer la saisie.

(2) Voir : *Propriété industrielle* 1892, page 75.

principe de droit criminel d'après lequel un article énumérant des faits délictueux et punissables est strictement limitatif; tout ce qui n'est pas défendu par la loi reste donc permis, et par suite, la fausse indication de provenance ne peut désormais être réprimée que lorsqu'elle s'accompagne d'un nom commercial fictif ou frauduleusement emprunté.

A cela l'on doit répondre que l'article 10 n'est pas un article de loi pénale définissant un fait délictueux, mais un simple engagement de la part des Etats contractants, de saisir ou d'autoriser à saisir les marchandises munies de fausses indications de provenance se présentant dans certaines conditions. Cet engagement avait pour but de faciliter l'unification dans la répression de la fraude, mais il ne constituait qu'un minimum. Or, l'article 10 étant ainsi envisagé sous son véritable aspect, son application n'est pas en contradiction avec les dispositions plus larges de la loi intérieure, car il n'y a pas contradiction entre une loi qui frappe toutes les fausses indications de provenance et une convention qui oblige à saisir au moins ceux d'entre les produits importés où une indication de cette nature est jointe à un nom commercial.

A propos de l'arrangement de Madrid, il serait difficile de reprendre l'argumentation de M. Donzel, le fait prohibé y étant défini de la façon la plus large. On s'est cependant demandé si là où cet arrangement était en vigueur, la loi intérieure pouvait toujours produire son

entier effet, spécialement en ce qui concerne la saisie en transit. L'article 2 fait de cette saisie une simple faculté ; devra-t-elle toujours conserver ce caractère, ou bien quand les lois intérieures, comme en France la loi de 1857 (article 19), et celle de 1892 (article 15), disposeront formellement que tous produits portant une fausse indication d'origine française seront prohibés à l'entrée et exclus du transit, de l'entrepôt et de la circulation, la disposition devra-t-elle être étendue aux produits portant une fausse indication d'origine unioniste, de manière à rendre obligatoire pour les autorités leur saisie en transit ?

On a d'abord raisonné sur les textes. L'article premier *in fine* de l'arrangement de Madrid montre, a-t-on dit, que lorsque les délégués voulaient l'application des lois nationales, ils prenaient soin de le dire expressément. Or, l'article 2 ne contient aucune réserve relative à la préférence qu'il conviendrait de donner à ces lois nationales, c'est donc que la faculté inscrite dans l'article 2 *in fine* de l'arrangement de Madrid existe au même degré pour tous les Etats signataires, même pour ceux dont la loi interdirait le transit des produits étrangers revêtus d'une fausse indication (1).

Cette opposition entre les articles 1 et 2 de l'arrangement est-elle fondée ? Dans l'article 1<sup>er</sup> on a voulu

1) Voir : Pic : De l'introduction frauduleuse des produits étrangers revêtus d'une fausse indication de provenance. *Journal du droit international privé*, 1900, pages 290 et suivantes.

d'une part préconiser la répression des fausses indications d'origine sous sa forme la plus énergique, la saisie à l'importation et à l'intérieur ; d'autre part assurer la possibilité de la répression dans les pays adhérents dont la législation n'admet pas ces saisies, et pour cela on a visé les mesures accordées aux nationaux. Le désir d'arriver à garantir un minimum de répression explique donc les termes de ce texte, en dehors de toute manifestation de préférence pour les législations internes.

Pour ce qui est de l'article 2, quand après avoir dit que la saisie aurait lieu conformément aux règles admises par chacun des Etats contractants, il ajoute : « les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit », il ne fait qu'appliquer à un cas particulier le principe général qu'il avait d'abord posé ; il est donc bien loin d'établir la suprématie d'une règle internationale.

Il n'y a aucune opposition entre ces deux articles, puisqu'ils n'impliquent ni l'un ni l'autre une préférence en quelque sens que ce soit, et par suite laissent pleinement subsister la règle d'après laquelle les arrangements, comme la Convention, ne constituent qu'un minimum de protection absorbé par les dispositions plus complètes des lois particulières à chaque pays.

Mais se plaçant à un point de vue plus général, on a dit que la loi de 1892, comme celle de 1857, ne visait que les fausses indications d'origine française, et

que ce sont du reste les seules qui lèsent l'industrie et le commerce français.

C'est là négliger bien délibérément la situation de la clientèle ; de plus, le principe d'assimilation posé par l'article 2 de la Convention, dont peuvent se prévaloir tous les signataires de l'arrangement, et l'intérêt bien entendu de l'industrie et du commerce national protestent ensemble contre cette façon de voir.

**113.** — La répression des fausses indications de provenance est avantageuse au commerce honnête en général, même à celui du pays qui n'a pas sur son territoire le lieu de production réputé qu'elle sert à protéger. La Chambre de Commerce de Wiesbaden l'avait bien compris, qui demandait un moyen d'action contre les contrefacteurs vendant sous le nom de Champagne un vin mousseux quelconque (1), et la Chambre syndicale française des fabricants de cravates en gros également, quand elle signalait à l'attention du Ministre du Commerce les importations allemandes d'articles de mode portant la mention « made in London » (2).

L'indication mensongère d'une provenance réputée se fait au préjudice de l'industrie nationale, car ce sont peut être les produits de cette industrie qu'eût préféré la clientèle, si elle eût connu l'origine réelle de ceux faussement marqués. Cette vérité ne supporte aucune

(1) Voir : *Propriété industrielle* 1892, page 155.

(2) Voir : *Bulletin de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle*, 1<sup>er</sup> volume, pages 84 à 89.

atténuation, et rien n'est plus dangereusement paradoxal que de prétendre, comme le délégué de l'Autriche au Congrès de Berlin, qu'un pays dont l'industrie est jeune n'a aucun intérêt à la protection des indications d'origine, ses produits peu recherchés ayant besoin pour se vendre de se parer d'un nom étranger. Dans la pratique le résultat d'une semblable théorie serait tout au profit de l'industrie étrangère dont la vogue augmenterait avec les progrès réalisés par l'industrie nationale, le public ne pouvant se rendre compte que cette dernière est capable de soutenir la comparaison, et que c'est être dupe que d'accorder la préférence à des produits étrangers ou supposés tels.

Aucun argument ne peut donc prévaloir contre la répression des fausses indications de provenance qui est une œuvre de haute probité commerciale. A vouloir la mener à bonne fin, l'arrangement de Madrid, plus complet que l'article 10 de la Convention, présente le double avantage d'être assez rigoureux pour ne pas rester vain, assez souple pour permettre, semble-t-il, à toutes les puissances de s'y rallier. Il pose le principe de la répression dans toute son ampleur, il en organise un minimum d'application ; aux Etats adhérents, chacun pour son compte, de compléter ce minimum par les mesures les mieux adaptées à leurs intérêts particuliers et à leur législation,

Jusqu'ici il est vrai, les adhésions n'ont pas été nombreuses, mais les unes après les autres elles se produi-

ront d'elles-mêmes. Car les effets obtenus ne sont pas limités aux signataires, mais s'étendent dès maintenant à tous ceux qui, étant avec eux en relations commerciales, doivent s'abstenir de leur expédier des marchandises portant de fausses indications de provenance à l'un d'eux préjudiciables. Ce respect au moins partiel de l'arrangement, en faisant partout pénétrer les idées qui l'inspirent, doit amener presque nécessairement l'adhésion de tous les Etats commerçants.

## CHAPITRE IX

### DES MARQUES D'ORIGINE COLLECTIVES

114. Doit-on protéger les marques collectives ? — 115. Parmi elles les marques régionales ?

116 et 117. Difficultés communes à la protection de toutes les marques collectives ; — 116. Doit-on assimiler les marques collectives aux marques individuelles ? — 117. Doit-on limiter la protection internationale des marques collectives aux pays dont la législation intérieure les reconnaît ?

118. Difficulté spéciale aux marques régionales : par qui sera opéré le dépôt ?

120. Avant-projet du Bureau de Berne. — 120. Etat actuel de la question.

**114.** — La protection des marques collectives n'a pas été prévue par la Convention ; mais elle a fait dans les divers Congrès de la propriété industrielle l'objet de vœux favorables, et les Conférences de Madrid et de Bruxelles l'avaient inscrite au programme de leurs travaux. A Madrid, on alla même jusqu'à voter une disposition additionnelle la concernant ; mais, enclavée dans le quatrième protocole, elle est demeurée inexistante, par suite de la non-ratification par les Etats. A Bruxelles, l'entente n'ayant pu s'établir sur le fond, les délégués tinrent du moins à marquer par une résolution

platonique l'intérêt unanime qu'ils portaient à la question. Celle-ci, bien que n'étant pas résolue, se trouve donc dès maintenant posée d'une façon trop pressante pour ne pas forcer l'attention et mériter d'être examinée ici.

Les efforts tentés pour obtenir la protection internationale des marques collectives se sont heurtés à des objections d'ordre très divers. On a tout d'abord critiqué la marque collective elle-même, comme étant de sa nature inconciliable avec la définition de la marque, signe distinctif des produits d'un industriel ou d'un commerçant déterminé. C'est en ce sens que s'exprimait en 1878, au Reichstag, le commissaire impérial; et à Paris, en 1900, un membre allemand du Congrès, M. Edwin Katz, reprenait le même argument (1).

Il ne semble pas avoir grande portée. Comme on l'a fort justement remarqué (2), il suffirait pour faire cesser toute contradiction, d'une addition légère au texte, consistant à préciser que la marque est le signe distinctif des produits d'un industriel, d'un commerçant ou d'un groupe d'industriels ou de commerçants. De cette façon, la marque collective réunirait les mêmes conditions juridiques que toute autre, et aucune atteinte n'aurait été portée pour cela au caractère essentiel de la marque, qui est uniquement d'être distinctive sans

(1) Voir : *Annuaire associat. intern.* tome IV, page 365.

(2) M. DE MAILLARD DE MARAFY. Voir : *Annuaire associat. intern.* tome IV, page 473.

qu'on puisse soutenir qu'elle doive l'être au profit d'un seul.

L'histoire déjà longue des marques collectives est d'ailleurs là pour lever toute hésitation sur ce point. Dès le Moyen Age elles étaient utilisées soit pour témoigner de la conformité du produit au type admis par la corporation, soit pour indiquer sa provenance. De nos jours elles tendent, dans l'intérieur de chaque pays, à prendre un développement nouveau. A ne s'arrêter qu'aux plus connues, on peut citer la marque municipale lyonnaise réservée aux tisseurs de soie de la ville de Lyon ; le timbre de garantie de l'Union des fabricants, dont l'usage appartient à tous les sociétés ; la marque récemment créée par la Chambre syndicale des fabricants de jouets et jeux français, que tout fabricant de jouets français peut apposer sur ses produits, même sans faire partie de la Chambre syndicale ; l'aigle impériale allemande, dont tout industriel allemand est autorisé à marquer les produits sortant de chez lui pour attester leur origine germanique.

On ne voit pas que l'emploi de pareilles marques puisse nuire aux consommateurs, et pour les producteurs il représente des avantages considérables. Si la marque collective est apposée concurremment à la marque de fabrique individuelle ou à la raison commerciale de l'intéressé, le contrefacteur devra copier l'une et l'autre pour donner à ses produits une apparence se rapprochant le plus possible de celle des produits

authentiques. Or, cette double contrefaçon facilitera la preuve du dol.

L'utilité de la marque collective se fera encore ressentir pour les entreprises particulières trop peu importantes pour déposer leur marque et poursuivre les contrefacteurs dans tous les pays. Ce qu'elles ne peuvent faire isolément, une association pourra le faire à leur place ; la marque collective sera protégée à frais communs et chacun des intéressés y trouvera son profit (1).

Ces divers points ne sont d'ailleurs guère discutés. Les objections soulevées contre le principe même des marques collectives avaient un caractère essentiellement individuel ; d'une façon générale, leur protection est admise.

**115.** — Cependant, tout en reconnaissant le principe, on a parfois voulu exclure de la protection certaines marques : les marques régionales. Elles n'ont pas, disait-on, de raison d'être ; dans les conditions où elles interviendraient, l'indication de provenance suffit, c'est elle qui constitue la véritable marque. Mais on oubliait ainsi, combien la protection des indications de provenance est souvent chose difficile, au point même de devenir impossible quand le nom géographique est devenu, par l'usage, une appellation générique. Tout dernièrement encore, le 22 février 1904, le Tribunal de

(1) M. DE RO, délégué de la Belgique disait de la proposition présentée à la Conférence de Madrid : « Elle a été inspirée par une idée démocratique, celle de protéger le syndicat ou la réunion de petits artisans... » Voir : *Procès-verbaux*, page 114.

Bruxelles déclarait que le nom de « Munich » appliqué à de la bière, indiquait non sa provenance mais sa qualité (1). Et les exemples semblables abondent. Le point délicat, on l'a déjà vu au chapitre précédent, est que le public s'est accoutumé à ces appellations, et qu'un changement dans le sens de la vérité complète le dérangerait de ses habitudes. Mais si l'on introduit des marques d'origine collectives dont on sait qu'elles ne peuvent être employées que par les habitants d'une localité ou d'une région, on offrira par là aux consommateurs une sérieuse garantie en ce qui concerne la provenance des marchandises qu'ils achètent. Et ainsi, la protection des marques collectives régionales au lieu de faire double emploi avec les mesures réprimant les fausses indications de provenance, en serait le complément le plus sûr.

Les divers Congrès de la propriété industrielle ont d'ailleurs repoussé la distinction, et se sont prononcés pour la protection internationale de toutes les marques collectives,

**116.** — Mais les véritables difficultés apparaissent lorsqu'ayant adopté le principe, on en veut chercher l'application pratique. Les marques collectives doivent-elles être assimilées aux marques individuelles ? Les formalités du dépôt, la nature et l'étendue de la protection, les moyens de recours contre les usurpateurs

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1904, page 110.

doivent-ils, pour les unes et les autres, être identiques, ou bien y a-t-il lieu de créer un régime spécial aux marques collectives ?

On a soutenu cette dernière opinion en invoquant les risques d'abus plus considérables qu'offrent ces marques (1), surtout celles qui sont régionales. Ce que le consommateur est en droit de demander à la marque, c'est l'assurance de la bonne qualité des produits ; or si dans le cas d'une association volontaire, la marque peut encore, dans quelque mesure, remplir son rôle, une certaine surveillance mutuelle étant possible de la part de ses copropriétaires, quelle garantie apportet-elle quand son usage est libre sous une simple condition d'établissement ? A cela l'on peut répondre que la marque n'acquerrait jamais que la réputation qu'elle mérite ; qu'employée honnêtement, elle se ferait favorablement connaître, et attirerait légitimement la clientèle ; que dans le cas contraire, elle demeurerait sans valeur et ne nuirait à personne. Si, par suite des différences séparant dans les deux cas l'auteur du dépôt, on peut être amené à faire varier les formalités dont il s'entoure suivant qu'il s'agit de marques individuelles ou de marques collectives, on n'aperçoit pas de raison suffisante pour modifier à l'égard des unes le fond du droit reconnu aux autres. N'était-ce pas d'ailleurs le sen-

(1) Voir le compte-rendu du Congrès de Berlin. *Propriété industrielle*, 1904, page 97.

timent de la Conférence de Bruxelles, après celle de Madrid, quand l'entente finissait par s'établir entre ses délégués sur cette résolution : « La Conférence émet le vœu que les marques collectives soient protégées au même titre que les marques individuelles dans les pays de l'Union. » (1)

**117.** — Cette assimilation doit-elle aller jusqu'à faire protéger les marques collectives dans les pays dont la législation intérieure ne les reconnaît pas ? Le texte voté à Madrid semblait l'admettre, n'apportant aucune restriction au principe qu'il énonçait. Mais à Bruxelles, on proposa une réserve d'après laquelle la protection ne devrait être accordée que dans la mesure où la législation de chaque pays contractant permettrait de le faire. Une violente discussion s'engagea sur ce point (2). On objectait que la disposition était contraire à l'article 6, lequel décide que les marques doivent être acceptées dans chaque Etat telles qu'elles ont été admises au dépôt dans le pays d'origine. N'était-ce pas détourner cet article de son sens véritable ? Le chiffre 4 du protocole de clôture l'a précisé, il

(1) Le premier paragraphe du texte voté à Madrid était sur ce point conçu dans des termes identiques : « Les marques municipales et collectives seront protégées au même titre que les marques individuelles. »

(2) Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Portugal ont voté contre. Le Danemark, l'Italie et la Tunisie se sont abstenus. Ont voté pour : la Belgique, le Brésil, la Norvège, les Pays-Bas, la Serbie, la Suède et la Suisse.

constitue une exception visant uniquement la forme de la marque, et pour le surplus le principe général de l'article 2, établissant le traitement égal de l'étranger unioniste et du national, conserve son empire. Or, ce n'est point par sa forme que la marque collective se caractérise, mais par son emploi. Dans ces conditions on pourrait, semble-t-il, sans porter atteinte à quoi que ce soit, faire droit aux réclamations des pays dont la loi nationale n'admet pas les marques collectives.

**118.** — De toutes les difficultés soulevées, la moins aisée à résoudre est particulière aux marques régionales. Par qui sera opéré le dépôt de ces marques ? Quand on se trouve en présence d'un syndicat d'industriels et de commerçants ou d'une association quelconque régulièrement organisée, une semblable question porte avec elle sa réponse : la marque sera déposée par l'association elle-même. Quand par contre, il s'agit d'une marque dont la propriété doit appartenir non plus à un groupement constitué, mais à une masse d'individus entre lesquels il n'existe d'autre lien que leur établissement sur un même point du territoire, qui donc sera compétent pour les représenter et déposer au nom de tous la marque qu'ils pourront employer collectivement ?

La Conférence de Madrid semblait assigner ce rôle aux municipalités et le Congrès de Berlin de 1904 généralisant parlait des autorités administratives. Mais la circonscription dans laquelle s'exerce leurs pouvoirs

correspondrait-elle toujours à la région à protéger ? La marque municipale lyonnaise est demeurée sans valeur, parce que les industriels établis dans la commune de Lyon en revendiquaient l'usage exclusif, alors que les plus grands fabricants de soie avaient leurs établissements hors des limites de la commune (1). Ne risquerait-il pas dans bien des cas d'en être de même ?

Doit-on proposer une autre solution ? Comme le remarquait M. de Maillard de Marafy (2), la question manque encore de préparation pour pouvoir être examinée d'une manière pratique et efficace. Cette préparation exigerait la collaboration active des industriels et des producteurs de tous genres autant au moins que celle des juristes. Seul un congrès mixte, uniquement consacré à cette étude et pourvu de documents colligés dans tous les pays (3) pourrait ouvrir la voie avec sécurité à une réglementation internationale. C'est du reste le sentiment général des fabricants, et des producteurs agricoles en particulier.

**119.** — Dans ces conditions, il n'y a pas lieu, semble-t-il, de s'arrêter longuement à l'avant-projet rédigé par l'administration de Berne (4). Entrant dans le détail,

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1904, page 110.

(2) Voir : *Annuaire associat. intern.* tome I, page 407.

(3) A Lyon en 1901, M PEY demandait la large diffusion dans les divers pays d'un questionnaire permettant à chacun d'exposer ses vues sur tous les points du sujet. Voir : *Annuaire associat. intern.* tome V.

(4) Voir le texte de ce projet : *Annuaire associat. intern.* tome I, page 157.

Ce projet destiné au Congrès de Bruxelles n'y fut pas discuté.

il subordonnait la protection à l'enregistrement au Bureau international demandé par l'administration de la propriété industrielle des Etats contractants. Cette protection devait s'exercer pendant vingt ans, avec faculté de renouvellement du dépôt; elle ne devait plus pouvoir être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans son pays d'origine. Pour les frais d'enregistrement on devait appliquer les dispositions de l'arrangement de Madrid sur l'enregistrement international, et l'on proposait d'appliquer les dispositions de la Convention pour la saisie des produits revêtus de marques collectives usurpées.

Sans s'arrêter à la réglementation elle-même, il est une disposition de principe qui ne pourra jamais échapper à la critique : celle de l'article 2 d'après laquelle, seuls seraient protégés les signes figuratifs. Le but poursuivi ne se trouverait ainsi que très imparfaitement atteint.

**120.** — Quoiqu'il puisse par ailleurs contenir d'excellent, ce projet était prématuré. La question des marques collectives n'a pas encore obtenu dans les différents pays une solution qui permette de la régler internationalement d'une façon complète. On l'a vu par les protestations qui se sont fait entendre à la Conférence de Bruxelles, certains Etats ne les reconnaissent pas encore ; et le traitement auquel elles sont soumises dans les autres n'est nullement uniforme.

En Allemagne, elles ne peuvent être déposées que par des collectivités se livrant au commerce pour leur propre compte.

En Belgique et en Espagne, c'est le contraire qui est admis. La loi belge du 31 mars 1898 autorise, sous le nom d'Union professionnelle, le groupement en vue d'étudier et de développer les intérêts corporatifs des personnes exerçant le commerce ou une profession similaire. Les Unions ont la personnalité civile et elles peuvent « déposer et posséder des marques de fabrique et de commerce pour l'usage individuel de leurs membres; elles sont seules propriétaires de la marque et en permettent l'usage aux conditions de leur règlement; mais le commerce leur est interdit » (1). Conforme sur ce dernier point à la loi belge, la loi espagnole du 16 mai 1902 décide dans son article 25, que « pourront faire usage d'une marque collective les syndicats ou collectivités non commerçantes pour distinguer les produits du travail de tous les membres du groupe; les conseils municipaux pour les produits de leur rayon municipal; les députations provinciales, pour ceux de leurs provinces respectives; et les particuliers pour distinguer certains produits de contrées ou de régions déterminées » (2).

En France, où la question est réglée par la jurisprudence, il a été décidé que plusieurs fabricants peuvent

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1904, page 110.

(2) Voir : *Propriété industrielle*, 1902, page 84.

se réunir pour faire un usage commun de la même marque; que notamment les fabricants d'une même localité peuvent adopter une marque unique pour distinguer tous les produits de la localité; mais les copropriétaires ne peuvent poursuivre la revendication de cette marque que dans leur intérêt personnel, agissant ensemble s'ils le veulent, mais à titre individuel (1).

Devant ces divergences des lois intérieures, ou cette absence de législation qui ne peuvent laisser aucune illusion sur le sort attendant la proposition d'une règle internationale précise et unificatrice, on doit se borner aux ambitions modestes: mettre à l'étude la question des marques régionales, et poser le principe de la protection internationale des marques syndicales, sous la réserve qu'elle ne pourra être réclamée dans chaque Etat contractant qu'au cas et selon la mesure où sa législation intérieure permet de le faire. Ce minimum est pour le moment seul désirable, parce que seul il offre des chances de réalisation pratique.

(1) Voir: POUILLET, Marques, nos 84 et 85 — et deux arrêts de la Cour de Paris: 28 novembre 1861 (*Annales* 1862, page 35) — et 13 juillet 1883 (*Annales* 1884, page 353.)

## CHAPITRE X

### DE LA RÉPRESSION DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

121. Danger de la concurrence déloyale dans les transactions internationales.

122. Difficulté d'arriver à l'unité de répression en matière de concurrence déloyale; — 123. Variété des faits à réprimer; — 124. Diversité des législations particulières : — 125 *a*). Application d'un principe général d'équité; — 126 *b*). Codification des formes courantes de la concurrence déloyale; — 127 *c*). Combinaison des deux systèmes.

128. Droit commun des étrangers, notamment en France; — 129. Article 10 *bis* de la Convention.

130. D'un cas spécial de concurrence déloyale : usurpation et imitation des médailles et récompenses.

**121.** — Si la concurrence déloyale par les formes multiples qu'elle revêt et l'art sans cesse croissant dont elle fait preuve, représente pour le commerce honnête de tout pays un danger permanent, dans les relations internationales ses effets fâcheux, loin de s'atténuer, s'accroissent encore. Les consommateurs étrangers sont incontestablement plus faciles à tromper que le public indigène. N'ayant pour vérifier l'authenticité et la valeur des produits qu'on leur offre, ni expérience, ni facilité de comparaison, ils sont à la merci de l'illusion que

créent quelques détails de ressemblance extérieure, et se laissent prendre sans peine aux promesses séduisantes de la réclame. Le préjudice qu'ils subissent est évident, car lorsqu'un fabricant ou un négociant s'efforcent, pour débiter leurs marchandises, d'établir une confusion d'aspect avec d'autres, ou de les faire valoir par l'allégation de qualités imaginaires, c'est sans aucun doute qu'elles ne se recommandent guère par elles-mêmes.

Au préjudice du consommateur viennent faire pendant les pertes du commerçant privé d'une partie de sa clientèle, pertes dont il est en droit de se plaindre, car elles n'ont pas pour cause le libre jeu d'une rivalité permise, mais l'exercice de pratiques illicites.

**122.** — Il y a là une situation fâcheuse, dont le remède avait, semble-t-il, sa place marquée dans un ensemble de mesures destinées à garantir l'honnêteté des transactions internationales. La Convention de 1883, cependant, ne visait pas la concurrence déloyale.

La raison de ce silence était sans doute dans la difficulté que présente la réglementation de la matière, difficulté double, tenant d'une part à la variété des faits à réprimer, d'autre part aux divergences qui, de pays à pays, marquent l'organisation de la répression.

**123.** — Comme on l'a fort justement remarqué (1), peu d'expressions sont à la fois aussi usuelles et aussi

(1) Voir : COUHIN : *Propriété industrielle, artistique et littéraire*, tome III, page 404.

décevantes que celle de concurrence déloyale, qui, en France et dans d'autres pays, ne se rencontre même pas dans la loi, et qui n'est nulle part définie. Ce n'est point certes que les tentatives de définition aient fait défaut ; chacun a risqué la sienne.

Pour M. Pouillet, la concurrence déloyale est celle qui emploie des moyens détournés, frauduleux, des menées que la droiture et l'honnêteté réprouvent (1).

Pour M. Darras, c'est l'acte pratiqué de mauvaise foi à l'effet de créer une confusion entre les produits de deux fabricants ou de deux commerçants, ou qui, sans créer de confusion, jette le discrédit sur un établissement rival (2).

Pour M. Laurent, il y a concurrence déloyale lorsque le commerçant ou l'industriel usurpe un droit quelconque appartenant à un autre industriel ou à un autre commerçant (3).

Pour M. Allart, la concurrence déloyale est tout agissement, toute manœuvre ayant pour but de détourner la clientèle d'un industriel ou d'une maison de commerce (4).

Pour M. Mayer, l'usage réunit sous le nom de concurrence déloyale une variété infinie de faits qui ne peu-

(1) POUILLET : *Marques*. Introduction, page viii.

(2) Voir : DARRAS. *De la concurrence déloyale*, n° 1.

(3) Voir : LAURENT. *Principes de droit civil français*, n° 494.

(4) Voir : ALLART. *Traité théorique et pratique de la concurrence déloyale*, n° 1.

vent être considérés comme couverts par le droit de libre concurrence (1).

Pour M. Bert, les faits de concurrence déloyale sont ceux à l'aide desquels un industriel cherche à attirer frauduleusement la clientèle d'autrui (2).

Pour M. Simon, il faut entendre par concurrence déloyale tout acte illégal et coupable (dol, faute) par lequel un commerçant détourne à son profit la clientèle d'un concurrent et lui cause un dommage (3).

Pour MM. Pelletier et Vidal-Naquet, la dénomination générale de concurrence déloyale désigne tout agissement qui a pour but de détourner malhonnêtement au profit de son auteur la clientèle d'un établissement industriel ou commercial similaire (4).

A tout cela il n'y a sans doute rien à reprendre, l'idée de concurrence déloyale se trouve ainsi expliquée et développée d'une façon excellente ; mais un développement ou une explication ne sont pas encore une définition. La formule exacte et précise reste à trouver, si elle n'est pas introuvable. La cause en est dans l'infinité variée de formes que revêt la concurrence déloyale et qui défie aussi bien l'énumération que la définition.

(1) Voir : MAYER. *De la concurrence déloyale et de la contrefaçon en matière de noms et de marques*, n° 36.

(2) Voir : BERT. *Concurrence déloyale*, chapitre I<sup>er</sup>, n°s 8 et 9.

(3) Voir : SIMON. *La concurrence déloyale*, page 47.

(4) Voir : PELLETIER ET VIDAL-NAQUET. n° 330.

Tout ce qu'il est permis d'essayer, c'est une classification des cas les plus fréquents qui peuvent, semble-t-il, se répartir en cinq groupes.

Le premier comprendra les faits de concurrence déloyale visant à établir la confusion entre divers établissements commerciaux, soit par une similitude de nom, soit par une ressemblance matérielle (devanture, enseigne, voitures, annonces, etc.). Dans le deuxième se rangeront les faits de concurrence déloyale ayant pour but de créer une confusion entre les produits, au moyen des enveloppes, boîtes, flacons, ou de la forme même des produits. Dans le troisième prendront place les usurpations de fausses qualités ou de titres appartenant à des tiers (médailles, récompenses, titre d'ancien ouvrier ou employé, etc.). Le quatrième réunira les actes de concurrence déloyale consistant dans la violation d'un contrat, de l'engagement de ne point se rétablir, par exemple, consenti par le vendeur d'un fonds de commerce. Enfin un cinquième groupe devra être réservé aux divers modes de dénigrement (1).

Mais il ne faut point oublier que les cadres ainsi tracés n'ont rien de rigide, que non seulement ils peuvent s'élargir ou se compléter pour englober à leur tour des faits jusqu'ici imprévus, mais que répondant à des distinctions tout extérieures, ils pourraient sans qu'il y

(1) Voir le rapport de M. DE CLERMONT au Congrès de Londres. *Annuaire associat. intern.* tome II, pages 135 à 151.

eut rien de changé quand au fond, être supprimés et remplacés par d'autres.

Si se plaçant à un point de vue différent, on essayait de rendre compte non plus des formes diverses, mais du caractère un et substantiel de la concurrence déloyale, on pourrait dire qu'il faut entendre sous cette appellation toute atteinte portée à un droit de propriété industrielle et commerciale découlant des simples règles de la droiture et de l'équité, par opposition à celles qui visent certains droits résultant d'un contrat officiel passé avec l'Etat et dont la revendication est soumise à l'accomplissement de formalités légales, dépôt et enregistrement. Ce qui revient à indiquer quels actes sont en dehors de la concurrence déloyale, plutôt qu'à préciser ce que sont les actes de concurrence déloyale eux-mêmes qui restent essentiellement indéfinis.

Il y avait là une première difficulté à l'organisation satisfaisante d'un système répressif, qui ne pouvait qu'être lui aussi mal défini, à moins de demeurer incomplet.

**124.** — Mais quand il s'agissait d'arriver à une entente internationale, une difficulté nouvelle surgissait des divergences fondamentales séparant les législations intérieures. Certains pays comme le Danemark, la Norvège, la Suède, la Serbie, la Russie, laissent à peu

(1) Les trois premiers de ces pays ont seulement une loi sur les fausses indications de provenance, forme très particulière de la concurrence

près impunie la concurrence déloyale (1); ceux qui s'en préoccupent se partagent en deux groupes.

**125.** — Les uns la combattent par l'application d'un principe général d'équité tantôt expressément formulé dans la loi, tantôt dégagé par le juge lui-même. C'est la France qui, dans cette voie, marche en tête. En s'appuyant sur l'article 1382 du Code civil, la jurisprudence de ses tribunaux a édifié un système complet de répression, embrassant toutes les formes de concurrence déloyale, les plus imprévues comme les plus ordinaires.

Cet exemple a été suivi en Belgique, ce qui était à prévoir, étant donné l'identité des législations. L'abus du droit de concurrence y donne ouverture à une action en dommages-intérêts, sous la seule condition qu'il y ait faute entraînant préjudice. On pourrait citer pour ce pays une interminable série de décisions en matière d'annonces, circulaires ou réclames; d'enseignes, firmes, noms de commerce et raisons sociales; de mentions mensongères de témoignages honorifiques; d'identité, similitude ou rapprochement dans la dénomination d'un produit ou d'une invention, ou dans l'aspect extérieur sous lequel ils se présentent, etc. (1).

déloyale. En Russie, l'article 1355 du Code Pénal vise la divulgation des secrets de fabrique.

(1) Voir sur la jurisprudence française et belge en matière de concurrence déloyale l'article de la *Propriété industrielle*, 1903, pages 110 et suivantes; — et spécialement sur la jurisprudence belge le rapport de M. WAUVERMANS au Congrès de Vienne. *Annuaire associat. intern.* tome I, pages 388 et 389.

En Italie, l'article 1151 du Code civil reproduisant exactement l'article 1382 du Code civil français, joue en cette matière le même rôle (1).

En Suisse, l'interprétation très large donnée par les tribunaux des articles 50, 51 et 69 du Code fédéral des obligations concorde avec la jurisprudence française et suffit pour protéger au point de vue civil les commerçants.

Aux Pays-Bas, bien que les procès relatifs à la concurrence déloyale ne soient pas fréquents, les décisions basées sur l'article 1401 du Code civil sont favorables à la répression.

Pour ce qui est de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, leurs lois ne formulent aucun principe général comparable à notre article 1382, mais leur jurisprudence, s'inspirant largement et avec sévérité du « Common Law », arrive au même résultat que la jurisprudence française.

Enfin, à ces divers pays, il faut encore joindre l'Espagne.

**126.** — Par contre, l'Allemagne, le Portugal et l'Autriche, adoptant un système tout différent, visent par des dispositions spéciales certains cas de concurrence déloyale ; ce sont autant de solutions d'espèces consacrées législativement.

La loi allemande du 27 mai 1896 réprime : l'abus en

(1) Code civil italien, article 1151 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

matière de réclame, les dissimulations sur la quantité, les allégations inexactes préjudiciables au commerce ou au crédit du concurrent, l'emploi de noms ou de désignations commerciales dans le but d'établir une confusion, et la violation des secrets commerciaux.

L'article 201 de la loi portugaise du 21 mai 1896 concerne : les fausses indications de provenance, la confusion créée avec un établissement rival par l'aspect extérieur donné à son propre établissement, l'apposition sur les produits d'un nom autre que celui du véritable fabricant, l'indication de la préparation d'après des formules et des procédés dont l'emploi n'est pas libre ; et, d'une façon générale, toute invocation sous une forme quelconque du nom, de la marque ou de l'établissement d'un concurrent, la simulation du dépôt ou de l'enregistrement à l'étranger, la substitution sur un produit d'une marque à une autre, l'acquisition par espionnage ou tout autre moyen frauduleux des secrets de fabrique (1).

Enfin, un projet de loi présenté par le gouvernement autrichien au Reichsrath, le 18 octobre 1901, propose de prohiber l'emploi d'indications mensongères sur les marchandises, lorsque ces indications sont de nature à déterminer la vente en trompant l'acheteur ; le fait de bénéficier, grâce à des manœuvres, de la renom-

(1) Voir les rapports de MM. de CLERMONT et MINTZ au Congrès de Londres. *Annuaire associat intern.* tome II, pages 135 à 151, et 403 à 409.

mée légitimement acquise à autrui dans une industrie ou un commerce ; les actes de dénigrement relatifs à un concurrent ou à ses marchandises ; la violation des secrets de fabrique (1).

**127.** — L'application d'un principe général offre, sur le système de la codification, l'avantage d'atteindre toutes les formes de la concurrence déloyale qu'il est impossible de prévoir et de classer, et non pas seulement les principales et les plus connues. C'est là une supériorité certaine, avouée par les auteurs de la loi allemande de 1896 eux-mêmes, et qui faisait dire à l'un d'eux, M. Goldschmidt, au Congrès de Vienne, que bien qu'ayant voté une loi sur la concurrence déloyale, il préférerait le système de la jurisprudence française.

Cependant, il semble démontré que celui-ci n'est pas partout applicable. L'Autriche et la Russie avaient dans leurs Codes un article qui aurait pu servir de base à une théorie générale de la protection contre la concurrence déloyale, tout comme l'article 1382 du Code civil français (2) ; mais, en fait, il n'en a rien été. Dans certaines provinces allemandes, cet article 1382 lui-même a été en vigueur jusqu'en 1900 ; il y est resté lettre morte (3). La raison en est dans la différence pro-

(1) Voir : *Propriété industrielle*, 1901, page 175.

(2) Articles 1295 du Code autrichien, 684 des lois civiles russes.

(3) Le Code civil français a été applicable jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1900 (date de l'entrée en vigueur du Code civil allemand) en Alsace-Lorraine, dans le Palatinat du Rhin, la province Rhénane, la Hesse Rhénane, et le grand duché de Bade.

fonde qui sépare la jurisprudence française de celle de ces autres pays, la première, par sa souplesse infinie, ayant su peu à peu faire entrer toutes les formes de la concurrence déloyale sous l'application d'un principe unique, que le formalisme rigoureux des autres s'est, au contraire, toujours et persévéramment refusé à étendre.

De plus, comme on l'a fort justement relevé, dans les pays où l'extension a été admise, il s'est produit en bien des cas des solutions contradictoires, à raison de ce que le juge n'étant guidé par aucun texte précis n'avait à tenir compte que de son appréciation personnelle, éminemment variable suivant le caractère et les tendances d'esprit de chacun. Il est arrivé en France que sur des espèces considérées comme définitivement réglées, la Cour de Cassation ait jugé dans un sens diamétralement opposé à celui admis par les Cours d'Appel : il en a été ainsi notamment au sujet de l'emploi du nom du patron par l'employé qui quitte sa maison pour s'établir.

Aussi pour éviter cet inconvénient sans renoncer aux avantages incontestables qui l'accompagnent, M. de Maillard de Marafy préconisait-il au Congrès de Paris (1900) un système mixte, qui n'abolirait pas le principe général, la concurrence de mauvaise foi pouvant trouver des formes encore inconnues, mais qui tout en conservant ce principe pour atteindre les cas nouveaux, chercherait à codifier ceux, nombreux, qui se sont sou-

vent présentés et forment aujourd'hui un véritable *corpus juris* (1).

**128.** — Mais il était difficile d'introduire dans une convention internationale soit cette solution, soit une autre qui, quelle qu'elle fût, devait aller directement à l'encontre de la législation d'un certain nombre de pays. Le besoin se faisait pourtant ressentir d'améliorer la situation des commerçants en pays étranger. En Belgique ou en Suisse, il est vrai, la jurisprudence ne distinguait pas entre eux et les nationaux. Mais il était loin d'en être partout de même ; en Allemagne, par exemple, le droit à la protection était subordonné à la réciprocité de traitement constatée par une insertion au Bulletin des lois de l'Empire (2).

En France, pour les étrangers non domiciliés ou n'appartenant pas à un pays de réciprocité, le droit à exercer l'action en concurrence déloyale était très discuté dans la doctrine. L'article 5 de la loi de 1857 disposait que « les étrangers qui possèdent en France des établissements d'industrie ou de commerce, jouissent pour les produits de leurs établissements du bénéfice de la présente loi en remplissant les formalités qu'elle prescrit ». D'où il résultait que si les formalités n'étaient pas remplies, l'étranger était exclu du bénéfice de cette loi. Mais ne conservait-il pas la faculté d'invoquer le droit

(1) Voir : *Annuaire associat. intern.* tome IV, pages 402, 478 et 479.

(2) Loi du 27 mai 1896.

commun tel qu'il était établi par l'article 1382 du Code civil ?

Répondre négativement eût été, pour une simple omission de formalités, se montrer bien rigoureux après s'être montré bien favorable. On essayait cependant d'objecter l'article 11 du Code civil. Mais à cela on répondait que la loi de 1857 comportait une dérogation expresse à cet article ; qu'elle posait des principes nouveaux, du moins à l'égard des étrangers qui avaient des établissements en France ; que moins sévère que le Code civil, elle leur accordait sa protection absolue quand ils avaient opéré le dépôt de leur marque, déclarant implicitement qu'en l'absence de ce dépôt elle les excluait de son bénéfice, mais de son bénéfice seulement, l'action tirée de l'article 1382 leur restant par conséquent ouverte (1).

Mais quand l'étranger n'avait pas d'établissement en France, la même solution devait-elle être admise ? Ses adversaires mettaient en avant que ce serait là renoncer à tout espoir d'obtenir pour les nationaux un traitement réciproque ; que la jurisprudence s'était prononcée négativement avant la loi de 1857, et que cette loi, en n'apportant aucune réserve expresse sur ce point, avait ratifié la jurisprudence (2). En sens inverse on faisait remarquer que la concurrence déloyale était un quasi-délit purement commercial. Or, un vieil adage

(1) Voir : POUILLET. Marques, n° 694.

(2) Voir l'article de M. HUARD, dans la *Propriété industrielle*, n° 146.

disait : « Nul, en tant que commerçant, n'est étranger en France », et l'article 631 du Code de commerce dispose que « les tribunaux connaîtront... 3° des contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes », donc même entre étrangers. Il fallait donc accorder à tout étranger l'action en concurrence déloyale (1).

C'est ce que n'admettaient pas les tribunaux. Dans deux arrêts la Cour de Paris avait cependant adopté le système le plus libéral (2), mais soumis à la Cour de Cassation ils furent l'un et l'autre annulés, et la jurisprudence se trouva ainsi fixée.

**129.** — Au Congrès de Vienne, en 1897, sur le rapport de M. Allart, fut adoptée une proposition disant, qu'il y avait lieu d'ajouter à la Convention de Paris une disposition aux termes de laquelle les sujets ou citoyens de chacun des Etats de l'Union jouiraient dans tous les autres de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale (3). Les Congrès de Londres, de Zurich et de Paris se prononcèrent dans le même sens (4), et la Conférence de Bruxelles vota un article 10 *bis* ainsi conçu : « Les ressortissants de la Convention (articles 2 et 3) jouiront, dans tous les Etats de

(1) Voir : *Annales* 1857, page 362. — MAUNOURY : *Le nom commercial*, page 333.

(2) Cour de Paris, 20 juin 1842 et 22 mars 1855. *Annales* 1855, page 40.

(3) *Annuaire associat. intern.* tome I, pages 89 et 282 à 287.

(4) *Annuaire associat. intern.* tome II, page 494 ; tome III, page 118 ; tome IV, page 407.

l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale. » (1)

On n'avait pas cru pouvoir réaliser jusqu'au bout le vœu du Congrès de Paris qui en réclamant l'introduction dans les traités internationaux de la protection contre la concurrence déloyale, préconisait le système mixte d'un principe général, permettant d'obtenir dans tous les cas des réparations civiles, combiné avec une codification des cas les plus fréquents. Une tentative d'unification prématurée aurait risqué, en empêchant l'adhésion de certains Etats, de faire complètement échouer la mesure. Pour obtenir une protection effective, il fallait accepter cette protection dans la diversité de ses formes, et respecter toutes les législations en évitant également et de définir la concurrence déloyale et de la réprimer suivant un système déterminé. Etant donné l'état de la question dans les divers pays, la Conférence de Bruxelles ne pouvait faire plus qu'elle ne faisait par l'article 10 *bis*. D'ailleurs elle demeurait fidèle à l'idée maîtresse de la Convention, le texte nouveau étant une application directe des dispositions de l'article 2.

**130.**— En dehors de l'article 10 *bis*, certains actes de

(1) L'article avait été voté à l'unanimité dès la séance du 4 décembre 1897. Mais il ne put figurer dans le protocole final, certains délégués ayant cru devoir faire observer qu'ils n'avaient pas reçu d'instructions de leur gouvernement sur cette question non visée dans le programme définitif de la Conférence. C'est pour cette raison que l'examen en fut repris à la seconde session de la Conférence de Bruxelles, où le texte fut voté sans aucune difficulté.

concurrence déloyale ne se trouvent-ils pas visés d'une façon spéciale par la Convention ? L'usurpation d'un nom commercial ou l'apposition de fausses indications de provenance ne sont que des espèces très répandues et particulièrement graves de ce genre de fraude. D'autres ne mériteraient-elles pas également, par leur fréquence et l'importance des intérêts qu'elles compromettent, une situation à part ? En multiplier le nombre à l'infini serait violer la neutralité que la Convention entend garder à l'égard des législations intérieures. Mais il en est dont la répression importe à tel point, qu'elle a été prévue par des textes spéciaux dans des pays où la jurisprudence découlant d'un principe général d'équité aurait pu cependant suffire. C'est ainsi qu'en France la loi du 30 avril 1886, en Suisse celle du 26 septembre 1896, en Espagne celle du 16 mai 1902 (1), protègent contre les atteintes de la concurrence déloyale les médailles et récompenses.

Au Congrès de Paris, un vœu avait été déposé par M. Garbe (2), préconisant l'introduction de mesures en ce sens dans les conventions internationales. La base de son système était dans la création d'un registre public pour l'inscription de toutes les récompenses dont les industriels et commerçants voudraient se prévaloir (3). Mais le vœu ne fut pas adopté.

(1) L'Angleterre avait donné l'exemple ; mais sa loi du 20 juillet 1863 était spéciale aux médailles et récompenses décernées à ses Expositions de 1851 et 1862.

(2) Voir : *Annuaire associat. intern.* tome IV, pages 223 à 237.

(3) Pour avoir omis ce point, la législation française se trouve, dans

Il touchait cependant à une matière qui, par la généralité de son intérêt, mériterait autant que bien d'autres une réglementation internationale. Avec la sécurité des consommateurs et la réputation des commerçants, c'est le succès des Expositions qui est mis en jeu, la dépréciation par la fraude des distinctions honorifiques qu'elles distribuent devant avoir pour résultat de les ravalier au rang « d'exhibitions de fantaisie et de spectacles à bon marché » (1). Or, comme elles vont se succédant d'Etat en Etat, tous sont intéressés à se prêter main forte pour leur défense.

On disait, il est vrai, que la protection des récompenses industrielles et commerciales s'était encore trop peu généralisée pour être introduite dans une convention internationale (2). Mais pourquoi l'initiative ne viendrait-elle pas ici de la Convention? Les résistances qu'elle rencontrerait ne seraient guère sérieuses. Les Etats qui protègent d'ordinaire la concurrence déloyale par la simple application d'un principe d'équité, admettent en cette matière des dispositions particulières. Quant à ceux qui envisagent distinctement certaines espèces spéciales, on ne voit pas pourquoi ils rejetteraient une espèce encore méconnue, mais

la plupart des cas réduite à l'impuissance. Il conviendrait de compléter encore ses dispositions en visant, avec l'usurpation, l'imitation frauduleuse.

(1) C'est ainsi que s'exprimait au Congrès de 1878 déjà, M. WILLIS BUND. *Compte rendu*, page 647.

(2) C'était l'avis de MM. FREY-GODET et de MAILLARD DE MARAFY. Voir : *Annuaire associat. intern.* tome IV, pages 380 à 385 et 476 à 478.

dont la reconnaissance ne viendrait que compléter, sans le contredire, leur système législatif.

Il y aurait donc certainement place dans la Convention de 1883, à côté des dispositions relatives au nom commercial et aux indications de provenance, pour une disposition nouvelle visant les médailles et récompenses. Et ainsi se trouveraient réprimées d'une façon sûre, dans leur forme la plus courante et la plus pernicieuse, les tromperies sur la personne du fabricant, sur l'identité du produit et sur sa valeur.



## CONCLUSION

131. Insuffisance de la Convention sur certains points; — 132. Possibilité de voir se réaliser les améliorations désirables.

133. Résultats obtenus; — 134. Reconnaissance d'un droit de propriété en matière industrielle; — 135. Organisation d'un minimum de protection; — 136. Détermination d'un mouvement législatif général.

137. Substitution progressive de l'influence de la Convention au rôle direct de la Convention.

**131.** — On ne saurait présenter la Convention, même modifiée par les arrangements de Madrid et les protocoles de Bruxelles, comme organisant un système de protection méthodique et complet. Ce serait lui assigner un caractère qu'elle n'a évidemment pas, et que d'ailleurs elle ne pouvait avoir. Sur certains points elle laisse subsister de vraies lacunes, sur d'autres elle est au moins insuffisante, et dans son ensemble elle ne présente pas cet enchaînement logique qui est l'indice d'une théorie établie sur des principes fermes. En ce qui concerne les marques, on a justement relevé qu'elle ne définit pas la nature des signes susceptibles d'être protégés, qu'elle n'assure de protection absolue que pour un délai très court, qu'elle proclame insuffisamment les droits des collectivités, qu'elle laisse les com-

merçants et les industriels intéressés à connaître les dépôts les uns des autres, sans guide pratique dans leurs recherches. Pour ce qui est de la concurrence déloyale, elle se contente presque d'un simple vœu. A un point de vue plus général, en ne supprimant pas pour les étrangers unionistes la caution *judicatum solvi*, elle ne leur donne pas libre accès aux tribunaux. Mais ces constatations emportent-elles une critique ?

La Convention de 1883 n'a jamais eu la prétention d'être une loi internationale synthétique et harmonieuse, et ses auteurs annonçaient d'avance qu'ils ne pouvaient espérer mieux qu'une entente sur quelques points. Il fallait compter avec les différences profondes qui séparent les législations des divers Etats, et que l'on ne pouvait songer à réduire du premier coup. Sans entrer dans le détail de leurs dispositions, il est certain qu'une seule question de la nature de celle du caractère attributif ou déclaratif à accorder au dépôt, eût suffi à faire échouer une tentative d'unification complète. Force était donc si l'on voulait obtenir un résultat pratique, de limiter la réforme, en bannissant toute mesure que certains pays auraient pu considérer comme en opposition directe avec leur loi intérieure. C'est à ce prix seulement que l'on pouvait compter sur des adhésions nombreuses. Les lacunes, s'il en reste dans le texte, ne sont pas sans raison d'être.

**132.** — Elles semblent d'ailleurs appelées à disparaître peu à peu. La Convention n'est pas figée dans sa

première forme ; elle n'est, comme le disait M. Bozérian en 1880, « que la préface d'un livre qui s'ouvre et ne sera peut être fermé que dans de longues années. » Elle-même, consacrant ce caractère provisoire a, par son article 14, prescrit des révisions périodiques en vue de réaliser les améliorations jugées désirables. Ce n'est pas son moindre mérite d'avoir ainsi prévu et préparé par une organisation régulière son développement futur, et tout en établissant sans retard un commencement d'entente, d'avoir compris que son œuvre, forcément incomplète au début, pouvait, par la suite, prendre un plus large essor.

Pour faciliter les progrès attendus, il fallait laisser aux Etats contractants la plus grande liberté, et sans renoncer au principe de l'union, ne pas soumettre les concessions de garanties nouvelles que réclameraient certains d'entre eux à la nécessité d'une approbation unanime. Dans ce but, l'article 15 réserve le droit des Hautes parties contractantes à prendre séparément les unes avec les autres des arrangements particuliers, sous condition de ne point contrevenir à la Convention. Concession aux tendances spéciales de chaque Etat, cette disposition comporte comme conséquence un enseignement et un encouragement pour tous. Ceux que des arguments théoriques n'auraient pas convaincus se laisseront entraîner par l'exemple, et tour à tour, si les résultats obtenus sont heureux, ils adhéreront

aux divers arrangements transformés ainsi en autant d'expériences particulières utiles à l'entente générale.

Dans ce développement progressif, l'initiative privée vient seconder d'une façon particulièrement efficace l'effort officiel. Grâce aux Congrès annuels de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, les questions arrivent devant les Conférences de révision muries par l'étude et la discussion, et toute prêtes pour la solution à intervenir. Si leurs vœux ne sont pas toujours exaucés, au moins signalent-ils aux pouvoirs publics les points qui méritent l'attention, et quand leur rôle se bornerait à tracer un programme, il ne serait pas inutile.

L'ère des progrès est dès maintenant ouverte. Les Conférences de Madrid et de Bruxelles en ont déjà réalisé plus d'un, d'autres semblent promis pour bientôt, si du moins il est légitime de mesurer les chances de succès à l'ardeur des efforts. Les marques collectives, la protection de toute marque connue, même non déposée, contre l'appropriation frauduleuse des tiers, la classification des produits, la suppression de la caution exigée des étrangers et même leur admission au bénéfice de l'assistance judiciaire, ont fait, dans divers Congrès, l'objet de rapports et de débats terminés par le vote de motions favorables. Le meilleur mode de répression à employer contre la concurrence déloyale a été longuement étudié, et si l'on a renoncé à donner, pour le moment, une définition internationale de la

marque, ce n'est point qu'on ait méconnu son intérêt. D'autres questions encore ont été agitées, d'autres résolutions adoptées. Il est permis, semble-t-il, d'avoir confiance dans l'avenir de la Convention.

**133.** — Mais sous sa forme actuelle, avec les deux arrangements qui la complètent, elle est loin déjà d'être sans valeur. La meilleure preuve n'en est-elle pas dans le nombre toujours croissant des Etats qu'elle groupe autour d'elle ? Ratifiée au début par onze gouvernements, elle compte à l'heure actuelle vingt adhérents. Quant à ceux là seront venus se joindre l'Autriche, dont l'adhésion est annoncée (1), et la Russie, qui a fait prévoir la sienne au moins comme possible (2), aucune des grandes puissances européennes ne restera étrangère au mouvement général, qui hors de l'Europe a entraîné le Brésil, la République de Saint-Domingue, les Etats-Unis, le Japon, le Mexique, la Tunisie et tout dernièrement la République de Cuba.

(1) M. VON GLANZ, ministre du commerce, a déclaré tant à la Chambre des députés (29 mai 1896) qu'à la séance d'ouverture du Congrès de Vienne (octobre 1897), que le gouvernement autrichien avait l'intention d'adhérer à la Convention. Voir : *Annuaire associat. intern.* tome I, pages 134 et 367.

En outre, à la Conférence de Bruxelles, les délégués autrichiens et hongrois ont annoncé comme probable et prochaine l'adhésion de leurs gouvernements.

(2) Le ministre des finances a déclaré que la loi nouvelle sur les marques de fabrique (1896), s'était inspirée des principes de la Convention, afin que fût facilitée, le cas échéant, l'adhésion de l'Empire.

Voir : *Annuaire associat. intern.* tome I, pages 135 et 478.

**134.** — En apportant au nom de vingt Etats l'affirmation officielle qu'il existe une propriété industrielle, c'est-à-dire que le droit du négociant sur sa marque, sur son nom, sur l'indication de provenance de ses produits et sur tous les signes qui les distinguent, est le plus absolu, le plus complet des droits, l'égal de celui que l'on peut avoir sur les objets matériels, la Convention doit exercer une influence profonde et salubre sur la jurisprudence et sur la pratique commerciale. Dans un domaine où la concurrence est la règle, les limites entre les procédés de lutte permis et ceux que réprouverait une honnêteté rigoureuse, menacent sans cesse de fléchir sous les chocs qu'elles reçoivent. A la longue l'usage finit par admettre un certain laisser-aller des principes que les tribunaux consacrent parfois de leur autorité. Ces tendances sont particulièrement à redouter dans les relations avec les étrangers, tout acte dirigé contre eux se donnant facilement les allures d'un acte de défense nationale. La reconnaissance expresse d'un droit de propriété véritable en matière industrielle, fera au juge un devoir de se montrer plus sévère, et contraindra par suite les fabricants et négociants à introduire dans leurs rapports une plus scrupuleuse honnêteté. Ainsi se trouvera relevé, par la simple proclamation du droit, le niveau moral du commerce.

**135.** — A cela ne se borne pas le rôle de la Convention ; ses effets s'exercent sous une forme plus directe, et si elle n'organise pas un système complet de

protection, du moins établit-elle un minimum de garantie auquel sont tenus à l'égard les uns des autres tous les Etats contractants. Parfois même ce minimum atteint-il un développement avancé, comme pour les indications de provenance qui font, depuis la Conférence de Madrid, l'objet d'une série de prescriptions veillant étroitement à leur sincérité, ou pour le nom commercial protégé d'une façon absolue par l'article 8. Pour certains pays adhérents de telles mesures constituaient des innovations véritables, non seulement dans le régime international, mais même au regard des lois intérieures. A ce point de vue la Convention a donc fait œuvre nouvelle et pratiquement utile.

**136.** — Mais pour apprécier sa portée véritable, il faut regarder en dehors d'elle au mouvement général qu'elle a déterminé en faveur de la protection de la propriété industrielle, amenant les pays qui l'ignoraient encore à la reconnaître, ceux chez qui elle était insuffisante à la compléter, et suscitant chez tous une activité législative exceptionnelle.

Successivement la Serbie en 1884, le Brésil en 1887, la Suisse en 1890 promulguent une loi sur les marques. La Suède en 1888, le Danemark en 1894 édictent des mesures relatives à l'emploi d'indications fausses sur les marchandises, et ces deux pays, d'accord avec la Norvège, remanient leurs lois sur les marques et le nom commercial. Par une loi du 31 mai 1896, le Portugal révisé toute sa législation sur la matière. La Grande-

Bretagne, après avoir en 1883 mis en vigueur la Convention par une loi spéciale, en 1886, 1887, et 1888 complète sa législation intérieure, notamment en ce qui concerne les tromperies sur les marchandises par l'usage du nom d'autrui ou par une fausse indication de provenance. En Italie, le Code pénal de 1890 punit sévèrement la tromperie sur la qualité des produits, sur l'usurpation des noms et des marques, ainsi que les fausses indications de provenance. Aux Pays-Bas, la loi sur les marques est refaite en 1893, en Espagne toute la législation sur la propriété industrielle est refondue dans une loi du 16 mai 1902. Avant d'adhérer à l'Union, l'Allemagne agit de même à l'égard des lois qu'elle possédait déjà et élabore une loi nouvelle sur la concurrence déloyale. Le 2 mars 1899, le Japon, qui venait de notifier son adhésion, promulgue une loi sur les marques de fabrique et de commerce, qui adapte à la Convention sa législation antérieure.

Le même mouvement se manifeste jusque dans les Etats étrangers à l'Union, soit que par des réformes intérieures ils tendent à la possibilité d'une adhésion, soit que la pression des nécessités commerciales les contraigne à suivre de plus ou moins loin l'exemple des Etats unionistes. En 1889 le Guatemala, en 1890 et 1895 l'Autriche et la Hongrie, en 1892 et 1895 le Pérou, en 1893 la Grèce, en 1893 et 1904 la Bulgarie, en 1896 la République de Costa-Rica, en 1897 la Russie, en 1899 et 1901 l'Equateur, en 1901 le Salvador, en

1902 le Honduras, en 1903 le Mexique se donnent une législation sur les marques, ou remanient leur législation ancienne.

Mais la Convention n'a pas seulement été le point de départ de ce mouvement, elle a déterminé le sens dans lequel il s'est accompli, et son influence se retrouve dans les dispositions des lois nouvelles.

Un groupe nombreux de pays refusaient de considérer comme marques les dénominations ; les uns après les autres, ils en viennent à une conception plus libérale. La Suisse en 1890, les Pays-Bas en 1893, l'Allemagne en 1894, l'Autriche en 1895, la Suède en 1897, la Norvège en 1900 ont admis en principe, sinon sans restriction, la marque nominale ; et les pays qui, comme le Honduras et le Salvador, édictaient pour la première fois une loi sur la matière, ont donné de la marque la définition la plus large (1).

La répression des fausses indications de provenance était inconnue dans la plupart des législations. La Grande-Bretagne, de 1883 à 1888, a minutieusement réglé ce point ; les Etats-Unis ont fait de même ; la loi fédérale suisse de 1890 contient des articles sur les in-

(1) Au Salvador, la loi du 27 avril 1901 dans son article 1<sup>er</sup> définit ainsi la marque : « Est considéré comme marque de fabrique ou de commerce tout signe servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce. »

Et au Honduras, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 mars 1902, s'exprimant en termes presque identiques, dit à son tour : « Est considéré comme constituant une marque de fabrique tout signe indiquant la spécialité pour le commerce d'un produit industriel. »

dications d'origine ; la France a complété sa législation sur la matière en 1892 par une disposition de la loi relative au tarif général des douanes ; le Portugal et le Danemark en 1894 ont résolu législativement la question ; l'Allemagne, dans sa loi sur la concurrence déloyale, réprime les fausses indications de provenance ; le gouvernement autrichien a présenté le 18 octobre 1901, au Reichsrath, un projet de loi conçu dans le même esprit. Ces divers Etats combattent ce genre de fraude avec plus ou moins de rigueur ; mais tous sont du moins d'accord sur la nécessité d'une répression.

**137.** — A mesure qu'augmente l'influence de la Convention, son rôle diminue. L'harmonie entre les législations particulières des Etats devenant plus complète, les occasions d'intervenir sont pour elle moins nombreuses. Ainsi la Convention tend à se détruire elle-même, et le jour où toutes les législations s'appuyant sur des principes identiques proclameraient des droits égaux, elle n'aurait plus de raison d'être.

Mais alors, moins que jamais, serait-il permis de contester sa précieuse valeur. Ce qu'en disparaissant elle laisserait derrière elle, plus durable et meilleur qu'elle, serait son œuvre. Unification partielle et provisoire d'abord imposée par les nécessités pratiques, loyalement appliquée elle devient, par les rapprochements qu'elle crée et les tendances communes qu'elle imprime, le point de départ d'une évolution parallèle qui, à son terme final, aboutirait à l'union intime de toutes les législations admet-

tant les mêmes règles parce qu'un seul esprit les aurait pénétrées. Si ce résultat devait être atteint, pour être en dehors d'elle et au-dessus d'elle, il n'en serait pas moins la consécration évidente de son principe, et si la Convention, après avoir réalisé momentanément la seule entente pratiquement possible, à la suite du mouvement d'opinion qu'elle aurait elle-même déterminé, était un jour dépassée et devenait inutile, elle n'en aurait pas moins été l'impulsion nécessaire.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,  
A. LABORDE

Montpellier, le 23 novembre 1904.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT  
VIGIÉ

Vu et permis d'imprimer.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,  
ANT. BENOIST.



## TABLE DES MATIÈRES

|                    | Pages. |
|--------------------|--------|
| BIBLIOGRAPHIE..... | 1-3    |

## INTRODUCTION

|                                                                                                                                                                                                                                                      |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| <b>1.</b> Nécessité d'une protection internationale des signes distinctifs des produits. — <b>2.</b> Le régime des traités de commerce : ses insuffisances. — <b>3.</b> La Convention du 20 mars 1883. — <b>4.</b> Avantages généraux de l'Union.... | 5-12 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|

## CHAPITRE PREMIER

### DU PRINCIPE DE LA PROTECTION

|                                                                                                                                                                                                                                                                                          |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>5.</b> Des personnes protégées par la Convention : nationaux domiciliés, propriétaires d'établissements. — <b>6.</b> Que faut-il entendre par domicile ? — <b>7 à 9.</b> Conditions exigées de l'établissement. — <b>10.</b> Une société peut-elle invoquer la Convention ? .....     | 13-21 |
| <b>11.</b> Des rapports protégés par la Convention : est-elle applicable entre Français de France ? .....                                                                                                                                                                                | 21-28 |
| <b>12 et 13.</b> De la nature de la protection : assimilation des unionistes aux nationaux. — <b>14 à 16.</b> L'assimilation ne se produit pas pour les règles de procédure et de compétence. — <b>17.</b> Du principe de l'assimilation en face des autres règles de la Convention..... | 28-36 |

## CHAPITRE II

## DES MARQUES PROTÉGÉES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>18.</b> Protection dans toute l'Union des marques régulièrement déposées dans leur pays d'origine. — <b>19.</b> Précédents. — <b>20.</b> Fondement juridique du système. — <b>21.</b> Le domicile peut-il constituer le pays d'origine?..                                                                                                                                                           | 37-46 |
| <b>22.</b> Le dépôt régulier dans le pays d'origine est la condition nécessaire mais unique de la protection dans les autres pays de l'Union. — <b>23.</b> Indépendance de l'article 6 vis-à-vis de l'article 4. — <b>24.</b> Dans quelle mesure le dépôt dans le pays d'origine lie-t-il l'administration ou les tribunaux du pays d'importation. — <b>25.</b> Du sens des mots « telle quelle »..... | 47-59 |
| <b>26.</b> Influence de la situation de la marque dans le pays d'origine, postérieurement au dépôt, sur sa situation dans le pays d'importation.....                                                                                                                                                                                                                                                   | 59-62 |
| <b>27</b> et <b>28.</b> Du refus des marques contraires à la morale ou à l'ordre public. — <b>29.</b> Portée de l'exception. — <b>30.</b> Des marques descriptives et de celles qui contiennent un nom géographique.....                                                                                                                                                                               | 62-67 |
| <b>31.</b> Effet unificateur de l'article 6 et nécessité d'une définition internationale de la marque.....                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 67-69 |
| <b>32.</b> Protection de la marque indépendamment de la nature du produit sur lequel elle est apposée.....                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 69-70 |

## CHAPITRE III

## DES MOYENS PROPRES A FACILITER LA PROTECTION

## I. — DU DROIT DE PRIORITÉ

|                                                                                                                                                                                                                                                        |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>33.</b> Nécessité d'une protection possible de la marque dans tous les pays du jour de son dépôt dans un seul. — <b>34.</b> — Le droit de priorité de l'article 4. — <b>35.</b> Limites dans lesquelles il s'exerce : réserve du droit des tiers... | 70-76 |
| <b>36.</b> Durée du droit de priorité.....                                                                                                                                                                                                             | 76-79 |

|                                                                                                                                                                                                                                          |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>37 à 41.</b> Effets du droit de priorité. — <b>38 à 40 a).</b> A l'égard des tiers ayant fait usage de la marque au cours des délais. — <b>41 b).</b> A l'égard du propriétaire primitif ayant effectué le dépôt hors des délais..... | 79-87 |
| <b>42 à 44.</b> Conditions auxquelles est soumise l'obtention du droit de priorité. — <b>45.</b> Critiques adressées à l'article 4.                                                                                                      | 87-92 |

## CHAPITRE IV

## DES MOYENS PROPRES A FACILITER LA PROTECTION

## II. — DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>46.</b> Inconvénients des dépôts multiples. — <b>47.</b> Principe de l'enregistrement unique au Bureau international de Berne. — <b>48.</b> Caractère des attributions du Bureau international en matière de marques.....                                                                              | 93-98   |
| <b>49 à 53.</b> Du dépôt au Bureau international. — <b>49.</b> Par qui doit-il être effectué? — <b>50.</b> Sous quelle forme? — <b>51.</b> Des taxes à percevoir. — <b>52.</b> Des pièces à fournir. — <b>53.</b> De l'intérêt d'effectuer le dépôt par classes de produits.....                          | 98-106  |
| <b>54 et 55.</b> De l'enregistrement par le Bureau international. <b>54.</b> Tenue d'un registre spécial. — <b>55.</b> Mesures de publicité.....                                                                                                                                                          | 106-108 |
| <b>56 à 58.</b> De la faculté de refus laissée à chaque Etat. — <b>59.</b> Notification du refus et recours contre le refus. — <b>60.</b> Proposition relative à la création d'un collège d'appel international.....                                                                                      | 108-115 |
| <b>61.</b> Effets de l'enregistrement international : protection de la marque dans tous les pays de l'Union ; durée de la protection ; renouvellement. — <b>62.</b> Expiration de la protection internationale. — <b>63.</b> Effets de la transmission de la marque sur sa protection internationale..... | 115-120 |
| <b>64.</b> Comment l'enregistrement international d'une marque se combine-t-il avec les enregistrements nationaux antérieurs.....                                                                                                                                                                         | 120-122 |

## CHAPITRE V

DE LA PROTECTION TEMPORAIRE DES MARQUES  
DANS LES EXPOSITIONS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>65.</b> Intérêt d'une protection temporaire dans les Expositions. — <b>66.</b> L'article 11 de la Convention.....                                                                                                                                                                                 | 123-146 |
| <b>67.</b> — La protection est-elle obligatoire pour tous les Etats de l'Union ou pour celui seulement sur le sol duquel l'Exposition est ouverte? — <b>68 à 70.</b> Liberté laissée aux Etats quant à la forme à donner à la protection. — <b>71 et 72.</b> Durée de la protection temporaire ..... | 126-136 |
| <b>73.</b> Inconvénients résultant de la diversité dans la protection et spécialement dans la durée des délais. — <b>74.</b> Manifestations de tendances unificatrices.....                                                                                                                          | 136-139 |
| <b>75.</b> Portée restreinte de la question en ce qui concerne les marques.....                                                                                                                                                                                                                      | 139-140 |

## CHAPITRE VI

## DE LA PROTECTION DU NOM COMMERCIAL

|                                                                                                                                                                                                                |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>76.</b> Etat de la question antérieurement à la Convention de 1883.....                                                                                                                                     | 141-144 |
| <b>77 à 79.</b> Protection du nom commercial : 1° sans condition de dépôt; 2° quelle que soit la forme qu'il revête ...                                                                                        | 144-153 |
| <b>80.</b> La protection s'applique-t-elle au nom commercial indépendamment de l'emploi qui en est fait, ou seulement au nom commercial apposé sur les produits.....                                           | 153-154 |
| <b>81.</b> Que faut-il entendre par nom commercial? — <b>82.</b> De la raison de commerce : doit-elle être assimilée au nom commercial et protégée sans dépôt préalable? — <b>83.</b> Système de la firme..... | 154-160 |

## CHAPITRE VII

SANCTION A LA PROTECTION DES MARQUES ET DU NOM  
COMMERCIAL. — LA SAISIE A L'IMPORTATION

|                                                                                 |         |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>84.</b> Avantages de cette mesure : sûreté et rapidité de la répression..... | 161-162 |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------|

|                                                                                                                                                                              |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>85.</b> Dans quel pays la saisie peut-elle être exercée? —                                                                                                                |         |
| <b>86.</b> A la requête de qui? — <b>87.</b> Sur quoi peut-elle porter? — <b>88.</b> A quel moment peut-elle avoir lieu? — <b>89.</b> Comment peut-elle être remplacée ..... | 162-167 |
| <b>90.</b> L'article 9 ne fait pas échec pour les nationaux d'un pays de l'Union aux dispositions plus protectrices de la loi intérieure de ce pays .....                    | 167-168 |
| <b>91.</b> Tout unioniste peut, dans chaque pays de l'Union, invoquer à son profit ces mêmes dispositions.....                                                               | 169-171 |

## CHAPITRE VIII

## DE LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>92.</b> Double système de l'article 10 de la Convention et du premier arrangement de Madrid. — <b>93.</b> Répression de la fausse indication de provenance consistant en un nom de localité joint à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. — <b>94.</b> Répression de la fausse indication de provenance en elle-même. — <b>95.</b> Même portant sur toute une région. — <b>96.</b> Qu'elle se présente sous forme directe ou indirecte ..... | 172-182 |
| <b>97.</b> Droit accordé au vendeur de faire connaître son nom ou son adresse sur des produits venus de l'étranger. — <b>98.</b> — Conditions d'exercice de ce droit. — <b>99.</b> Nouveauté de la disposition. — <b>100.</b> Cas où il y a homonymie entre une localité nationale et une localité étrangère.....                                                                                                                                                              | 182-189 |
| <b>101.</b> Des appellations génériques ; liberté d'appréciation laissée aux tribunaux de chaque pays. — <b>102.</b> Réserve relative aux appellations régionales de provenance des produits vinicoles. — <b>103.</b> Ne conviendrait-il pas de l'étendre à celles de tous les produits agricoles? — <b>104.</b> Sens des mots « produits vinicoles ».....                                                                                                                     | 189-202 |
| <b>105.</b> Droit d'action : ministère public et partie intéressée. — <b>106.</b> Que faut-il entendre par partie intéressée?.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 202-206 |
| <b>107.</b> De la saisie : saisie à l'importation et saisie à l'intérieur. — <b>108.</b> Des actions et moyens susceptibles de remplacer ces modes de saisie. — <b>109.</b> Caractère facultatif de la saisie en transit.....                                                                                                                                                                                                                                                  | 206-209 |

|                                                                                                                                                                                       |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>110 à 112.</b> Le premier arrangement de Madrid, comme l'article 10 de la Convention, ne constitue qu'un minimum de garantie. — <b>113.</b> Utilité générale de la répression..... | 209-217 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

## CHAPITRE IX

## DES MARQUES D'ORIGINE COLLECTIVES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>114.</b> Doit-on protéger les marques collectives ? — <b>115.</b> Parmi elles les marques régionales ? .....                                                                                                                                                                                                              | 218-222 |
| <b>116 et 117.</b> Difficultés communes à la protection de toutes les marques collectives. — <b>116.</b> Doit-on assimiler les marques collectives aux marques individuelles ? — <b>117.</b> Doit-on limiter la protection internationale des marques collectives aux pays dont la législation intérieure les reconnaît..... | 222-225 |
| <b>118.</b> Difficulté spéciale aux marques régionales : par qui sera opéré le dépôt ?.....                                                                                                                                                                                                                                  | 225-226 |
| <b>119.</b> Avant-projet du Bureau de Berne. — <b>120.</b> Etat actuel de la question.....                                                                                                                                                                                                                                   | 226-229 |

## CHAPITRE X

## DE LA RÉPRESSION DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>121.</b> Danger de la concurrence déloyale dans les transactions internationales.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 230-231 |
| <b>122.</b> Difficulté d'arriver à l'unité de répression en matière de concurrence déloyale. — <b>123.</b> Variété des faits à réprimer. — <b>124.</b> Diversité des législations particulières. — <b>125 a)</b> Application d'un principe général d'équité. — <b>126 b)</b> Codification des formes courantes de la concurrence déloyale. — <b>127 c)</b> Combinaison des deux systèmes..... | 231-241 |
| <b>128.</b> Droit commun des étrangers, notamment en France. — <b>129.</b> Article 10 <i>bis</i> de la Convention.....                                                                                                                                                                                                                                                                        | 241-244 |
| <b>130.</b> D'un cas spécial de concurrence déloyale : usurpation et imitation des médailles et récompenses.....                                                                                                                                                                                                                                                                              | 244-247 |

## CONCLUSION

|                                                                                                                                                                                                                                                    |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>131.</b> Insuffisance de la Convention sur certains points.<br>— <b>132.</b> Possibilité de voir se réaliser les améliorations<br>désirables.....                                                                                               | 249-253 |
| <b>133.</b> Résultats obtenus. — <b>134.</b> Reconnaissance d'un<br>droit de propriété en matière industrielle. — <b>135.</b> Orga-<br>nisation d'un minimum de protection. — <b>136</b> Détermi-<br>nation d'un mouvement législatif général..... | 253-258 |
| <b>137.</b> Substitution progressive de l'influence de la Con-<br>vention au rôle direct de la Convention.....                                                                                                                                     | 258-259 |







BUZANÇAIS (INDRE) — IMP: F. DEVERDUN

---